



Rapport aux actionnaires

La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le troisième trimestre de 2010

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires du trimestre terminé le 31 juillet 2010, dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

TORONTO, le 26 août 2010 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a annoncé aujourd'hui un bénéfice net de 1 276 millions de dollars pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2010, lequel reflète les solides résultats enregistrés dans les secteurs Services bancaires canadiens, Gestion de patrimoine et Assurances. La baisse des revenus tirés des activités de négociation découlant des conditions défavorables sur le marché a eu une incidence sur les résultats du secteur Marchés des Capitaux. Le bénéfice net a reculé de 285 millions de dollars, ou 18 %, par rapport au résultat record enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la baisse de 361 millions enregistrée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le bénéfice net a reculé de 53 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui reflète la baisse de 301 millions enregistrée dans le secteur Marchés des Capitaux. La croissance des activités, l'amélioration de la qualité du crédit et nos mesures continues de gestion des coûts ont été largement neutralisées par l'importante diminution des revenus tirés des activités de négociation, la volatilité et l'incertitude générale concernant les marchés financiers mondiaux ayant entraîné une baisse des activités des clients.

« Nous continuons de tirer parti de nos solides positions concurrentielles et d'investir dans nos activités afin d'assurer notre croissance à long terme, a déclaré M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction de RBC. La diversité de nos secteurs géographiques et de nos secteurs d'exploitation nous a permis d'afficher de nouveau des résultats solides ce trimestre, malgré les conditions défavorables sur les marchés financiers mondiaux. »

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

- Bénéfice net de 1 276 millions de dollars (en baisse par rapport à 1 561 millions)
- Bénéfice dilué par action de 0,84 \$ (en baisse par rapport à 1,05 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 14,3 % (en baisse par rapport à 19,4 %)
- Ratio du capital de première catégorie de 12,9 %

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

- Bénéfice net de 1 276 millions de dollars (en baisse par rapport à 1 329 millions)
- Bénéfice dilué par action de 0,84 \$ (en baisse par rapport à 0,88 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 14,3 % (en baisse par rapport à 15,8 %)

Neuf premiers mois de 2010 par rapport aux neuf premiers mois de 2009 (1)

- Bénéfice net de 4 102 millions de dollars (en hausse par rapport à 2 621 millions)
- Bénéfice dilué par action de 2,73 \$ (en hausse par rapport à 1,74 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 15,9 % (en hausse par rapport à 10,9 %)

Neuf premiers mois de 2010 par rapport aux neuf premiers mois de 2009 (1), en excluant la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition comptabilisée en 2009 (2)

- Bénéfice net en hausse de 481 millions de dollars (par rapport à 3 621 millions)
- Bénéfice dilué par action en hausse de 0,28 \$ (par rapport à 2,45 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires en hausse de 70 points de base (par rapport à 15,2 %)

(1) Au cours de 2009, nous avons reclassé certains titres dans les prêts, conformément aux modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA). Pour les neuf premiers mois de 2009, le reclassement a donné lieu à une augmentation du bénéfice net, dont le montant déclaré était de 2 564 millions de dollars, le portant à 2 621 millions; il a aussi donné lieu à une augmentation de 0,04 \$ du bénéfice dilué par action et de 20 points de base du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour obtenir des détails sur l'incidence, se reporter à la rubrique Chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* – reclassement de titres dans les prêts, à la page 62 de notre rapport annuel 2009.

(2) Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport pour une analyse plus détaillée et pour un rapprochement.

Table des matières

1	Faits saillants du troisième trimestre	10	Assurances	24	Gestion des liquidités et du financement
2	Rapport de gestion	11	Services bancaires internationaux	25	Information financière supplémentaire
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	12	Marchés des Capitaux	25	Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC
2	Vue d'ensemble	13	Services de soutien généraux	26	Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	14	Analyse des résultats trimestriels et des tendances	27	Questions en matière de comptabilité et de contrôle
3	Faits saillants financiers et autres	15	Résultats par secteur géographique	28	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR
4	Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives	16	Situation financière	30	Opérations entre apparentés
5	Rendement financier	16	Bilans condensés	31	États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)
8	Résultats des secteurs d'exploitation	17	Arrangements hors bilan	35	Notes complémentaires (non vérifié)
8	Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation	19	Gestion du risque, du capital et des liquidités	48	Renseignements à l'intention des actionnaires
8	Services bancaires canadiens	19	Risque de crédit		
9	Gestion de patrimoine	20	Rendement au chapitre de la qualité du crédit		
		22	Risque de marché		
		23	Gestion du capital		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2010, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre terminé le 30 avril 2010. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010 (états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2009 aux actionnaires (rapport annuel 2009). Ce rapport de gestion est daté du 25 août 2010. Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent rapport est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2009, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le troisième trimestre de 2010, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent rapport comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant les perspectives économiques et les perspectives du marché pour 2010 pour les économies canadienne, américaine et internationale, ainsi que le contexte de gestion des risques, y compris la gestion des liquidités et du financement. L'information prospective contenue dans le présent rapport est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes terminées à ces dates et pourrait ne pas être appropriée à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques inhérents qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes et que nos hypothèses soient incorrectes. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces risques, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prédire les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché et opérationnel et les risques d'illiquidité et de financement, ainsi que d'autres risques qui sont expliqués à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités et dans notre rapport annuel 2009 aux actionnaires; la conjoncture économique générale et les conditions du marché financier au Canada, aux États-Unis et dans certains autres pays

où nous exerçons nos activités, y compris l'incidence de la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux dotations, aux provisions et aux évaluations; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales fiscales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements, y compris les lois fiscales; les modifications apportées aux lignes directrices concernant le capital à risque, aux directives en matière de présentation d'information et aux lignes directrices des autorités de réglementation concernant les liquidités et leur interprétation, ainsi que la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à terme des acquisitions stratégiques et des coentreprises et à les intégrer avec succès; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités, ainsi que dans notre rapport annuel 2009 aux actionnaires.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Vue d'ensemble

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada au chapitre de l'actif et de la capitalisation boursière et l'une des plus importantes banques à l'échelle mondiale au chapitre de la capitalisation boursière. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires

aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services à la grande entreprise et de banque d'investissement et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 78 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de près de 18 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 51 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009 (1)
Total des revenus	6 827 \$	6 967 \$	7 823 \$	21 128 \$	21 647 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	432	504	770	1 429	2 530
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 459	1 096	1 253	3 685	3 287
Frais autres que d'intérêt	3 377	3 572	3 755	10 575	10 952
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	1 000
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 559	1 795	2 045	5 439	3 878
Bénéfice net	1 276 \$	1 329 \$	1 561 \$	4 102 \$	2 621 \$
Secteurs – bénéfice net (perte nette)					
Services bancaires canadiens	766 \$	736 \$	669 \$	2 279 \$	1 946 \$
Gestion de patrimoine	185	90	168	494	422
Assurances	153	107	167	378	392
Services bancaires internationaux	(76)	(27)	(95)	(160)	(1 321)
Marchés des Capitaux	201	502	562	1 274	1 207
Services de soutien généraux	47	(79)	90	(163)	(25)
Bénéfice net	1 276 \$	1 329 \$	1 561 \$	4 102 \$	2 621 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	0,85 \$	0,89 \$	1,06 \$	2,75 \$	1,76 \$
– dilué	0,84 \$	0,88 \$	1,05 \$	2,73 \$	1,74 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	14,3 %	15,8 %	19,4 %	15,9 %	10,9 %
Rendement du capital de risque (2)	24,3 %	26,7 %	31,4 %	27,2 %	17,4 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,59 %	0,68 %	0,98 %	0,65 %	0,96 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	1,68 %	1,72 %	1,77 %	1,68 %	1,77 %
Ratios de capital et coefficients					
Ratio du capital de première catégorie	12,9 %	13,4 %	12,9 %	12,9 %	12,9 %
Ratio du capital total	14,2 %	14,4 %	14,4 %	14,2 %	14,4 %
Coefficient actif-capital	16,5X	16,0X	16,3X	16,5X	16,3X
Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie (3)	9,6 %	9,7 %	9,1 %	9,6 %	9,1 %
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	704 424 \$	655 136 \$	660 133 \$	704 424 \$	660 133 \$
Valeurs mobilières	192 739	188 236	182 792	192 739	182 792
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	288 919	283 069	277 152	288 919	277 152
Actifs liés aux dérivés	96 436	78 066	101 086	96 436	101 086
Dépôts	418 975	397 840	404 708	418 975	404 708
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	33 500	32 850	30 400	32 950	30 050
Moyenne du capital de risque (2)	19 800	19 450	18 800	19 250	18 800
Actif ajusté en fonction des risques	258 766	249 269	243 009	258 766	243 009
Biens sous gestion	253 900	253 800	243 700	253 900	243 700
Biens administrés – RBC	655 800	653 900	634 300	655 800	634 300
– RBC Dexia IS (4)	2 652 500	2 481 900	2 197 500	2 652 500	2 197 500
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 421 777	1 420 375	1 408 687	1 420 096	1 393 641
– moyenne (diluée)	1 434 379	1 434 232	1 422 810	1 433 591	1 406 404
– à la fin	1 423 744	1 423 424	1 412 235	1 423 744	1 412 235
Dividendes déclarés par action	0,50 \$	0,50 \$	0,50 \$	1,50 \$	1,50 \$
Rendement de l'action (5)	3,5 %	3,5 %	4,3 %	3,5 %	5,2 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	53,72 \$	61,59 \$	51,28 \$	53,72 \$	51,28 \$
Capitalisation boursière (TSX)	76 484	87 669	72 419	76 484	72 419
Renseignements généraux					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps)	71 972	70 812	72 366	71 972	72 366
Nombre de succursales	1 756	1 754	1 759	1 756	1 759
Nombre de guichets automatiques bancaires	5 048	5 043	5 046	5 048	5 046
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (6)	0,957 \$	0,973 \$	0,900 \$	0,958 \$	0,838 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,972 \$	0,984 \$	0,928 \$	0,972 \$	0,928 \$

- (1) Au cours de 2009, nous avons reclassé certains titres dans les prêts, conformément aux modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*. Ce reclassement a donné lieu à une augmentation du bénéfice net des neuf premiers mois de 2009, dont le montant déclaré était de 2 564 millions de dollars, le portant à 2 621 millions; il a aussi donné lieu à une augmentation de 0,04 \$ du bénéfice par action et de 20 points de base du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour obtenir des détails sur l'incidence, y compris l'incidence sur certains postes du bilan et sur l'information concernant la qualité du crédit, se reporter à la rubrique Chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* – reclassement de titres dans les prêts, à la page 62 de notre rapport annuel 2009.
- (2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait au rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, au rendement du capital de risque, à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, à la moyenne du capital de risque et à la moyenne de l'actif. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (4) Représente le total des biens administrés de la coentreprise dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.
- (5) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (6) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – Données en date du 25 août 2010

Canada

La croissance de l'économie canadienne s'est poursuivie; le produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 0,1 % en mai, par rapport à avril, résultat qui tient à l'accroissement de la production industrielle, laquelle a été neutralisée en partie par la baisse enregistrée dans le secteur des services. Les activités sur le marché de l'habitation ont ralenti par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'incidence de l'entrée en vigueur de la taxe de vente harmonisée en Colombie-Britannique et en Ontario en juillet, qui a incité les consommateurs à acheter une habitation au début de 2010.

Le taux de chômage a reculé et se chiffrait à 8,0 % en juillet, comparativement à 8,1 % en avril, résultat qui tient à la lente reprise du marché du travail. Bien qu'une amélioration de l'emploi ait été constatée au cours du trimestre civil, les investissements effectués par les entreprises sont demeurés faibles, en raison surtout de l'incertitude liée à la conjoncture à l'échelle mondiale.

En juin et en juillet, la Banque du Canada a haussé son taux de financement à un jour de 25 points de base, le portant au taux actuel de 0,75 %. Le taux d'inflation de base est demeuré relativement inchangé par rapport au trimestre précédent. En raison de la reprise de l'économie canadienne, nous nous attendons à ce qu'il augmente de 25 points de base en septembre et de 25 points de base additionnels plus tard au cours de l'année, et à ce que le taux d'intérêt soit de 1,25 % à la fin de l'année. La hausse graduelle des taux d'intérêt et l'augmentation des ratios de dette à la consommation pourraient éventuellement entraîner des pressions sur la croissance future de l'économie.

Nous prévoyons une croissance de l'économie canadienne de 3,6 % en 2010, soit un taux 20 points de base plus élevé que la croissance que nous prévoyions le 26 mai 2010. Le taux de croissance du PIB réel devrait ralentir d'ici la fin de 2010, par rapport à la forte croissance enregistrée au début de 2010.

États-Unis

L'économie aux États-Unis a affiché un taux de croissance annualisé estimatif de 2,4 % au cours du deuxième trimestre civil de 2010, en partie en raison des dépenses de consommation, qui ont augmenté pour un quatrième trimestre consécutif.

Le taux de chômage, qui s'est établi à 9,5 % en juillet, est demeuré élevé, en raison de la lente amélioration du marché du travail. En août, la Réserve fédérale a maintenu la fourchette cible du taux des fonds fédéraux entre 0 % et 0,25 %, et nous sommes toujours d'avis que la Réserve fédérale respectera son engagement et maintiendra cette fourchette jusqu'au deuxième trimestre de 2011, si la viabilité de la reprise économique est plus évidente. Nous nous attendons également à ce que la Réserve fédérale réduise graduellement les mesures de relance liées à la politique monétaire, en raison de pressions inflationnistes limitées et du taux de chômage élevé. Nous continuons de prévoir une croissance de l'économie américaine de 3,1 % pour 2010 et nous nous attendons, d'ici la fin de l'année, à une croissance plus modérée de l'économie américaine qu'au cours des périodes de reprise passées.

Autres économies mondiales

Les économies mondiales au deuxième trimestre civil reflètent le maintien de la croissance, laquelle a toutefois été atténuée par l'incidence des mesures d'austérité fiscale mises en place en Europe, par la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe, ainsi que par la croissance à la baisse de certaines économies émergentes.

Nous nous attendons à ce que la Banque centrale européenne hausse les taux à la fin de 2011 plutôt qu'au premier trimestre de 2011 comme nous le prévoyions auparavant, en raison du ralentissement possible de la croissance tenant aux mesures d'austérité fiscale et à l'incertitude liée à la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe.

Marchés financiers

Bien que la reprise de l'économie se poursuive, la viabilité de cette reprise demeure sensible aux chocs économiques et sur le marché. Comparativement au trimestre précédent, la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe et l'incertitude liée à la réforme réglementaire aux États-Unis ont entraîné une plus grande volatilité des marchés financiers mondiaux et réduit le volume des activités de négociation, ce qui a eu une incidence défavorable sur certains de nos activités de négociation sur les marchés financiers. Les écarts de taux

des sociétés aux États-Unis ont diminué, tandis que les écarts de taux des États souverains en Europe ont augmenté, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète l'incertitude liée à la crise de l'endettement qui touche des États souverains. Les investisseurs se demandent toujours si les mesures, y compris les mesures fiscales, mises en œuvre afin de maîtriser cette crise de l'endettement seront efficaces à long terme.

Le dollar canadien s'est apprécié par rapport à la plupart des principales devises ce trimestre; toutefois, il s'est légèrement déprécié par rapport au dollar américain. Nous prévoyons une légère dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain d'ici la fin du troisième trimestre civil, car nous nous attendons à ce que les investisseurs achètent davantage de dollars américains en raison de l'incertitude récente qui règne à l'échelle mondiale. Lorsque les incertitudes liées à la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe se seront atténuées, nous nous attendons à ce que le dollar canadien s'apprécie par rapport au dollar américain et se rapproche de la parité au premier semestre de 2011.

Ces prédictions et prévisions se fondent sur des renseignements et des hypothèses provenant de sources qui nous semblent fiables. Si ces renseignements ou ces hypothèses ne sont pas exacts, les perspectives économiques réelles pourraient différer considérablement des perspectives présentées dans cette section.

Contexte réglementaire

En raison des perturbations antérieures sur le marché et des conditions de stress connexes touchant le système financier mondial, les institutions financières à l'échelle mondiale devront composer avec une réglementation accrue. Les propositions récentes ont trait principalement à l'imposition de taxes spéciales sur les bénéficiaires, les passifs et la rémunération des institutions financières, de manière à couvrir les coûts liés au soutien financier fourni par le gouvernement durant la crise économique. Aux États-Unis, la loi intitulée Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act a été promulguée en juillet. Ces réformes financières prévoient des mesures accrues de protection des consommateurs, la réglementation des marchés des dérivés hors cote, des restrictions visant les opérations de négociation pour compte propre effectuées par les banques et la mise en œuvre d'un nouveau processus visant à assurer la liquidation organisée des institutions financières en difficulté. Au Royaume-Uni, d'autres plans ont été mis en œuvre afin d'apporter d'importantes révisions au système de réglementation du secteur financier. Nous poursuivons notre évaluation de l'incidence possible des réformes en cours aux États-Unis et au Royaume-Uni.

En juillet 2010, le comité de Bâle sur la supervision bancaire a annoncé que des modifications avaient été apportées aux propositions concernant le capital et les liquidités publiées initialement en décembre 2009. Ces modifications tiennent compte des préoccupations du secteur et touchent notamment la définition de capital, l'établissement et l'étalement proposé du ratio d'endettement, ainsi que des exigences en matière de liquidités. Les lignes directrices, qui entraîneront probablement une hausse des niveaux de capital et de liquidités, seront établies de manière définitive en septembre 2010, en même temps que les cibles réglementaires minimales et les mesures transitoires. De façon générale, les mesures aux fins de la réglementation des banques mises en œuvre à l'échelle mondiale pourraient faire en sorte que les banques soient tenues de se conformer à des exigences plus rigoureuses en matière de fonds propres, de levier financier, de liquidités et de gestion prudente. Nous poursuivons notre évaluation de l'incidence possible de ces propositions.

Au cours du trimestre, nous avons maintenu une position de liquidité et de financement qui demeure selon nous appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie, et les risques d'illiquidité et de financement demeurent très compatibles avec notre goût du risque.

Conformément à notre cadre de gestion du risque, nous continuons d'évaluer les conditions susceptibles d'entraîner un stress afin de nous assurer que nous sommes bien positionnés pour gérer ces conditions lorsque la conjoncture et les conditions du marché sont défavorables.

Notre structure de gouvernance des risques et notre approche aux fins de la gestion du risque n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles décrites dans notre rapport annuel 2009. Pour plus de détails sur notre structure de gouvernance des risques, se reporter à la rubrique Gestion du risque, du capital et des liquidités de notre rapport annuel 2009.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009
Nous avons déclaré un bénéfice net de 1,3 milliard de dollars pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2010, soit un résultat en baisse de 285 millions, ou 18 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,84 \$, en baisse de 0,21 \$ comparativement à l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 14,3 %, en baisse de 510 points de base comparativement à l'exercice précédent. Le ratio du capital de première catégorie s'est établi à 12,9 %, soit un résultat inchangé par rapport à l'exercice précédent.

La baisse du bénéfice net par rapport à l'exercice précédent tient à une réduction importante des revenus tirés des activités de négociation et des bénéfices du secteur Marchés des Capitaux, alors que la volatilité des marchés et l'évolution défavorable des conditions des marchés financiers mondiaux ont entraîné une importante diminution des volumes de transactions des clients par rapport aux occasions favorables de l'exercice précédent. Cette baisse a été neutralisée en partie par la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances, laquelle reflète l'amélioration de la conjoncture et la stabilisation de la qualité des actifs de même que la forte croissance des volumes liés à nos services bancaires au Canada.

Nous avons enregistré une croissance continue des bénéfices du secteur Services bancaires canadiens en raison de la forte croissance des volumes enregistrée dans la plupart des secteurs d'activité et de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net du secteur Gestion de patrimoine a augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de l'incidence d'un ajustement comptable favorable de 26 millions de dollars (24 millions après impôts) lié à la conversion de titres disponibles à la vente, ainsi que d'un ajustement favorable visant les impôts sur les bénéfices. Les résultats ce trimestre tiennent aussi compte de l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, d'une perte au titre de notre régime de rémunération à base d'actions, un gain ayant été constaté à ce titre à l'exercice précédent, ainsi que de la compression des écarts.

Le bénéfice net du secteur Assurances a diminué par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des résultats techniques défavorables liés aux polices d'assurance vie et de la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurances automobile et invalidité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des volumes, principalement en ce qui concerne le secteur Assurances et autres activités – International, par la hausse des gains sur placements, par l'incidence favorable du nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni, ainsi que par les plus importants ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses.

La perte du secteur Services bancaires internationaux a diminué, en raison essentiellement de la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux services bancaires aux États-Unis.

Ce trimestre, nous avons continué de nous concentrer sur la gestion des coûts dans tous nos secteurs d'activité, ce qui a eu une incidence favorable sur les bénéfices.

Le bénéfice net de l'exercice précédent tenait compte de pertes liées au contexte du marché de 278 millions de dollars (150 millions après impôts et écritures de compensation connexes). Les résultats à l'exercice précédent tenaient compte de revenus tirés des activités de négociation plus élevés, attribuables aux occasions favorables sur le marché.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le bénéfice net a diminué de 53 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au dernier trimestre, ce qui reflète principalement les résultats à la baisse tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, lesquels tiennent aux facteurs mentionnés précédemment. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence comptable favorable de la conversion de titres disponibles à la vente du secteur Gestion de patrimoine, une incidence défavorable ayant été constatée au trimestre précédent. Les bénéfices ont aussi été touchés de façon favorable par des facteurs saisonniers, principalement en ce qui a trait à nos services bancaires, le trimestre considéré comptant un plus grand nombre de jours que le trimestre précédent. De plus, la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué dans la plupart de nos secteurs d'activité.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

Nous avons déclaré un bénéfice net de 4,1 milliards de dollars, en hausse de 1,5 milliard, ou 57 %, par rapport à l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois, le bénéfice dilué par action s'est établi à 2,73 \$, en hausse de 0,99 \$ par rapport à l'exercice précédent, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 15,9 %, en hausse de 500 points de base par rapport à l'exercice précédent. Les résultats à l'exercice précédent tenaient compte d'une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars avant et après impôts. Compte non tenu de cette charge, le bénéfice net a augmenté de 481 millions de dollars, ou 13 %, le bénéfice dilué par action s'est accru de 0,28 \$ et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a augmenté de 70 points de base, résultats qui reflètent en grande partie l'amélioration de la conjoncture et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans la plupart des secteurs d'activité, qui reflète la stabilisation de la qualité des actifs. Nos bénéfices ont également été touchés de façon favorable par la croissance des activités des secteurs Services bancaires canadiens, Gestion de patrimoine et Assurances, ainsi que par les résultats à la hausse tirés de nos services de banque d'investissement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation découlant de l'évolution des conditions du marché par rapport à l'exercice précédent dans le secteur Marchés des Capitaux. Pour obtenir d'autres détails sur la façon dont nous calculons les résultats financiers de l'exercice précédent, déduction faite de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Le bénéfice net à l'exercice précédent tenait compte de pertes liées au contexte du marché de 1,9 milliard de dollars (1,0 milliard après impôts et écritures de compensation connexes) et d'une provision générale de 433 millions (287 millions après impôts) à l'exercice précédent, comparativement à 22 millions (15 millions après impôts) pour l'exercice considéré. Les gains sur la titrisation, déduction faite des activités de couverture économique, à l'exercice précédent ont donné lieu à des gains de 738 millions de dollars (506 millions après impôts), comparativement à des gains de 74 millions (51 millions après impôts) pour l'exercice considéré. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte des revenus élevés tirés des activités de négociation, en raison des occasions favorables sur le marché.

Incidence estimative du change sur nos résultats financiers consolidés

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises.

Les taux de change moyens entre le dollar canadien et les devises ont eu une incidence minimale sur la valeur de conversion du bénéfice net libellé en devises, par rapport à l'exercice précédent et au trimestre précédent. Pour les neuf premiers mois de 2010, la conversion en devises de nos bénéfices a eu une incidence importante sur nos résultats financiers consolidés par rapport à l'exercice précédent, en raison du raffermissement considérable du dollar canadien par rapport aux autres devises. Cette conversion a entraîné une baisse des revenus de 1,1 milliard de dollars, une diminution du bénéfice net de 150 millions et une baisse du bénéfice dilué par action de 0,10 \$.

Le tableau suivant présente l'incidence estimative du change sur les principaux postes des états des résultats.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009	Neuf premiers mois de 2010 par rapport aux neuf premiers mois de 2009
Incidence sur le bénéfice : <i>augmentation (diminution)</i>			
Total des revenus	30 \$	(175)\$	(1 060)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(5)	15	90
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(10)	45	215
Frais autres que d'intérêt	(10)	120	580
Bénéfice net	10	–	(150)
Incidence sur le bénéfice par action			
De base	0,01 \$	– \$	(0,11)\$
Dilué	0,01 \$	– \$	(0,10)\$

Le tableau suivant illustre la variation des taux de change moyens.

Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Dollar US/dollar CA	0,957	0,973	0,900	0,958	0,838
Livre sterling/dollar CA	0,635	0,638	0,548	0,618	0,551
Euro/dollar CA	0,764	0,722	0,637	0,711	0,624
Dollar de Trinité-et-Tobago/ dollar CA	6,063	6,170	5,621	6,075	5,219

(1) Le dollar de Trinité-et-Tobago fluctue de manière sensiblement identique au dollar américain.

Pour de plus amples renseignements concernant les répercussions pour nos secteurs d'exploitation, se reporter aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Bilans condensés.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010 (1)	31 juillet 2009 (1)	31 juillet 2010	31 juillet 2009 (1)
Intérêts créditeurs	4 632 \$	4 536 \$	4 819 \$	13 834 \$	15 812 \$
Intérêts débiteurs	1 884	1 837	1 915	5 640	7 147
Revenu net d'intérêt	2 748 \$	2 699 \$	2 904 \$	8 194 \$	8 665 \$
Services de placement (2)	1 149 \$	1 123 \$	1 090 \$	3 447 \$	3 274 \$
Activités d'assurance (3)	1 759	1 325	1 575	4 467	4 153
Activités de négociation	(243)	592	1 149	1 000	1 874
Services bancaires (4)	829	766	860	2 394	2 498
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	295	250	299	856	711
Autres (5)	290	212	(54)	770	472
Revenus autres que d'intérêt	4 079 \$	4 268 \$	4 919 \$	12 934 \$	12 982 \$
Total des revenus	6 827 \$	6 967 \$	7 823 \$	21 128 \$	21 647 \$
Renseignements supplémentaires					
Total des revenus tirés des activités de négociation					
Revenu net d'intérêt	368 \$	344 \$	589 \$	1 102 \$	1 939 \$
Revenus autres que d'intérêt	(243)	592	1 149	1 000	1 874
Total	125 \$	936 \$	1 738 \$	2 102 \$	3 813 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit					
Produits liés aux taux d'intérêt et produits de crédit	13 \$	694 \$	1 242 \$	1 512 \$	2 349 \$
Titres de participation	7	101	360	249	901
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	105	141	136	341	563
Total	125 \$	936 \$	1 738 \$	2 102 \$	3 813 \$

- (1) Nous avons reclassé certains montants du secteur Services de soutien généraux, qui étaient précédemment présentés au poste Revenus tirés des activités de négociation, dans la catégorie Autres des revenus autres que d'intérêt, de manière à mieux refléter la nature des montants. Les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été reclassés.
- (2) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement.
- (3) Comprend les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant de services tarifés. Le revenu de placement reflète la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et est neutralisé en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (4) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.
- (5) Comprend les revenus autres que d'intérêt, les gains nets (pertes nettes) sur les titres disponibles à la vente (la perte de valeur durable et les gains ou pertes réalisés), les ajustements de la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, la variation de la juste valeur de certains dérivés liés à des couvertures économiques et les revenus tirés des opérations de titrisation.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009
Le total des revenus a diminué de 996 millions de dollars, ou 13 %, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus ont été touchés par la baisse des revenus tirés des activités de négociation découlant de la réduction des activités de négociation des clients, situation qui reflète l'évolution des conditions du marché par rapport à l'exercice précédent. La diminution tient aussi à l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Nous avons enregistré une croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, une hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients du secteur Gestion de patrimoine, ainsi que des revenus à la hausse liés à nos activités d'assurance.

Les revenus à l'exercice précédent tenaient compte de pertes liées au contexte du marché de 278 millions de dollars, comptabilisées principalement dans les revenus tirés des activités de négociation et dans les autres revenus.

Le revenu net d'intérêt a diminué de 156 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la diminution de 221 millions, ou 38 %, du revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation, pour laquelle une analyse est présentée ci-dessous à la section portant sur les revenus tirés des activités de négociation. Le revenu net d'intérêt tiré des activités autres que de négociation s'est accru de 65 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de la croissance des volumes liés à nos services bancaires canadiens.

Les revenus liés aux placements se sont accrues de 59 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital, facteur neutralisé en partie par l'augmentation des renoncements aux honoraires liés aux fonds du marché monétaire dans le secteur Gestion de patrimoine, en raison de la faiblesse continue des taux d'intérêt.

Les revenus liés aux activités d'assurance ont augmenté de 184 millions de dollars, ou 12 %, résultat qui reflète le moment auquel les contrats annuels de réassurance en Europe sont renouvelés, les volumes à la hausse, y compris les volumes de rentes liés à nos activités aux États-Unis et dans les autres pays, ainsi que la hausse des gains sur placements. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la variation de la juste valeur des investissements et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien. Les volumes de rentes et la variation de la juste valeur des investissements ont été en grande partie compensés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont diminué de 1 392 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et les revenus autres que d'intérêt, s'est élevé à 125 millions de dollars, en baisse de 1 613 millions; ce résultat reflète principalement la baisse des volumes liés aux activités de négociation des clients des Marchés des Capitaux. Les revenus tirés des activités de négociation ont été touchés par la volatilité de la comptabilité ce trimestre, notamment par la comptabilisation de pertes de 100 millions de dollars au titre des actifs liés aux prêts à risque aux États-Unis qui sont couverts par MBIA Inc. (MBIA), un assureur spécialisé, et de pertes de 73 millions au titre des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques. Pour de plus amples renseignements sur les revenus tirés des activités de négociation, se reporter à la rubrique Marchés des Capitaux.

Les revenus tirés des services bancaires ont diminué de 31 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète principalement une portion des commissions d'interchange liées aux cartes de crédit qui était précédemment inscrite dans les revenus tirés des services bancaires et est dorénavant comprise dans les opérations de titrisation de prêts sur cartes de crédit et inscrite dans les autres revenus. Les revenus tirés des services bancaires ont été touchés de façon favorable par la hausse des revenus sur cartes dans les Services bancaires canadiens découlant du volume accru de transactions.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils ont reculé de 4 millions de dollars, ou 1 %, en raison essentiellement de la réduction des activités de montage de prêts, facteur largement neutralisé par la hausse des activités de fusion et d'acquisition.

Les autres revenus ont progressé de 344 millions de dollars, en raison essentiellement des gains, comparativement à des pertes à l'exercice précédent, liés aux swaps sur défautance qui sont comptabilisés à la juste valeur et servent de couverture économique du portefeuille de prêts aux grandes entreprises du secteur Marchés des Capitaux. Les gains, comparativement à des pertes à l'exercice précédent, découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services de soutien généraux, qui reflètent l'augmentation des écarts de taux, ont également contribué à l'augmentation. Le résultat à la hausse tient aussi à la diminution des pertes sur les titres disponibles à la vente ainsi qu'à l'incidence d'un ajustement comptable favorable lié à la conversion de titres disponibles à la vente ce trimestre. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des pertes nettes sur les instruments liés au financement.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010
Le total des revenus a diminué de 140 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse des revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux, y compris les pertes liées aux actifs couverts par MBIA et aux contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques. Ce résultat a été neutralisé en partie par la hausse des revenus liés aux activités d'assurance, par les gains, comparativement à des pertes au trimestre précédent, au titre des swaps sur défaillance qui sont comptabilisés à la juste valeur et servent de couverture économique du portefeuille de prêts aux grandes entreprises du secteur Marchés des Capitaux et par l'incidence comptable favorable, ce trimestre, de la conversion de titres disponibles à la vente, la conversion ayant eu une incidence défavorable au trimestre précédent. La croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens, l'incidence favorable de facteurs saisonniers et l'accroissement des activités de montage de titres de participation, des activités de syndication de prêts et des activités de fusion et d'acquisition dans tous les secteurs géographiques ont aussi neutralisé en partie la diminution des revenus.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

Le total des revenus a diminué de 519 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la baisse des revenus tirés des activités de négociation, de l'incidence du raffermissement du dollar canadien ayant entraîné une baisse des revenus d'un montant estimatif de 1,1 milliard de dollars et de la diminution des gains liés aux opérations de titrisation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des revenus du secteur Services bancaires canadiens, par l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et des volumes de transactions liés aux activités de gestion de patrimoine, par l'accroissement des revenus liés aux activités d'assurance et par les résultats à la hausse liés à nos services de banque d'investissement. Les revenus à l'exercice précédent tenaient compte de pertes liées au contexte du marché de 1,9 milliard de dollars, comptabilisées principalement dans les revenus tirés des activités de négociation et dans les autres revenus.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La qualité du crédit s'est de façon générale améliorée par rapport à l'exercice précédent et au trimestre précédent, résultat qui reflète la stabilisation de la qualité des actifs découlant de l'amélioration générale de l'économie mondiale. Le niveau de la dotation à la provision pour pertes sur créances d'ici la fin de 2010 demeurera tributaire de la reprise continue de l'économie et des tendances au chapitre des taux de chômage. Pour de plus amples renseignements sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009
Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, de 432 millions de dollars, a diminué de 338 millions, ou 44 %, par rapport à l'exercice précédent. La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances a reculé de 272 millions de dollars, en raison principalement des recouvrements liés à certains prêts aux grandes entreprises comptabilisés ce trimestre, de la baisse des provisions liées à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis et à nos portefeuilles de prêts aux particuliers non garantis et de prêts aux entreprises au Canada et de la diminution des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts dans les Antilles. Nous avons comptabilisé un crédit de 5 millions de dollars au titre de la provision générale ce trimestre, comparativement à une provision de 61 millions à l'exercice précédent.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010
Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 72 millions de dollars, ou 14 %, par rapport au trimestre précédent. La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances a reculé de 40 millions de dollars, résultat qui reflète la diminution des provisions liées à nos prêts aux grandes entreprises, y compris les recouvrements liés à quelques prêts aux grandes entreprises comptabilisés ce trimestre, la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada et la baisse des provisions liées à nos portefeuilles de prêts commerciaux dans les Antilles et de prêts résidentiels et de prêts aux particuliers non garantis au Canada. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des provisions liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises au Canada

et de prêts commerciaux aux États-Unis. Nous avons comptabilisé un crédit de 5 millions de dollars au titre de la provision générale ce trimestre, comparativement à une provision de 27 millions au trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 1 429 millions de dollars, en baisse de 1 101 millions, ou 44 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète essentiellement la baisse de 690 millions de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances découlant de la réduction des provisions liées à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises et à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis. La réduction des provisions liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et l'incidence du raffermissement du dollar canadien ont également contribué à la baisse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des provisions dans les Antilles, qui reflète principalement un petit nombre de prêts commerciaux, et par la hausse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada. La provision générale a reculé de 411 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 206 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent, et de 363 millions, ou 33 %, comparativement au trimestre précédent. Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 398 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la section concernant le secteur Assurances.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Salaires	1 007 \$	976 \$	1 034 \$	2 983 \$	3 132 \$
Rémunération variable	655	875	1 040	2 521	2 739
Avantages sociaux et conservation du personnel	300	308	284	920	915
Rémunération à base d'actions	38	39	(1)	151	50
Ressources humaines	2 000 \$	2 198 \$	2 357 \$	6 575 \$	6 836 \$
Autres charges	1 377	1 374	1 398	4 000	4 116
Frais autres que d'intérêt	3 377 \$	3 572 \$	3 755 \$	10 575 \$	10 952 \$

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009
Les frais autres que d'intérêt se sont établis à 3 377 millions de dollars, soit un résultat en baisse de 378 millions, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent, qui tient principalement à la réduction de la rémunération variable reflétant les résultats à la baisse tirés de certaines activités de négociation. L'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien et l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts ont également contribué à la baisse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et par l'accroissement des coûts liés à la rémunération à base d'actions.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010
Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 195 millions de dollars, ou 5 %, par rapport au dernier trimestre. La diminution est principalement attribuable à la réduction de la rémunération variable reflétant les résultats à la baisse tirés des activités de négociation, facteur neutralisé en partie par l'incidence défavorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus que le trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt se sont établis à 10 575 millions de dollars, en baisse de 377 millions, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement à l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien, qui a occasionné une baisse des frais autres que d'intérêt d'environ 580 millions. La diminution de la rémunération variable reflète les résultats à la baisse tirés des activités

de négociation; l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts a également contribué à la baisse. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités et par l'accroissement de la rémunération à base d'actions reflétant en partie l'augmentation de la juste valeur du passif au titre de la rémunération gagnée.

Dépréciation de l'écart d'acquisition

Au deuxième trimestre de 2009, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars avant et après impôts, qui a trait au secteur Services bancaires internationaux. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 10 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Impôts sur les bénéfices

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009
La charge d'impôts a diminué de 192 millions de dollars, ou 43 %, par rapport à l'exercice précédent car le taux d'intérêt effectif, qui s'est établi à 16,5 %, a diminué de 5,5 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète essentiellement un ajustement favorable au cours du trimestre considéré lié à une vérification fiscale d'un exercice précédent. La diminution des taux d'imposition des sociétés canadiennes et la baisse du bénéfice avant impôts ont également contribué à la baisse.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010
La charge d'impôts a reculé de 186 millions de dollars, ou 42 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient au fait que le taux d'imposition effectif s'est élevé à 16,5 %, en baisse de 8,2 % comparativement au trimestre précédent, en raison essentiellement d'un ajustement favorable au cours du trimestre considéré lié à une vérification fiscale. Le recul tient également à la diminution des bénéfices avant impôts.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

La charge d'impôts a augmenté de 86 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de la hausse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition effectif s'est élevé à 23,3 %, comparativement à 30,4 % à l'exercice précédent, en raison de la comptabilisation au deuxième trimestre de 2009 d'une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition qui n'était pas déductible. Compte non tenu de cette charge, le taux d'imposition effectif a diminué au cours de la période considérée, en raison principalement de la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes. Pour de plus amples renseignements sur le calcul du taux d'imposition effectif de l'exercice précédent, compte non tenu de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion n'ont pas changé depuis le 31 octobre 2009. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2009.

Changements effectués au cours des neuf premiers mois de 2010

L'information qui suit porte sur les principaux changements apportés à nos secteurs d'exploitation au cours des neuf premiers mois de 2010. Sauf indication contraire, les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été révisés et n'ont aucune incidence sur nos résultats consolidés.

Nous avons reclassé certains montants du secteur Services de soutien généraux, qui étaient auparavant inscrits principalement dans les revenus tirés des activités de négociation, dans la catégorie Autres des revenus autres que d'intérêt, de manière à mieux tenir compte de la nature de ces montants. Certains chiffres correspondants des périodes précédentes ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Information sur les opérations de titrisation

Les gains ou pertes au titre des activités de vente et de couverture liées à la titrisation des prêts hypothécaires canadiens que nous montons et de nos prêts sur cartes de crédit titrisés sont comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux. Les activités de couverture comprennent les variations de l'évaluation à la valeur de marché des instruments connexes et l'amortissement des gains ou pertes sur les couvertures des flux de trésorerie qui ont pris fin précédemment. Étant donné que les opérations de titrisation liées aux prêts hypothécaires canadiens que nous montons et aux prêts sur cartes de crédit sont effectuées à des fins de financement, le secteur Services bancaires canadiens comptabilise les revenus et les pertes liés aux prêts hypothécaires et aux prêts sur cartes de crédit, une écriture compensatoire étant présentée dans les résultats du secteur Services de soutien généraux.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Revenu net d'intérêt	1 865 \$	1 810 \$	1 740 \$	5 554 \$	5 136 \$
Revenus autres que d'intérêt	763	781	741	2 303	2 181
Total des revenus	2 628 \$	2 591 \$	2 481 \$	7 857 \$	7 317 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	284 \$	302 \$	340 \$	904 \$	961 \$
Frais autres que d'intérêt	1 243	1 234	1 169	3 682	3 516
Bénéfice net avant impôts	1 101 \$	1 055 \$	972 \$	3 271 \$	2 840 \$
Bénéfice net	766 \$	736 \$	669 \$	2 279 \$	1 946 \$
Revenus par division					
Particuliers clients	1 421 \$	1 402 \$	1 339 \$	4 259 \$	3 915 \$
Services financiers à l'entreprise	644	622	618	1 903	1 829
Solutions cartes et paiements	563	567	524	1 695	1 573
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	34,7 %	34,6 %	34,9 %	36,2 %	35,6 %
Rendement du capital de risque	45,4 %	45,0 %	47,3 %	47,8 %	47,6 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,70 %	2,76 %	2,71 %	2,75 %	2,77 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage du montant net de la moyenne des prêts et des acceptations	0,41 %	0,47 %	0,54 %	0,45 %	0,52 %
Lever d'exploitation	(0,4) %	3,9 %	3,0 %	2,7 %	3,1 %
Moyenne du total des actifs productifs (2)	274 400 \$	268 800 \$	254 400 \$	269 800 \$	248 000 \$
Moyenne des prêts et acceptations (2)	271 700	266 400	251 700	267 100	246 500
Moyenne des dépôts	193 000	187 700	177 400	189 400	173 800
Biens administrés	141 100	141 200	130 800	141 100	130 800

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif.

(2) La moyenne du total des actifs productifs et la moyenne des prêts et acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, laquelle, pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010, s'est établie à 37 milliards de dollars et à 4 milliards, respectivement (37 milliards et 3 milliards au 30 avril 2010; 37 milliards et 4 milliards au 31 juillet 2009).

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

Le bénéfice net a augmenté de 97 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la forte croissance des volumes enregistrée dans la plupart des secteurs d'activité et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a progressé de 147 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés de la division Particuliers clients se sont accrus de 82 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète la forte croissance des volumes liés aux activités de financement aux fins d'accession à la propriété ainsi qu'aux prêts et dépôts de particuliers. L'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement découlant de la hausse des soldes attribuable à l'appréciation du capital et les ventes nettes de fonds à long terme ont également contribué à l'augmentation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts.

Les revenus tirés des services financiers à l'entreprise ont augmenté de 26 millions de dollars, ou 4 %, en raison essentiellement de la croissance des volumes de dépôts.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements ont progressé de 39 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui tient principalement à la forte croissance des volumes de transactions et à la diminution des coûts de financement.

La marge nette d'intérêt est demeurée relativement inchangée, car l'incidence de la révision des taux des prêts a été neutralisée par la diminution des écarts liés aux taux préférentiels et aux acceptations bancaires, ainsi que par la hausse des coûts liés à la rupture de contrats hypothécaires.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 56 millions de dollars, ou 16 %, en raison principalement de la diminution des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et de la baisse des provisions liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers non garantis et de prêts aux entreprises. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 74 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète l'augmentation de la rémunération liée au rendement, la hausse des charges de retraite et l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le bénéfice net a augmenté de 30 millions de dollars, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement l'incidence favorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus que le trimestre précédent. Nos résultats ont aussi été touchés de façon favorable par la hausse des volumes dans tous les secteurs d'activité, par la diminution des coûts de marketing et par la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Cette augmentation a été neutralisée en partie par la comptabilisation, au trimestre précédent, d'un gain de 34 millions de dollars (24 millions après impôts) à la vente d'une portion de nos actions restantes de Visa.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 333 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement la forte croissance des volumes dans la plupart des secteurs d'activité. Nos résultats ont aussi été touchés de façon favorable par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a progressé de 540 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui reflète la forte croissance des volumes liés aux activités de financement aux fins d'accession à la propriété et des dépôts des particuliers et des entreprises, la hausse des volumes de transactions sur cartes de crédit et l'accroissement des frais de placement liés aux fonds communs de placement découlant de la forte hausse des soldes attribuable à l'appréciation du capital et des ventes nettes de fonds à long terme.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 57 millions de dollars, ou 6 %. La baisse des provisions liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts hypothécaires résidentiels a été neutralisée en partie par la hausse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 166 millions de dollars, ou 5 %. L'accroissement des coûts à l'appui de la croissance des activités, l'augmentation de la rémunération liée au rendement, la hausse des charges de retraite, le règlement favorable d'une question concernant la taxe de vente à l'exercice précédent et la hausse des coûts de marketing découlant principalement de notre commandite des Jeux olympiques ont été neutralisés en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Revenu net d'intérêt	75 \$	72 \$	84 \$	225 \$	312 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	594	579	528	1 747	1 582
Revenus tirés des transactions et autres revenus	375	324	406	1 111	1 112
Total des revenus	1 044 \$	975 \$	1 018 \$	3 083 \$	3 006 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	3 \$	– \$	– \$	3 \$	– \$
Frais autres que d'intérêt	806	828	777	2 440	2 421
Bénéfice net avant impôts	235 \$	147 \$	241 \$	640 \$	585 \$
Bénéfice net	185 \$	90 \$	168 \$	494 \$	422 \$
Revenus par division					
Gestion de patrimoine – Canada	354 \$	356 \$	326 \$	1 065 \$	963 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	505	437	531	1 469	1 587
Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	483	431	479	1 412	1 335
Gestion mondiale d'actifs	185	182	161	549	456
Autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	19,9 %	9,6 %	16,5 %	17,3 %	13,7 %
Rendement du capital de risque	75,9 %	36,2 %	59,2 %	62,6 %	47,8 %
Marge avant impôts (1)	22,5 %	15,1 %	23,7 %	20,8 %	19,5 %
Nombre de conseillers (2)	4 388	4 435	4 528	4 388	4 528
Biens administrés – total	501 000 \$	500 600 \$	491 300 \$	501 000 \$	491 300 \$
Biens administrés – Gestion de patrimoine – États-Unis et International (en millions de dollars américains)	308 000	310 100	298 100	308 000	298 100
Biens sous gestion	251 100	251 000	239 700	251 100	239 700
	Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009	Neuf premiers mois de 2010 par rapport aux neuf premiers mois de 2009		
Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains					
Incidence sur le bénéfice : augmentation (diminution)					
Total des revenus	5 \$	(25)\$	(180)\$		
Frais autres que d'intérêt	(5)	20	145		
Bénéfice net	–	(5)	(30)		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(2)%	6 %	14 %		

(1) La marge avant impôts s'entend du bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales, divisé par le total des revenus.

(2) Représente les conseillers ayant un contact direct avec les clients au sein de tous nos services de gestion de patrimoine.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

Le bénéfice net a augmenté de 17 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète principalement l'incidence comptable favorable de 26 millions de dollars (24 millions après impôts) de la conversion de titres disponibles à la vente, ainsi qu'un ajustement favorable visant les impôts. Les résultats de ce trimestre tiennent aussi compte de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, d'une perte au titre de notre régime de rémunération à base d'actions, un gain ayant été constaté à ce titre à l'exercice précédent, et de la compression des écarts.

Le total des revenus a progressé de 26 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – Canada se sont accrus de 28 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital.

Les revenus tirés de la Gestion de patrimoine – États-Unis et International ont diminué de 26 millions de dollars, ou 5 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont augmenté de 4 millions de dollars, ou 1 %, résultat qui tient essentiellement à l'incidence comptable favorable de la conversion de titres disponibles à la vente et à l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital. Ces facteurs ont été en grande partie neutralisés par une perte au titre de notre régime de rémunération à base d'actions lié à nos services de courtage aux États-Unis, un gain ayant été constaté à ce titre à l'exercice précédent, par l'augmentation des renoncements aux honoraires liés aux fonds du marché monétaire et par la baisse des écarts liés aux dépôts en espèces de clients découlant de la faiblesse continue des taux d'intérêt.

L'incidence comptable favorable de la conversion de titres disponibles à la vente au cours du trimestre considéré a été en grande partie annulée par l'incidence défavorable au cours des deux premiers trimestres de l'exercice considéré.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 24 millions de dollars, ou 15 %, en raison principalement de l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes élevées de fonds à long terme.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 29 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète essentiellement l'augmentation de la rémunération variable découlant de la hausse des revenus basés sur les

commissions. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et par la diminution de la juste valeur du passif au titre de la rémunération gagnée lié à notre régime de rémunération à base d'actions.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le bénéfice net a augmenté de 95 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'incidence comptable favorable dont il est fait mention ci-dessus, une incidence comptable défavorable de 68 millions (61 millions après impôts) ayant été constatée au trimestre précédent, et de la comptabilisation ce trimestre d'un ajustement favorable visant les impôts.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a augmenté de 72 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'accroissement des volumes de transactions, ainsi que de la comptabilisation, à l'exercice considéré, d'un ajustement favorable visant les impôts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts, ainsi que par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Le total des revenus s'est accru de 77 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète essentiellement la hausse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients ainsi que l'accroissement des volumes de transactions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, ainsi que par la compression des écarts.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 19 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la hausse de la rémunération variable découlant de l'accroissement des revenus basés sur les commissions, ainsi que de l'augmentation de la juste valeur du passif au titre de la rémunération gagnée liée à notre régime de rémunération à base d'actions. Ces facteurs ont été largement contrebalancés par l'incidence du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain et par la reprise de la tranche restante de la provision au titre de l'entente visant le soutien des clients de Ferris, Baker Watts Inc. ayant investi dans le Reserve Primary Fund.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	1 257 \$	1 033 \$	986 \$	3 357 \$	2 791 \$
Revenu de placement (1)	454	225	522	927	1 183
Honoraires	48	69	67	184	176
Total des revenus	1 759 \$	1 327 \$	1 575 \$	4 468 \$	4 150 \$
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	1 272 \$	933 \$	1 097 \$	3 168 \$	2 808 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	187	163	156	517	479
Frais autres que d'intérêt	142	136	135	407	414
Bénéfice net avant impôts	158 \$	95 \$	187 \$	376 \$	449 \$
Bénéfice net	153 \$	107 \$	167 \$	378 \$	392 \$
Revenus par secteur d'activité					
Assurances – Canada	724 \$	556 \$	726 \$	1 903 \$	1 977 \$
Assurances – États-Unis	517	400	495	1 281	1 173
Assurances – États-Unis (en millions de dollars américains)	494	390	447	1 227	996
Assurances et autres activités – International	518	371	354	1 284	1 000
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	37,0 %	27,2 %	48,0 %	33,2 %	38,5 %
Rendement du capital de risque	41,5 %	30,5 %	55,4 %	37,5 %	44,5 %
Primes et dépôts (2)	1 574 \$	1 318 \$	1 267 \$	4 274 \$	3 582 \$
Variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations liées aux polices d'assurance (1)	230	30	338	338	688
	Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009	Neuf premiers mois de 2010 par rapport aux neuf premiers mois de 2009		
Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en livres sterling					
Incidence sur le bénéfice : augmentation (diminution)					
Total des revenus	10 \$	(50)\$	(225)\$		
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(10)	45	215		
Frais autres que d'intérêt	–	–	10		
Bénéfice net	–	(5)	–		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(2)%	6 %	14 %		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	0 %	16 %	12 %		

(1) Le revenu de placement peut être assujéti à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction. Les placements à l'appui des passifs actuariels sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme détenus à des fins de transaction; par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenu de placement des états consolidés des résultats. Les variations de la juste valeur de ces actifs sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions actuarielles, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.

(2) Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

Le bénéfice net a diminué de 14 millions de dollars, ou 8 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement des résultats défavorables au chapitre des provisions techniques liées aux polices d'assurance vie et de la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurances automobile et invalidité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des volumes, qui a trait principalement au secteur Assurances et autres activités – International, par la hausse des gains sur placements, par l'incidence favorable du nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni et par les plus importants ajustements favorables des provisions techniques reflétant les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses.

Le total des revenus s'est accru de 184 millions de dollars, ou 12 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada ont reculé de 2 millions de dollars, en raison principalement de la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, qui sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance. Ce résultat a été neutralisé en grande partie par la croissance des volumes d'assurances vie, habitation et automobile, ainsi que par l'augmentation des gains sur placements.

Les revenus tirés du secteur Assurances – États-Unis ont augmenté de 22 millions de dollars, ou 4 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont progressé de 47 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui tient essentiellement à l'augmentation des volumes de rentes. Ce résultat a été neutralisé en partie par la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance vie et maladie, qui sont en grande partie compensés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus tirés du secteur Assurances et autres activités – International se sont accrus de 164 millions de dollars, ou 46 %, en raison principalement du moment auquel les contrats annuels de réassurance vie en Europe sont renouvelés et de l'accroissement des volumes de rentes et de produits de réassurance vie en Europe.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 206 millions de dollars, ou 16 %, résultat qui reflète essentiellement le moment auquel les contrats annuels de réassurance vie en Europe sont renouvelés, la hausse des coûts découlant de l'augmentation des volumes de rentes, les résultats défavorables au chapitre des provisions techniques liées aux polices d'assurance vie et la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurances automobile et invalidité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la variation de la juste valeur des investissements et par l'incidence du raffermisssement du dollar canadien.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 7 millions de dollars, ou 5 %, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, facteur neutralisé en partie par l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le bénéfice net s'est accru de 46 millions de dollars, ou 43 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des gains sur placements, de l'incidence favorable, ce trimestre, du nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni et des plus importants ajustements favorables des provisions techniques.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a diminué de 14 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des polices d'assurances invalidité et automobile et des résultats défavorables au chapitre des provisions techniques liées aux polices d'assurance vie, facteurs neutralisés en partie par la croissance des volumes, qui a trait principalement au secteur Assurances et autres activités – International, par la hausse des gains sur placements et par l'augmentation des ajustements favorables des provisions techniques.

Le total des revenus a augmenté de 318 millions de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète principalement la croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, y compris la croissance des volumes de rentes liés à nos activités aux États-Unis et dans les autres pays. Ce facteur a été neutralisé en partie par la variation de la juste valeur des investissements et par l'incidence du raffermisssement du dollar canadien. Les volumes de rentes et la variation de la juste valeur des investissements sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance se sont accrus de 398 millions de dollars, ou 12 %, en raison essentiellement de la hausse des coûts découlant de la croissance des volumes dans tous les secteurs d'activité, de la hausse des coûts liés aux sinistres au titre des assurances invalidité et automobile, ainsi que des résultats défavorables au chapitre des provisions techniques liées aux polices d'assurance vie. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la variation de la juste valeur des investissements et par l'incidence du raffermisssement du dollar canadien.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 7 millions de dollars, ou 2 %, en raison principalement de l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts et de l'incidence du raffermisssement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Ces facteurs ont été largement neutralisés par la hausse des coûts découlant de la croissance des volumes.

Services bancaires internationaux

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenu net d'intérêt	340 \$	351 \$	423 \$	1 011 \$	1 296 \$
Revenus autres que d'intérêt	224	252	230	704	710
Total des revenus	564 \$	603 \$	653 \$	1 715 \$	2 006 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	192 \$	185 \$	230 \$	552 \$	751 \$
Frais autres que d'intérêt	524	510	577	1 544	1 790
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	1 000
(Perte nette) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	(152)\$	(92)\$	(154)\$	(381)\$	(1 535)\$
(Perte nette)	(76)\$	(27)\$	(95)\$	(160)\$	(1 321)\$
Revenus par division					
Services bancaires (1)	393 \$	447 \$	476 \$	1 229 \$	1 458 \$
RBC Dexia IS (1)	171	156	177	486	548
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	(5,3)%	(2,5)%	(6,3)%	(4,0)%	(22,5)%
Rendement du capital de risque	(11,5)%	(5,4)%	(14,2)%	(9,1)%	(58,1)%
Dotation aux provisions spécifiques en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	2,59 %	2,58 %	2,69 %	2,47 %	2,72 %
Moyenne des prêts et des acceptations	29 400 \$	29 300 \$	33 900 \$	29 800 \$	37 000 \$
Moyenne des dépôts	46 200	44 300	49 500	45 900	52 700
Biens administrés – RBC (2)	7 900	7 300	7 400	7 900	7 400
– RBC Dexia IS (3)	2 652 500	2 481 900	2 197 500	2 652 500	2 197 500
Biens sous gestion – RBC (2)	2 600	2 600	3 800	2 600	3 800
	Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009	Neuf premiers mois de 2010 par rapport aux neuf premiers mois de 2009		
Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains, en euros et en dollars de Trinité-et-Tobago					
Incidence sur le bénéfice : augmentation (diminution)					
Total des revenus	(5)\$	(55)\$	(220)\$		
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(5)	10	75		
Frais autres que d'intérêt	–	50	190		
Bénéfice net	–	–	15		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(2)%	6 %	14 %		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	6 %	20 %	14 %		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars de Trinité-et-Tobago	(2)%	8 %	16 %		

(1) Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBTT Financial Group (RBTT) et de RBC Dexia IS.

(2) Représente respectivement le total des biens administrés et des biens sous gestion de RBTT présenté avec un décalage de un mois.

(3) Représente le total des biens administrés de la coentreprise, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %, présenté avec un décalage de un mois.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

La perte nette s'est élevée à 76 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 95 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos services bancaires aux États-Unis et la hausse des bénéfices de RBC Dexia IS. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la comptabilisation, ce trimestre, d'un ajustement comptable lié au reclassement de titres disponibles à la vente dans les prêts à l'exercice précédent.

Le total des revenus a reculé de 89 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des Services bancaires ont subi une baisse de 83 millions de dollars, ou 17 %. Libellés en dollars américains, les revenus tirés des Services bancaires ont reculé de 52 millions de dollars, ou 12 %, en raison principalement de l'ajustement comptable dont il est fait mention ci-dessus, de la réduction stratégique de nos services bancaires aux États-Unis et des pertes plus importantes sur les biens saisis.

Les revenus de RBC Dexia IS ont diminué de 6 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète principalement l'incidence d'environ 30 millions du raffermissement du dollar canadien. Les volumes de transactions à la hausse et l'augmentation des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital ont été neutralisés en partie par le resserrement des écarts liés aux dépôts en espèces des clients découlant du maintien de faibles taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 38 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui reflète en grande partie la diminution des provisions liées à nos services bancaires aux États-Unis, principalement celles liées à nos activités de financement de constructeurs résidentiels, ainsi que l'incidence du raffermissement du dollar canadien, facteurs neutralisés en partie par la hausse des provisions liées à nos portefeuilles dans les Antilles. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 53 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien et de la hausse des coûts au titre de l'assurance-dépôts de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) résultant d'une cotisation spéciale perçue auprès de toutes les banques américaines à l'exercice précédent.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

La perte nette s'est élevée à 76 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 27 millions au dernier trimestre, résultat qui reflète principalement l'incidence comptable favorable de la conversion de titres disponibles à la vente au trimestre précédent et les pertes plus élevées sur nos titres disponibles à la vente ce trimestre. Les pertes liées à nos portefeuilles de négociation ont également contribué au résultat, des gains à ce titre ayant été comptabilisés au trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

La perte nette s'est élevée à 160 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 1 321 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la comptabilisation, à l'exercice précédent, d'une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars avant et après impôts. L'amélioration des résultats tient aussi à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la comptabilisation, au cours de la période, de pertes plus élevées sur nos titres disponibles à la vente liés à nos services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis.

Le total des revenus a reculé de 291 millions de dollars, ou 15 %, résultat qui reflète principalement l'incidence du raffermissement du dollar canadien et les pertes plus élevées sur nos titres disponibles à la vente.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 199 millions de dollars, ou 26 %, résultat qui reflète essentiellement la diminution des provisions liées à nos services bancaires aux États-Unis, principalement en ce qui concerne nos activités de financement de constructeurs résidentiels, l'incidence du raffermissement du dollar canadien, le nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts pour l'achat de lots aux États-Unis et les provisions liées à certains titres disponibles à la vente reclassés dans les prêts qui ont été comptabilisées au cours de l'exercice précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des provisions dans les Antilles.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 246 millions de dollars, ou 14 %, en raison essentiellement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien et de l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts, y compris la restructuration en cours de nos services bancaires aux États-Unis.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Revenu net d'intérêt (1)	638 \$	660 \$	890 \$	2 027 \$	2 678 \$
Revenus autres que d'intérêt	316	940	1 224	2 367	2 411
Total des revenus (1)	954 \$	1 600 \$	2 114 \$	4 394 \$	5 089 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(9)\$	21 \$	177 \$	42 \$	482 \$
Frais autres que d'intérêt	674	862	1 085	2 487	2 802
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	289 \$	717 \$	852 \$	1 865 \$	1 805 \$
Bénéfice net	201 \$	502 \$	562 \$	1 274 \$	1 207 \$
Revenus par division					
Marchés des Capitaux – Ventes et opérations	415 \$	1 172 \$	1 768 \$	2 854 \$	3 909 \$
Services à la grande entreprise et banque d'investissement	539	428	346	1 540	1 180
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres	9,2 %	25,8 %	26,1 %	20,4 %	18,8 %
Rendement du capital de risque	10,5 %	29,6 %	29,9 %	23,3 %	21,8 %
Moyenne des titres du compte de négociation	133 300 \$	126 300 \$	118 600 \$	131 000 \$	119 800 \$
Dotations aux provisions spécifiques en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	(0,12)%	0,29 %	1,96 %	0,19 %	1,55 %
Moyenne des prêts et des acceptations	29 200 \$	29 000 \$	35 900 \$	29 900 \$	41 600 \$
Moyenne des dépôts	95 900	89 900	95 000	91 900	113 800
Incidence estimative, sur les principaux postes de l'état des résultats, de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains, en livres sterling et en euros					
	Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010	Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009	Neuf premiers mois de 2010 par rapport aux neuf premiers mois de 2009		
Incidence sur le bénéfice : <i>augmentation (diminution)</i>					
Total des revenus	15 \$	(35)\$	(400)\$		
Frais autres que d'intérêt	(5)	35	185		
Bénéfice net	5	5	(120)		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains	(2)%	6 %	14 %		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	0 %	16 %	12 %		
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	6 %	20 %	14 %		

(1) Majoration au montant imposable équivalent. La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010 s'élève à 83 millions de dollars (127 millions au 30 avril 2010; 127 millions au 31 juillet 2009). Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2009.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

Le bénéfice net s'est établi à 201 millions de dollars, en baisse de 361 millions, résultat qui tient au fait que la volatilité et l'incertitude générale liée aux marchés financiers mondiaux découlant de la crise de l'endettement qui touche des États souverains en Europe ont entraîné une baisse des volumes de transactions des clients et un resserrement des écarts, particulièrement au début du trimestre. Les résultats de l'exercice précédent tenaient compte des solides résultats tirés des activités de négociation découlant d'occasions favorables sur le marché. La diminution a été neutralisée en partie par la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par les résultats à la hausse tirés de nos services de banque d'investissement.

Le total des revenus a diminué de 1 160 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés des Ventes et opérations ont diminué de 1 353 millions de dollars, car les inquiétudes concernant la reprise de l'économie mondiale, la crise de l'endettement touchant des États souverains en Europe, la réforme réglementaire aux États-Unis et la volatilité ont entraîné une baisse importante des volumes de transactions des clients, un resserrement des écarts et une hausse des coûts de financement. Ces facteurs ont eu une incidence défavorable sur nos activités de négociation de titres à revenu fixe à l'échelle mondiale, de titres de participation aux États-Unis et d'instruments du marché monétaire, particulièrement au début du trimestre. La diminution est aussi imputable à des pertes de 100 millions de dollars (47 millions après impôts et écritures de compensation connexes) au titre des actifs liés à nos prêts à risque aux États-Unis couverts par MBIA et à des pertes de 73 millions (25 millions après impôts et écritures de compensation connexes) au titre de nos contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques.

Les revenus tirés des Services à la grande entreprise et banque d'investissement se sont accrus de 193 millions de dollars, en raison essentiellement des résultats à la hausse liés à nos services de banque d'investissement tenant à l'augmentation des activités de syndication de prêts et des activités de fusion et d'acquisition, principalement aux États-Unis, et à l'accroissement de nos services bancaires sur le marché municipal, ainsi que des gains au titre des swaps sur défaillance qui servent de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Au cours du trimestre, nous avons constaté un recouvrement de pertes sur créances de 9 millions de dollars, qui se compose principalement de recouvrements liés à quelques prêts importants qui ont largement neutralisé la dotation à la provision pour pertes sur créances ce trimestre. Nous avons comptabilisé un montant de 177 millions de dollars au titre de la dotation à la provision pour pertes sur créances à l'exercice précédent. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 411 millions de dollars, ou 38 %, en raison principalement de la réduction de la rémunération variable reflétant les résultats à la baisse.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le bénéfice net a reculé de 301 millions de dollars, en raison principalement des résultats à la baisse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe mondiaux découlant de la volatilité, de la réduction des écarts acheteur-vendeur et de l'incertitude générale sur les marchés financiers mondiaux. Le recul est aussi imputable à une perte de 100 millions de dollars (47 millions après impôts et écritures

de compensation connexes) au titre des actifs liés à nos prêts à risque aux États-Unis couverts par MBIA, un gain de 182 millions (84 millions après impôts et écritures de compensation connexes) ayant été constaté à ce titre au trimestre précédent, et à une perte de 73 millions (25 millions après impôts et écritures de compensation connexes) au titre des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques, un gain de 28 millions (10 millions après impôts et écritures de compensation connexes) ayant été constaté à ce titre au trimestre précédent. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la hausse liés à nos services de banque d'investissement tenant à l'augmentation des activités de syndication de prêts et des activités de fusion et d'acquisition dans tous les secteurs géographiques, à l'accroissement de nos services bancaires sur le marché municipal et aux gains au titre des swaps sur défaillance qui servent de couverture économique au portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est établi à 1 274 millions de dollars, en hausse de 67 millions, ou 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat reflète en grande partie la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et l'accroissement des activités de fusion et d'acquisition, facteurs neutralisés en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation.

Le total des revenus a diminué de 695 millions de dollars, ou 14 %, résultat qui reflète essentiellement l'importante baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe mondiaux. La diminution des revenus a été neutralisée en partie par un gain de 38 millions de dollars (17 millions après impôts et écritures de compensation connexes) au cours de la période considérée au titre des actifs liés à nos prêts à risque aux États-Unis qui sont couverts par MBIA, une perte de 530 millions (242 millions après impôts et écritures de compensation connexes) ayant été constatée à ce titre à l'exercice précédent, par un gain de 9 millions (3 millions après impôts et écritures de compensation connexes) au titre des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques, une perte de 31 millions (11 millions après impôts et écritures de compensation connexes) ayant été constatée à ce titre à l'exercice précédent. L'exercice précédent a également été touché par des pertes liées au contexte du marché de 959 millions (420 millions après impôts et écritures de compensation connexes). La baisse a été neutralisée en partie par les résultats à la hausse liés à nos services de banque d'investissement tenant à l'augmentation des activités de montage de titres de participation, des activités de syndication de prêts et des activités de fusion et d'acquisition, principalement aux États-Unis, et à l'accroissement de nos services bancaires sur le marché municipal, ainsi que par les gains au titre des swaps sur défaillance qui servent de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 440 millions de dollars, résultat qui reflète principalement la comptabilisation de plusieurs provisions liées à notre portefeuille à la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi que la comptabilisation ce trimestre de recouvrements au titre de quelques prêts importants.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 315 millions de dollars, ou 11 %, en raison essentiellement de la diminution de la rémunération variable découlant des résultats à la baisse tirés des activités de négociation.

Services de soutien généraux

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009 (1)	31 juillet 2010	31 juillet 2009 (1)
(en millions de dollars canadiens)					
Revenu net d'intérêt (2)	(170)\$	(194)\$	(233)\$	(623)\$	(757)\$
Revenus autres que d'intérêt	48	65	215	234	836
Total des revenus (2)	(122)\$	(129)\$	(18)\$	(389)\$	79 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances (3)	(38)\$	(4)\$	23 \$	(72)\$	336 \$
Frais autres que d'intérêt	(12)	2	12	15	9
(Perte nette) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (2)	(72)\$	(127)\$	(53)\$	(332)\$	(266)\$
Bénéfice net (perte nette)	47 \$	(79)\$	90 \$	(163)\$	(25)\$
Titrisation					
Total des créances titrisées et vendues en cours (4)	31 780 \$	30 651 \$	32 155 \$	31 780 \$	32 155 \$
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (5)	2 707	492	2 330	4 217	17 259

(1) Certains montants ont été reclassés. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Majoration au montant imposable équivalent. Ces montants tiennent compte de l'écriture d'élimination des ajustements liés à la hausse des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010 s'est établi à 83 millions de dollars (127 millions au 30 avril 2010; 127 millions au 31 juillet 2009).

(3) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux se compose de la provision générale, d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens et d'un montant lié au reclassement de certains titres disponibles à la vente dans les prêts à l'exercice précédent. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(4) Le total des créances titrisées vendues et en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels.

(5) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels et aux prêts sur cartes de crédit titrisées au Canada et vendues au cours de la période. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour plus de détails à ce sujet. Ce montant ne tient pas compte des opérations de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de prêts hypothécaires commerciaux du secteur Marchés des Capitaux.

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse des tendances d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Troisième trimestre de 2010

Le bénéfice net, qui s'est établi à 47 millions de dollars, tient essentiellement à une vérification fiscale favorable touchant un exercice précédent.

Deuxième trimestre de 2010

La perte nette, qui s'est élevée à 79 millions de dollars, se compose principalement d'ajustements comptables visant les impôts sur les bénéfices et d'une provision générale de 27 millions (18 millions après impôts).

Troisième trimestre de 2009

Le bénéfice net s'est établi à 90 millions de dollars pour le trimestre. Ce résultat reflète principalement les gains découlant des opérations de titrisation, déduction faite de couvertures économiques, et il tient également compte d'ajustements visant les impôts sur les bénéfices et d'ajustements comptables. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des pertes découlant des ajustements à la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, lesquelles se

chiffrent à 83 millions de dollars (58 millions après impôts), ainsi que par une provision générale pour pertes sur créances de 61 millions (40 millions après impôts).

Troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

La perte nette s'est établie à 163 millions de dollars. Ce résultat reflète principalement l'incidence défavorable nette des ajustements visant les impôts et des ajustements comptables, ainsi que les ajustements comptables cumulatifs défavorables de 51 millions de dollars (36 millions après impôts) liés à nos opérations de titrisation.

Troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

La perte nette de 25 millions de dollars comprend une provision générale pour pertes sur créances de 433 millions (287 millions après impôts), des pertes de 234 millions (171 millions après impôts) sur certains titres disponibles à la vente et des pertes de 186 millions (129 millions après impôts) découlant des ajustements à la juste valeur de titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les gains découlant des opérations de titrisation, qui tiennent compte des nouvelles activités d'investissement et des activités de réinvestissement, déduction faite de couvertures économiques, lesquels ont totalisé 821 millions de dollars (563 millions après impôts) et reflètent un niveau d'opérations de titrisation plus élevé que le niveau historique. Les ajustements visant les impôts sur les bénéfices et les ajustements comptables ont également contribué à la baisse de la perte nette.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et les conditions du

marché, de même que les fluctuations des taux de change. Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2010			2009			2008	
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenu net d'intérêt	2 748 \$	2 699 \$	2 747 \$	2 876 \$	2 904 \$	2 914 \$	2 847 \$	2 634 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 079	4 268	4 587	4 583	4 919	3 847	4 216	2 435
Total des revenus	6 827 \$	6 967 \$	7 334 \$	7 459 \$	7 823 \$	6 761 \$	7 063 \$	5 069 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	432	504	493	883	770	974	786	619
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 459	1 096	1 130	1 322	1 253	958	1 076	(86)
Frais autres que d'intérêt	3 377	3 572	3 626	3 606	3 755	3 575	3 622	2 989
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	—	—	—	—	—	1 000	—	—
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 559 \$	1 795 \$	2 085 \$	1 648 \$	2 045 \$	254 \$	1 579 \$	1 547 \$
Charge d'impôts	257	443	565	389	449	266	464	428
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	26	23	23	22	35	38	5	(1)
Bénéfice net (perte nette)	1 276 \$	1 329 \$	1 497 \$	1 237 \$	1 561 \$	(50) \$	1 110 \$	1 120 \$
Taux d'imposition effectif	16,5 %	24,7 %	27,1 %	23,6 %	22,0 %	104,7 %	29,4 %	27,7 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période	0,957 \$	0,973 \$	0,945 \$	0,924 \$	0,900 \$	0,805 \$	0,815 \$	0,901 \$

Éléments importants ayant une incidence sur nos résultats consolidés

Les éléments suivants ont eu une incidence sur nos résultats des huit derniers trimestres :

- Nous avons comptabilisé des dotations à la provision générale considérables entre le quatrième trimestre de 2008 et le quatrième trimestre de 2009.
- Les pertes liées au contexte du marché ont eu une incidence défavorable sur nos résultats, principalement au quatrième trimestre de 2008 et au premier semestre de 2009.
- Au deuxième trimestre de 2009, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars, qui avait trait au secteur Services bancaires internationaux.
- Au quatrième trimestre de 2008, nous avons comptabilisé une réduction de la provision au titre du litige lié à Enron Corp. de 542 millions de dollars. La tranche résiduelle de 53 millions de dollars de cette provision a fait l'objet d'une reprise au premier trimestre de 2010.
- Les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux autres devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés au cours de la période.

Analyse des tendances

La conjoncture difficile et les conditions du marché ont influé sur notre bénéfice, particulièrement entre le dernier trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2009. Depuis lors, nous avons noté des signes continus de reprise économique, mais il existe actuellement une incertitude générale liée aux marchés à l'échelle mondiale.

Les revenus ont de façon générale affiché une tendance à la hausse jusqu'au troisième trimestre de 2009, laquelle tient principalement à la forte croissance des volumes liés à nos services bancaires canadiens, aux revenus élevés tirés des activités de négociation, aux variations de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie du secteur Assurances, facteur en grande partie compensé dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et à la croissance des revenus tirés de nos activités de gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes liées au contexte du marché. Depuis le premier trimestre de 2010, les revenus ont diminué, en raison principalement de l'importante baisse des revenus tirés des activités de négociation reflétant l'incertitude liée au marché mondial. La diminution tient également à la compression des écarts liés aux activités de gestion de patrimoine s'inscrivant dans le cadre de nos services bancaires.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a de façon générale fluctué au cours de la période, en raison de la détérioration du crédit principalement liée à une conjoncture économique difficile. Cependant, au cours des trois derniers trimestres, la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué par rapport aux montants élevés comptabilisés en 2009, résultat qui reflète la stabilisation de la qualité des actifs. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles découlant de la variation de la juste valeur des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie reflétant la volatilité du marché, de la hausse des coûts découlant de la croissance des volumes, des ajustements de la provision actuarielle et des résultats techniques.

Les frais autres que d'intérêt sont de façon générale demeurés inchangés depuis le premier trimestre de 2009, résultat qui reflète l'attention que nous continuons de prêter à la gestion des coûts. La hausse de la rémunération variable découlant du rendement élevé et l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités, qui tient en partie à l'évolution du contexte réglementaire, ont largement neutralisé nos résultats au chapitre de la gestion des coûts.

Notre taux d'imposition effectif, de façon générale, a fluctué au cours de la période, reflétant une proportion variable du bénéfice généré par nos filiales qui exercent leurs activités dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, un bénéfice variable provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) et les ajustements visant les impôts. La charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition et la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes prévus par la loi ont également influé sur notre taux d'imposition effectif au cours de la période.

Résultats par secteur géographique (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le									Pour les neuf mois terminés le					
	31 juillet 2010			30 avril 2010			31 juillet 2009			31 juillet 2010			31 juillet 2009		
	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays	Canada	États-Unis	Autres pays
Total des revenus	4 216 \$	1 562 \$	1 049 \$	4 191 \$	1 556 \$	1 220 \$	4 534 \$	2 007 \$	1 282 \$	12 761 \$	4 917 \$	3 450 \$	13 015 \$	5 860 \$	2 772 \$
Bénéfice net (perte nette)	1 178 \$	1 \$	97 \$	991 \$	38 \$	300 \$	1 183 \$	31 \$	347 \$	3 128 \$	311 \$	663 \$	3 259 \$	(1 028) \$	390 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 28 de notre rapport annuel 2009.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 1 178 millions de dollars, soit un résultat dans l'ensemble inchangé par rapport à l'exercice précédent, qui tient au fait que la baisse des revenus tirés des activités de négociation a été largement neutralisée par l'accroissement des volumes du secteur Services bancaires canadiens et par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net aux États-Unis a reculé de 30 millions de dollars, comparativement à l'exercice précédent. La diminution des revenus tirés des activités de négociation a été neutralisée en partie par la réduction de la rémunération variable, par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et par les gains au titre des swaps sur défaut, des pertes à ce titre ayant été constatées à l'exercice précédent.

Le bénéfice net des autres pays s'est chiffré à 97 millions de dollars, en baisse de 250 millions par rapport à l'exercice précédent. La baisse est principalement imputable à la diminution des revenus tirés des activités de négociation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des gains découlant des ajustements de la juste valeur de certains titres de créance de RBC désignés comme détenus à des fins de transaction, des pertes à ce titre ayant été constatées à l'exercice précédent.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 187 millions de dollars, ou 19 %, par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de l'incidence favorable de facteurs saisonniers, y compris le fait que le trimestre considéré compte quelques jours de plus que le trimestre précédent, de la forte croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et des gains plus élevés sur les opérations de titrisation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est établi à 1 million de dollars, en baisse de 37 millions par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à la diminution des revenus tirés des activités de négociation et aux pertes plus élevées liées à certains titres disponibles à la vente.

Le bénéfice net des autres pays s'est établi à 97 millions de dollars, par rapport à 300 millions au trimestre précédent, résultat qui reflète essentiellement les pertes liées à certains titres disponibles à la vente, des gains à ce titre ayant été constatés au trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 3 128 millions de dollars, en baisse de 131 millions, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la diminution des gains sur les opérations de titrisation et la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la forte croissance des volumes du secteur des Services bancaires canadiens et par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est élevé à 311 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 1 028 millions, résultat qui reflète essentiellement la comptabilisation d'une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition à l'exercice précédent. Ce résultat reflète également la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des revenus tirés des activités de négociation et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Le bénéfice net des autres pays s'est établi à 663 millions de dollars, soit une hausse de 273 millions qui reflète en grande partie la diminution des pertes sur certains titres détenus à des fins de transaction. Ce résultat a été neutralisé en partie par la compression des écarts liés à certains secteurs d'activité ainsi que par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Situation financière

Bilans condensés (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009
Actif			
Encaisse et montants à recevoir de banques	9 056 \$	8 757 \$	7 966 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 421	8 888	8 647
Valeurs mobilières	192 739	188 236	182 792
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	68 200	52 804	43 652
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)			
Prêts de détail	216 878	211 839	197 755
Prêts de gros	72 041	71 230	79 397
Autres – Dérivés	96 436	78 066	101 086
– Autres	37 653	35 316	38 838
Total de l'actif	704 424 \$	655 136 \$	660 133 \$
Passif et capitaux propres			
Dépôts	418 975 \$	397 840 \$	404 708 \$
Autres – Dérivés	100 003	77 859	91 963
– Autres	137 313	131 919	117 639
Déventures subordonnées	6 661	5 813	6 486
Titres de fiducie de capital	744	1 398	1 395
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 215	2 243	2 135
Total du passif	665 911 \$	617 072 \$	624 326 \$
Total des capitaux propres	38 513	38 064	35 807
Total du passif et des capitaux propres	704 424 \$	655 136 \$	660 133 \$

(1) L'actif et le passif monétaires exprimés en devises sont convertis en dollars canadiens. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 1 des Notes complémentaires de notre rapport annuel 2009.

Notre bilan consolidé a été touché par la conversion de devises, qui a entraîné une réduction du total de l'actif d'environ 16 milliards de dollars, en raison du raffermissement du dollar canadien par rapport à l'exercice précédent.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

Le total de l'actif a augmenté de 44 milliards de dollars, ou 7 %, par rapport à l'exercice précédent. Bien que l'incertitude liée aux marchés financiers mondiaux ait de façon générale entraîné une diminution des activités des clients, une hausse des activités des clients a été notée dans certains secteurs d'activité.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont augmenté de 3 milliards de dollars, ou 32 %, résultat qui reflète en grande partie les plus nombreuses exigences liées aux biens donnés en garantie, en raison des plus importants ajustements à la valeur de marché des passifs dérivés.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 10 milliards de dollars, ou 5 %, résultat qui est principalement attribuable à l'augmentation des positions liées aux instruments de créance émis par les gouvernements aux fins de la gestion des liquidités, à l'accroissement des volumes liés à nos activités en tant que courtier principal et à l'amélioration des conditions sur le marché dans certains secteurs d'activité. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 25 milliards de dollars, ou 56 %, résultat qui tient essentiellement à l'augmentation de certaines activités sur le marché, à la hausse des volumes découlant de nos activités en tant que courtier principal et à l'augmentation des positions liées aux instruments de créance émis par les gouvernements aux fins de la gestion des liquidités.

Les prêts ont augmenté de 12 milliards de dollars, ou 4 %, en raison principalement de la forte croissance des prêts de détail découlant essentiellement de l'accroissement des volumes liés à nos activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada. Ce facteur a été neutralisé en partie par la réduction des prêts de gros découlant essentiellement des remboursements effectués et de l'utilisation réduite des facilités de prêts par nos clients, ainsi que par l'incidence du raffermissement du dollar canadien, particulièrement en ce qui concerne les prêts de gros.

Les actifs dérivés ont diminué de 5 milliards de dollars, ou 5 %, en raison de la baisse de juste valeur découlant principalement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les actifs dérivés

libellés en dollars américains et de la réduction stratégique de certaines positions sur dérivés, facteurs neutralisés en partie par l'incidence des taux d'intérêt à la baisse sur nos positions receveur de taux fixe.

Les autres actifs ont reculé de 1 milliard de dollars, ou 3 %, résultat qui tient en grande partie à la diminution des taux d'utilisation d'acceptations bancaires découlant de l'amélioration des marchés.

Le total du passif a augmenté de 42 milliards de dollars, ou 7 %.

Les dépôts se sont accrus de 14 milliards de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète principalement l'accroissement de la demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les passifs dérivés ont augmenté de 8 milliards de dollars, ou 9 %, en raison des hausses de juste valeur découlant principalement de l'incidence des taux d'intérêt à la baisse sur les positions payeur de taux fixe, facteur neutralisé en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les passifs dérivés libellés en dollars américains, ainsi que par la réduction stratégique de certaines positions sur dérivés.

Les autres passifs se sont accrus de 20 milliards de dollars, ou 17 %, en raison principalement de l'augmentation des engagements afférents à des titres vendus à découvert et de l'augmentation des conventions de revente, les deux augmentations résultant en grande partie de la hausse des volumes découlant de nos activités en tant que courtier principal et de l'accroissement de certaines activités sur le marché, facteurs neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Les capitaux propres ont augmenté de 3 milliards de dollars, ou 8 %, résultat qui reflète principalement le bénéfice, déduction faite des dividendes.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le total de l'actif a augmenté de 49 milliards de dollars, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont augmenté de 3 milliards de dollars, ou 28 %, résultat qui reflète principalement les plus nombreuses exigences liées aux biens donnés en garantie, comme il est mentionné précédemment.

Les valeurs mobilières se sont accrues de 5 milliards de dollars, ou 2 %, en raison essentiellement de l'augmentation des positions liées aux instruments de créance émis par les gouvernements aux fins de la gestion des liquidités, ainsi que de l'incidence favorable de l'affaiblissement du dollar canadien, facteurs neutralisés en partie par la baisse des titres de créance de sociétés découlant de la réduction saisonnière des volumes de négociation dans certains secteurs d'activité et par la plus grande volatilité tenant aux inquiétudes concernant la crise de l'endettement qui touche des États souverains.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 15 milliards de dollars, ou 29 %, résultat qui reflète principalement l'augmentation de certaines activités sur le marché, l'accroissement des volumes découlant de nos activités en tant que courtier principal et l'augmentation des positions liées aux instruments de créance émis par les gouvernements aux fins de la gestion des liquidités.

Les prêts ont progressé de 6 milliards de dollars, ou 2 %, en raison principalement de l'augmentation des prêts de détail découlant de la forte croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada.

Les actifs dérivés ont augmenté de 18 milliards de dollars, ou 24 %, en raison de la hausse de juste valeur découlant principalement de l'incidence des taux d'intérêt à la baisse sur les positions receveur de taux fixe et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les actifs dérivés libellés en dollars américains.

Le total du passif a augmenté de 49 milliards de dollars, ou 8 %.

Les dépôts ont augmenté de 21 milliards de dollars, ou 5 %, résultat qui reflète l'accroissement des dépôts à vue de particuliers tenant à la plus forte demande visant nos comptes d'épargne et autres produits générant des rendements élevés.

Les passifs dérivés ont augmenté de 22 milliards de dollars, ou 28 %, en raison de la hausse de juste valeur découlant principalement de l'incidence des taux d'intérêt à la baisse sur les positions payeur de taux fixe et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les passifs dérivés libellés en dollars américains.

Les autres passifs se sont accrus de 5 milliards de dollars, ou 4 %, résultat qui reflète essentiellement l'augmentation des conventions de revente découlant de l'accroissement des activités sur le marché.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans nos bilans consolidés. Une analyse complète de ces types d'arrangements, et plus précisément de leur nature, de leur utilisation et de leur importance, est présentée aux pages 33 à 37 de notre rapport annuel 2009.

Opérations de titrisation

Les opérations de titrisation peuvent être utilisées comme un moyen économique de réunir des fonds, par rapport aux coûts relatifs liés à l'émission de titres de créance de gros non garantis. L'analyse qui suit met en évidence la valeur nominale des opérations de titrisation qui se sont répercutées sur nos résultats d'exploitation pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2010. Pour plus de détails à ce sujet, se reporter à la note 5 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Troisième trimestre de 2010 (résultats trimestriels)

Au cours du troisième trimestre de 2010, nous avons titrisé 5,0 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et aux États-Unis. Une tranche de 1,6 milliard de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 3,4 milliards a été conservée.

Troisième trimestre de 2010 (résultats sur neuf mois)

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, nous avons titrisé 12,3 milliards de dollars de prêts hypothécaires résidentiels. Une tranche de 3,6 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 8,7 milliards a été conservée. La baisse des opérations de titrisation pour la période considérée par rapport à l'exercice précédent tient principalement au fait que nous avons cessé de participer au Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés du gouvernement du Canada en septembre 2009. Nous avons également titrisé 1,3 milliard de dollars de prêts sur cartes de crédit au cours du trimestre et des neuf mois terminés le 31 juillet 2010.

Structures d'accueil

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières avec des structures d'accueil, qui ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif. Les structures d'accueil peuvent également être des entités à détenteurs de droits variables (EDDV), qui peuvent être inscrites ou non à nos bilans. Se reporter aux notes 1 et 6 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour en savoir davantage sur les EDDV que nous avons consolidées (figurant au bilan) et sur celles que nous n'avons pas consolidées (hors bilan). Le tableau suivant fournit des renseignements sur les EDDV dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs, mais que nous n'avons pas consolidées (hors bilan).

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2010		Au 30 avril 2010		Au 31 juillet 2009	
	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)	Total de l'actif (1)	Risque maximal (1), (2)
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs :						
Conduits multicédants (3)	22 721 \$	23 030 \$	21 389 \$	21 671 \$	29 264 \$	29 694 \$
EDDV de financement structuré	8 276	2 064	8 856	2 443	8 649	2 594
EDDV de création de produits de crédit	515	19	643	222	1 055	670
Conduits de tiers (4)	–	–	–	–	575	250
Fonds de placement (5)	109	33	66	27	131	49
Autres	210	80	398	118	320	103
Total	31 831 \$	25 226 \$	31 352 \$	24 481 \$	39 994 \$	33 360 \$

- (1) Le total de l'actif et le risque de perte maximal correspondent aux informations que nous fournissons à la note 6 des Notes complémentaires des états financiers consolidés annuels de 2009.
- (2) Le risque de perte maximal découlant des droits variables significatifs détenus dans ces EDDV est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités et de rehaussement de crédit et à la juste valeur des dérivés. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent parfois être élargies jusqu'à concurrence de 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.
- (3) Représente seulement les conduits multicédants que nous gérons.
- (4) Le risque auquel nous exposait cette entité a été éliminé, les montants liés à l'opération ayant été entièrement remboursés et l'opération ayant été résiliée au cours du deuxième trimestre de 2010.
- (5) L'augmentation du risque a trait principalement à une entité dans laquelle nous détenons d'importants droits variables.

Le risque de perte maximal a diminué considérablement depuis l'exercice précédent, en raison principalement des conduits multicédants que nous gérons, car nous continuons à mettre l'accent sur nos activités de montage de manière sélective.

Une tranche d'environ 83 % des actifs dans des EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A sur une base interne, comparativement à 84 % à l'exercice précédent et à 82 % au trimestre précédent. Dans le cas des conduits multicédants, 96 % des actifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A sur une base interne, par rapport à 95 % à l'exercice précédent et à 95 % au trimestre précédent. Dans le cas des EDDV de financement structuré, 56 % des actifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A sur une base interne, comparativement à 57 % à l'exercice précédent et à 59 % au trimestre précédent.

Environ 79 % des actifs dans les EDDV non consolidées proviennent des États-Unis, soit un pourcentage analogue à celui de l'exercice précédent et du trimestre précédent. Environ 13 % des actifs dans les EDDV non consolidées proviennent du Canada, comparativement à 20 % à l'exercice précédent et à 14 % au trimestre précédent. La diminution des actifs provenant du Canada depuis l'exercice précédent reflète principalement l'amortissement des transactions en cours.

Les actifs dans les EDDV non consolidées au 31 juillet 2010 ont différentes dates d'échéance, et leur durée de vie moyenne pondérée restante prévue est d'environ 4,0 ans.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Le tableau suivant illustre les actifs détenus par les conduits multicédants, par type d'actifs titrisés sous-jacents.

Risque de perte maximal par type d'actifs des clients

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009
Actifs titrisés en cours			
Prêts sur cartes de crédit	8 092 \$	8 028 \$	11 529 \$
Prêts-auto et crédit-bail automobile	5 513	4 159	6 493
Créances clients	2 682	2 738	3 436
Prêts aux étudiants	2 722	2 430	3 009
Titres adossés à des actifs	1 980	2 006	2 304
Créances au titre du matériel	1 466	1 600	1 718
Autres	575	710	1 205
Total	23 030 \$	21 671 \$	29 694 \$

Le risque auquel nous sommes exposés a de façon générale diminué considérablement par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la réduction des actifs financés par les conduits multicédants, en raison du caractère sélectif continu des nouvelles activités de montage et de l'amortissement des transactions en cours. Plus de 99 % des actifs titrisés en cours des conduits multicédants sont assortis d'une cote de première qualité sur une base interne. Moins de 1 % des actifs titrisés en cours sont constitués de prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A aux États-Unis, et les actifs titrisés ne comprennent pas de prêts hypothécaires commerciaux. La durée de vie restante moyenne pondérée prévue des actifs est d'environ 2,2 ans. Les actifs des conduits multicédants aux États-Unis comprennent 2,1 milliards de dollars de titres adossés à des actifs. Les conduits multicédants au Canada ne comprennent aucun titre adossé à des actifs.

Nous fournissons des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels aux conduits multicédants. La valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons a totalisé 23,1 milliards de dollars, en baisse de 6,7 milliards, ou 22 %, par rapport à l'exercice précédent, et en hausse de 1,4 milliard comparativement au trimestre précédent. Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de

liquidités s'est élevé à 1,5 milliard de dollars, en baisse de 153 millions par rapport à l'exercice précédent et de 5 millions comparativement au trimestre précédent. Les rehaussements de crédit partiels que nous fournissons ont totalisé 2,3 milliards de dollars, en baisse de 697 millions par rapport à l'exercice précédent et en hausse de 135 millions comparativement au trimestre précédent. La diminution des facilités de garantie de liquidités et des rehaussements de crédit partiels fournis aux conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent reflète la réduction des actifs titrisés en cours des conduits multicédants au cours de la période, comme il est fait mention ci-dessus.

Le papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'est élevé à 13,8 milliards de dollars, en baisse de 8,4 milliards, ou 38 %, par rapport à l'exercice précédent, et en hausse de 379 millions comparativement au trimestre précédent. Une tranche de 67 % de l'ensemble de ce PCAA a obtenu la cote la plus élevée des agences de notation qui évaluent le PCAA, comparativement à 71 % à l'exercice précédent et à 66 % au trimestre précédent. La tranche restante du papier commercial obtient la deuxième cote en importance attribuée par ces agences de notation. La diminution du PCAA émis par les conduits multicédants par rapport à l'exercice précédent reflète la réduction des actifs titrisés en cours des conduits multicédants durant la période, comme il est fait mention ci-dessus. Nous achetons à l'occasion le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter les liquidités générales du programme. La juste valeur de nos placements s'élève à 16 millions de dollars, en baisse de 187 millions par rapport à l'exercice précédent et en hausse de 10 millions comparativement au trimestre précédent. La variation des placements par rapport à l'exercice et au trimestre précédents reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Garanties

Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties s'est établi à 76 milliards de dollars, comparativement à 97 milliards à l'exercice précédent et à 77 milliards au trimestre précédent. La diminution par rapport à l'exercice précédent tient principalement au nombre moins élevé de facilités de garantie de liquidités, de dérivés de crédit et d'options de vente position vendeur. Pour plus de détails sur les garanties, se reporter à la note 13 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Gestion du risque, du capital et des liquidités

Risque de crédit

Risque de crédit par portefeuille et par secteur

(en millions de dollars canadiens)	Au							30 avril 2010	31 juillet 2009
	31 juillet 2010						Risque total (2)		
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation					
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés hors cote (1)	Risque total (2)			
En cours	Engagements inutilisés	Autres	Risque total (2)				Risque total (2)		
Prêts hypothécaires résidentiels	128 077 \$	12 \$	226 \$	– \$	– \$	128 315 \$	125 669 \$	119 225 \$	
Prêts aux particuliers	78 452	59 606	56	–	–	138 114	133 007	112 863	
Prêts sur cartes de crédit	9 044	27 220	–	–	–	36 264	41 148	28 512	
Prêts aux petites entreprises (3)	2 721	3 049	46	–	–	5 816	5 780	5 203	
Prêts de détail	218 294 \$	89 887 \$	328 \$	– \$	– \$	308 509 \$	305 604 \$	265 803 \$	
Prêts aux entreprises (3)									
Exploitations agricoles	4 824 \$	488 \$	21 \$	– \$	6 \$	5 339 \$	5 536 \$	5 572 \$	
Industrie automobile	3 639	1 496	145	–	410	5 690	5 683	5 878	
Biens de consommation	5 934	2 380	499	–	185	8 998	8 835	9 205	
Énergie	5 537	8 794	2 063	–	1 326	17 720	18 318	20 113	
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	2 841	6 001	6 075	72 754	9 663	97 334	90 902	76 531	
Industrie forestière	836	362	89	–	15	1 302	1 321	1 463	
Produits industriels	3 863	2 247	391	–	145	6 646	6 558	7 041	
Mines et métaux	714	1 474	638	–	215	3 041	2 997	4 003	
Secteur immobilier et secteurs connexes	19 181	2 697	1 255	–	255	23 388	23 710	26 083	
Technologie et médias	2 351	2 909	326	–	580	6 166	6 156	6 388	
Transport et environnement	3 963	2 581	498	–	691	7 733	7 404	7 085	
Autres	21 899	4 558	6 269	14 475	6 103	53 304	45 620	53 199	
États souverains (3)	3 722	3 505	24 908	4 905	8 065	45 105	41 697	35 616	
Banques (3)	2 090	636	46 233	60 354	27 122	136 435	118 871	129 963	
Prêts de gros	81 394 \$	40 128 \$	89 410 \$	152 488 \$	54 781 \$	418 201 \$	383 608 \$	388 140 \$	
Risque total	299 688 \$	130 015 \$	89 738 \$	152 488 \$	54 781 \$	726 710 \$	689 212 \$	653 943 \$	

(1) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des accords généraux de compensation.

(2) Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(3) Se reporter à la note 4 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour obtenir la définition de ces termes.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

Le risque de crédit brut total a augmenté de 73 milliards de dollars, ou 11 %, par rapport à l'exercice précédent, résultat qui reflète la hausse enregistrée relativement aux portefeuilles de prêts de détail et de gros.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail s'est accru de 43 milliards de dollars, ou 16 %, en raison de la mise en œuvre de paramètres de gestion du risque actualisés en ce qui concerne les engagements inutilisés et de la restructuration au premier trimestre de 2010 du système d'établissement de cotes de crédit pour les prêts de détail en fonction des résultats récents au chapitre du crédit. La forte croissance des volumes d'activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada a également contribué à l'augmentation. Le recours à des garanties et à des biens donnés en garantie fait partie intégrante de notre processus d'atténuation des risques liés à notre portefeuille de prêts de détail. Les prêts hypothécaires assurés représentent 21 % de notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels, et les prêts aux particuliers garantis représentent 56 % du total des prêts aux particuliers en cours.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros a augmenté de 30 milliards de dollars, ou 8 %, en raison principalement de l'augmentation des opérations de mise en pension de titres et autres, facteur neutralisé en partie par la réduction des prêts et acceptations en cours et des dérivés hors cote. Les opérations de mise en pension de titres ont augmenté de 30 milliards de dollars, résultat qui a trait principalement au secteur des services financiers autres que ceux fournis par des banques et qui reflète l'accroissement de certaines activités sur le marché, la hausse des volumes découlant de nos activités en tant que courtier principal et l'augmentation des positions liées aux instruments de créance émis par les gouvernements aux fins de la gestion des liquidités. Les autres risques se sont accrus de 13 milliards de dollars, résultat qui a trait aux secteurs Banques et États souverains et qui tient principalement à l'accroissement des risques liés aux garanties et aux sûretés. Les prêts et acceptations ont diminué de 9 milliards de dollars, résultat qui a trait principalement aux portefeuilles de prêts aux grandes entreprises dans tous les secteurs et

qui reflète essentiellement une réduction du taux d'utilisation ainsi que l'incidence du raffermissement du dollar canadien. Le risque de crédit lié aux dérivés hors cote a diminué de 6 milliards de dollars, résultat qui tient à la réduction des justes valeurs, laquelle découle essentiellement de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les actifs dérivés libellés en dollars américains, et à la réduction stratégique de certaines positions sur dérivés, facteurs neutralisés en partie par l'incidence des taux d'intérêt à la baisse sur les positions receveur de taux fixe.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le risque de crédit brut total a augmenté de 37 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail s'est accru de 3 milliards de dollars, ou 1 %, résultat qui tient en grande partie à l'accroissement des activités de financement aux fins d'accession à la propriété au Canada et qui a été neutralisé en partie par la diminution du portefeuille de prêts sur cartes de crédit découlant principalement des opérations de titrisation effectuées ce trimestre.

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros s'est accru de 35 milliards de dollars, ou 9 %, en raison principalement de l'augmentation du risque lié aux opérations de mise en pension de titres, des autres risques et du risque lié aux dérivés hors cote. Le risque lié aux opérations de mise en pension de titres a augmenté de 16 milliards de dollars, résultat qui a trait principalement aux secteurs Banques et Services financiers autres que ceux fournis par des banques, et les autres risques se sont accrus de 12 milliards, résultat qui a trait principalement aux secteurs Banques et États souverains et qui tient aux raisons dont il est fait mention ci-dessus. Le risque lié aux dérivés hors cote a augmenté de 5 milliards de dollars, en raison de la hausse des justes valeurs découlant principalement de l'incidence des taux d'intérêt à la baisse sur les positions receveur de taux fixe et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les actifs libellés en dollars américains.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Services bancaires canadiens	284 \$	302 \$	340 \$	904 \$	961 \$
Services bancaires internationaux	192	185	230	552	751
Marchés des Capitaux	(9)	21	177	42	482
Services de soutien généraux et autres (1)	(35)	(4)	23	(69)	336
Canada (2)					
Prêts hypothécaires résidentiels	(1)\$	3 \$	5 \$	3 \$	17 \$
Prêts aux particuliers	104	112	125	333	342
Prêts sur cartes de crédit	95	112	107	309	285
Prêts aux petites entreprises	8	15	14	36	42
Prêts de détail	206	242	251	681	686
Prêts de gros	25	24	193	98	359
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	231	266	444	779	1 045
États-Unis (2)					
Prêts de détail	46	49	56	140	203
Prêts de gros	130	122	189	379	799
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	176	171	245	519	1 002
Autres pays (2)					
Prêts de détail	14	6	6	29	22
Prêts de gros	16	34	14	80	28
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	30	40	20	109	50
Total de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances	437	477	709	1 407	2 097
Provision générale (1)	(5)	27	61	22	433
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances (2)	432 \$	504 \$	770 \$	1 429 \$	2 530 \$

- (1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose de la dotation à la provision générale, d'un ajustement lié à la dotation à la provision pour pertes sur créances au titre des prêts sur cartes de crédit titrisés qui sont gérés par le secteur Services bancaires canadiens, d'un montant lié au reclassement dans les prêts de certains titres disponibles à la vente comptabilisé au cours de l'exercice précédent, ainsi que de la dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Gestion de patrimoine. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2009.
- (2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 432 millions de dollars, en baisse de 338 millions, ou 44 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la diminution de 272 millions de dollars de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances. Nous avons comptabilisé un crédit de 5 millions de dollars au titre de la provision générale ce trimestre, comparativement à une provision de 61 millions à l'exercice précédent.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a diminué de 56 millions de dollars, ou 16 %, résultat qui reflète principalement la diminution des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit, qui tient au moins grand nombre de faillites, et à la baisse des provisions liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts aux particuliers non garantis.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 38 millions de dollars, ou 17 %, résultat qui reflète en grande partie la réduction des provisions liées à nos services bancaires aux États-Unis, qui a trait principalement à nos activités de financement de constructeurs résidentiels et qui découle de la stabilisation de la qualité des actifs et de l'incidence du raffermissement du dollar canadien, facteur neutralisé en partie par la hausse des provisions dans les Antilles.

Au cours du trimestre, nous avons constaté un recouvrement de pertes sur créances de 9 millions de dollars dans le secteur Marchés des Capitaux, qui se compose en grande partie de recouvrements liés à quelques prêts importants, lequel a largement neutralisé la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances, une dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances de 177 millions ayant été constatée à l'exercice précédent.

Nous avons comptabilisé un crédit de 5 millions de dollars au titre de la provision générale ce trimestre, qui a trait à notre portefeuille de prêts commerciaux aux États-Unis, comparativement à une provision de 61 millions à l'exercice précédent, qui visait nos prêts commerciaux et de détail aux États-Unis.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 72 millions de dollars, ou 14 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement la réduction de 40 millions de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances. Nous avons comptabilisé un crédit de 5 millions de dollars au titre de la provision générale ce trimestre, comparativement à une provision de 27 millions au trimestre précédent.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a reculé de 18 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la réduction des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit et de la baisse des provisions liées à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux particuliers non garantis. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des provisions liées à notre portefeuille de prêts aux entreprises.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 7 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui est en grande partie imputable à la hausse des provisions liées à nos services bancaires aux États-Unis, qui reflète principalement l'augmentation des provisions liées aux prêts commerciaux, facteur neutralisé en partie par la diminution des provisions liées à nos portefeuilles dans les Antilles.

Au cours du trimestre, nous avons constaté un recouvrement de pertes sur créances de 9 millions de dollars dans le secteur Marchés des Capitaux, qui se compose de recouvrements liés à quelques prêts importants, qui ont largement neutralisé la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du trimestre considéré, une dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances de 21 millions ayant été constatée au trimestre précédent.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 1 429 millions de dollars, en baisse de 1 101 millions, ou 44 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement à la diminution de 690 millions de dollars de la dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances et à la baisse de 411 millions de la provision générale.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires canadiens a diminué de 57 millions de dollars, ou 6 %, résultat qui reflète essentiellement la réduction des provisions liées à nos portefeuilles de prêts aux entreprises et de prêts hypothécaires résidentiels, facteur neutralisé en partie par la hausse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Services bancaires internationaux a diminué de 199 millions de dollars, ou 26 %, résultat qui tient en grande partie à la réduction des provisions liées à nos services bancaires aux États-Unis, lesquelles ont trait principalement aux activités de financement de constructeurs résidentiels et découlent de la stabilisation de la qualité du crédit, de l'incidence du raffermissement du dollar canadien, du nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts pour l'achat de lots aux États-Unis et des provisions liées à certains titres disponibles à la vente reclassés dans les prêts comptabilisés à la période précédente. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des provisions dans les Antilles, lesquelles ont trait principalement à quelques prêts commerciaux.

La dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 440 millions de dollars, ou 91 %, résultat qui reflète principalement la comptabilisation de provisions liées à nos portefeuilles aux États-Unis et au Canada à la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi que de recouvrements au titre de quelques prêts importants comptabilisés au cours de la période considérée.

Nous avons comptabilisé une provision générale de 22 millions de dollars au cours de la période considérée, comparativement à une provision générale de 433 millions à la période correspondante de l'exercice précédent.

Montant brut des prêts douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009
Services bancaires canadiens	1 314 \$	1 315 \$	1 204 \$
Services bancaires internationaux	3 063	2 959	3 030
Marchés des Capitaux	497	646	757
Services de soutien généraux	146	144	141
Canada			
Prêts de détail	723 \$	737 \$	643 \$
Prêts de gros	803	824	716
États-Unis			
Prêts de détail	210	215	265
Prêts de gros	2 560	2 635	3 002
Autres pays			
Prêts de détail	258	229	202
Prêts de gros	466	424	304
Total du montant brut des prêts douteux	5 020 \$	5 064 \$	5 132 \$

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 112 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens a augmenté de 110 millions de dollars, ou 9 %, en raison principalement du nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts aux entreprises, facteur neutralisé en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux particuliers.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 33 millions de dollars, ou 1 %, en raison principalement du nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail dans les Antilles et de prêts commerciaux aux États-Unis, facteur neutralisé en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels reflétant la stabilisation de la qualité des actifs, ainsi que par l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 260 millions de dollars, ou 34 %, résultat qui reflète principalement le nombre moins élevé de prêts douteux liés à des clients des secteurs Services financiers autres que ceux fournis par des banques, Technologie et médias et Énergie, facteur neutralisé en partie par le nombre plus élevé de prêts douteux liés au secteur Immobilier et secteurs connexes.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le total du montant brut des prêts douteux a diminué de 44 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires canadiens est demeuré dans l'ensemble inchangé par rapport au trimestre précédent. Le nombre moins élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts aux petites entreprises a été neutralisé par le nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux entreprises.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires internationaux a augmenté de 104 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient en grande partie à l'incidence du nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail dans les Antilles et de prêts commerciaux aux États-Unis, facteur neutralisé en partie par le nombre moins élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels aux États-Unis.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 149 millions de dollars, ou 23 %, résultat qui reflète principalement les radiations et les remboursements liés à des clients des secteurs Immobilier et secteurs connexes, ainsi que Technologie et médias.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009
Services bancaires canadiens	328 \$	316 \$	307 \$
Services bancaires internationaux	631	587	545
Marchés des Capitaux	164	271	286
Services de soutien généraux	2 056	2 049	1 933
Provisions spécifiques pour pertes sur créances			
Canada	418 \$	420 \$	379 \$
États-Unis	518	586	663
Autres pays	258	235	162
Total des provisions spécifiques pour pertes sur créances	1 194	1 241	1 204
Provision générale			
Prêts de détail	1 137	1 122	986
Prêts de gros	848	860	881
Total de la provision générale	1 985	1 982	1 867
Total de la provision pour pertes sur créances	3 179 \$	3 223 \$	3 071 \$

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 108 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à l'exercice précédent; ce résultat reflète en grande partie la hausse de la provision générale découlant de la comptabilisation de provisions depuis le troisième trimestre de 2009, facteur neutralisé en partie par des radiations et des remboursements liés à quelques prêts ce trimestre.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le total de la provision pour pertes sur créances a diminué de 44 millions de dollars, ou 1 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse des provisions spécifiques tenant en grande partie aux radiations et aux remboursements liés à quelques prêts ce trimestre. La provision générale est dans l'ensemble demeurée inchangée par rapport au dernier trimestre.

Risque de marché

La volatilité a augmenté sur les marchés du crédit, des actions et du change par rapport au deuxième trimestre de 2010. Le modèle de scénario de la valeur à risque (VAR) tient compte d'événements sur le marché, depuis le début de 2010, ainsi que des niveaux de volatilité plus élevés enregistrés à la fin de 2008 et au début de 2009.

Le tableau ci-après illustre notre VAR par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation selon notre démarche d'attribution du capital fondée sur des modèles, ainsi que l'effet de diversification de nos portefeuilles, lequel représente l'écart entre la VAR et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

VAR par catégorie de risque important

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2010				30 avril 2010		31 juillet 2009	
	Pour le trimestre terminé le				Pour le trimestre terminé le		Pour le trimestre terminé le	
	Au 31 juillet	Moyenne	Haut	Bas	Au 30 avril	Moyenne	Au 31 juillet	Moyenne
Actions	21 \$	18 \$	30 \$	10 \$	13 \$	13 \$	10 \$	
Change	4	5	11	7	5	3	3	
Marchandises	2	2	5	2	4	2	1	
Taux d'intérêt	41	51	61	60	42	49	49	
Risque spécifique lié au crédit	19	20	21	21	15	9	9	
Effet de diversification	(40)	(41)	(51)	(40)	(35)	(21)	(20)	
VAR	47 \$	55 \$		60 \$	44 \$	55 \$	52 \$	

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2010				31 juillet 2009	
	Pour les neuf mois terminés le				Pour les neuf mois terminés le	
	Au 31 juillet	Moyenne	Haut	Bas	Au 31 juillet	Moyenne
Actions	21 \$	16 \$	30 \$	7 \$	13 \$	11 \$
Change	4	5	11	2	3	4
Marchandises	2	3	7	0	2	1
Taux d'intérêt	41	46	61	33	49	49
Risque spécifique lié au crédit	19	17	21	11	9	10
Effet de diversification	(40)	(37)	(51)	(22)	(21)	(22)
VAR	47 \$	50 \$		55 \$	53 \$	

La VAR, qui se chiffrait à 47 millions de dollars au 31 juillet 2010, a diminué de 13 millions par rapport à la VAR enregistrée au 30 avril 2010. Ce résultat tient principalement à la baisse de la VAR liée au taux d'intérêt, facteur neutralisé en partie par la hausse de la VAR liée aux actions, qui reflète l'accroissement des activités dans certains secteurs.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

La moyenne de la VAR s'est établie à 50 millions de dollars pour la période, en baisse de 3 millions par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient principalement à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les portefeuilles libellés en devises et à l'accroissement de la diversification, qui est passée de 29 % à 43 %.

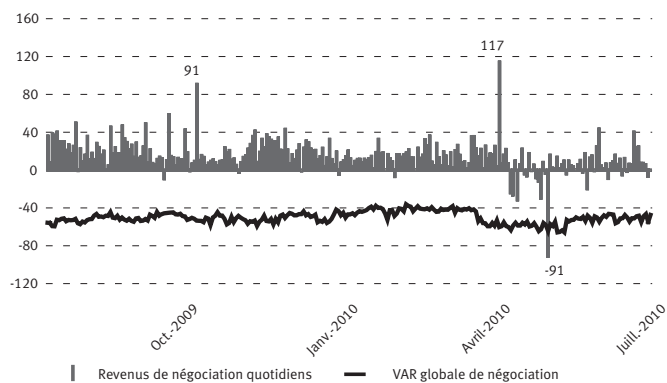
Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

La moyenne de la VAR pour le trimestre s'est établie à 55 millions de dollars, soit un résultat en hausse de 3 millions par rapport à l'exercice précédent. La hausse de la VAR liée au risque spécifique de crédit et de la VAR liée aux actions a été neutralisée en partie par l'accroissement de la diversification, qui est passée de 28 % à 43 %, ainsi que par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur les portefeuilles libellés en devises. La hausse de la VAR liée au risque spécifique de crédit tient au fait que le modèle de la VAR liée au risque spécifique de crédit tient compte de plus importantes probabilités d'événements de crédit. L'augmentation de la VAR liée aux actions découle essentiellement des activités et de la volatilité accrue des marchés.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

La moyenne de la VAR s'est établie à 55 millions de dollars pour le trimestre, soit un résultat en hausse de 11 millions par rapport au trimestre précédent. Ce résultat s'explique essentiellement par l'augmentation de la VAR liée au taux d'intérêt et de la VAR liée au risque spécifique de crédit, qui tient à une meilleure modélisation, ainsi que par l'augmentation de la VAR liée aux actions, qui tient à l'accroissement des activités dans certains secteurs ce trimestre.

Revenus de négociation et VAR (1) (en millions de dollars canadiens)



(1) Revenus de négociation majorés au montant imposable équivalent, exception faite des revenus liés aux EDDV consolidés.

Au cours du trimestre, nous avons connu 20 séances marquées par des pertes de négociation nettes, dont une qui excédait la VAR. La perte la plus importante est survenue le 31 mai 2010 et elle totalisait 91 millions de dollars. Cette perte est principalement imputable à l'ajustement de l'évaluation du crédit effectué à la fin du mois relativement à un risque couvert par MBIA. Les autres séances marquées par des pertes de négociation nettes tiennent principalement à l'importante volatilité sur les marchés des actions, du crédit et du change enregistrée ce trimestre.

Évaluations du risque de marché – activités bancaires autres que de négociation

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présupposant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est

effectuée. Ces mesures sont fondées sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques. Au cours du troisième trimestre de 2010, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2010						30 avril 2010		31 juillet 2009	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (2)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)
	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total	Incidence du dollar canadien	Incidence du dollar américain (1)	Total				
Avant l'incidence fiscale d'une : augmentation des taux de 100 p.p. diminution des taux de 100 p.p.	(171)\$ 126	20 \$ (42)	(151)\$ 84	117 \$ (141)	24 \$ (16)	141 \$ (157)	(202)\$ 155	160 \$ (140)	(405)\$ 351	325 \$ (130)

- (1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.
(2) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt

Gestion du capital

Capital réglementaire, actif ajusté en fonction des risques et ratios de capital (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Accord de Bâle II		
	Au		
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009
Capital			
Capital de première catégorie	33 466 \$	33 427 \$	31 422 \$
Capital total	36 762	35 863	34 964
Actif ajusté en fonction des risques			
Risque de crédit	193 645 \$	189 001 \$	189 938 \$
Risque de marché	27 287	22 555	17 637
Risque opérationnel	37 834	37 713	35 434
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	258 766 \$	249 269 \$	243 009 \$
Ratios de capital			
Capital de première catégorie	12,9 %	13,4 %	12,9 %
Capital total	14,2 %	14,4 %	14,4 %
Coefficient actif/capital	16,5X	16,0X	16,3X

- (1) Les ratios de capital au 31 juillet 2009 ont été mis à jour afin de tenir compte de l'adoption des modifications apportées au chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Modifications de conventions comptables dans notre rapport annuel 2009.

Au troisième trimestre de 2010, notre position de capital est demeurée solide en raison principalement des capitaux autogénérés à l'interne grâce aux bénéfices. Par conséquent, nos ratios de capital demeurent bien supérieurs aux cibles réglementaires.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

Au 31 juillet 2010, notre ratio du capital de première catégorie était de 12,9 % et notre ratio du capital total, de 14,2 %.

Notre ratio du capital de première catégorie est demeuré inchangé par rapport à l'exercice précédent, résultat qui tient au fait que la hausse des capitaux autogénérés grâce aux bénéfices a été en grande partie neutralisée par l'augmentation de l'actif ajusté en fonction des risques et par le rachat d'instruments de capital innovateurs de première catégorie.

Notre ratio du capital total a diminué de 20 points de base, essentiellement en raison de l'augmentation de l'actif ajusté en fonction des risques et des rachats d'instruments de capital innovateurs de première catégorie, facteurs neutralisés en partie par la hausse des capitaux autogénérés grâce aux bénéfices et par l'émission nette de débentures subordonnées.

L'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 15,8 milliards de dollars, ou 6,5 %, principalement en raison de l'augmentation de l'actif ajusté en fonction des risques lié au risque de marché et au risque de crédit. L'augmentation de l'actif ajusté en fonction des risques lié au risque de marché est attribuable au volume accru d'activités de négociation de titres adossés à des créances hypothécaires représenté à l'aide de l'approche standardisée et à l'augmentation du risque spécifique de crédit modélisé, qui tient aux probabilités accrues d'événements de crédit. La hausse de l'actif ajusté en fonction des risques lié au risque de crédit découle de l'augmentation des risques liés aux prêts de détail et aux autres actifs, facteur neutralisé en partie par la diminution des risques liés aux prêts aux grandes entreprises et aux actions.

Au 31 juillet 2010, notre coefficient actif/capital s'établissait à 16,5 fois, comparativement à 16,3 fois pour l'exercice précédent, en raison principalement de l'augmentation du montant brut de l'actif ajusté, facteur neutralisé en partie par la hausse des capitaux autogénérés grâce aux bénéfices.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Notre ratio du capital de première catégorie a diminué de 50 points de base par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient principalement à l'augmentation de l'actif ajusté en fonction des risques et au rachat

d'instruments de capital innovateurs de première catégorie, facteurs neutralisés en partie par la hausse des capitaux autogénérés grâce aux bénéfices.

Notre ratio du capital total a diminué de 20 points de base, essentiellement en raison des facteurs dont il est fait mention au paragraphe précédent, lesquels ont été neutralisés en partie par l'émission nette de débentures subordonnées.

L'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 9,5 milliards de dollars, ou 3,8 %, principalement en raison de l'augmentation de l'actif ajusté en fonction des risques lié au risque de marché et au risque de crédit. L'augmentation de l'actif ajusté en fonction des risques lié au risque de marché tient principalement à l'accroissement des activités de négociation de titres à revenu fixe et de titrisation et au raffinement de l'infrastructure de gestion des risques afin de mieux cibler le risque d'écart de taux lié à certains billets à taux variable. La volatilité accrue découlant de l'incertitude liée à la crise de l'endettement touchant des États souverains en Europe a également contribué à l'augmentation. La hausse de l'actif ajusté en fonction des risques lié au risque de crédit découle principalement de l'augmentation des dérivés hors cote découlant de la croissance des activités, ainsi que de l'incidence de l'affaiblissement du dollar canadien sur les actifs libellés en devises.

Notre coefficient actif/capital s'établissait à 16,5 fois, comparativement à 16,0 fois au dernier trimestre, en raison principalement de l'augmentation du montant brut de l'actif ajusté, facteur neutralisé en partie par les bénéfices pour le trimestre considéré.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010			Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010		
	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Date d'émission ou de rachat	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Capital de première catégorie						
Actions ordinaires émises						
Régime de réinvestissement de dividendes (1), (2)			\$		2 862	161 \$
Options sur actions levées (3)		320	9		3 272	104
Rachat d'instruments de capital innovateurs RBC TruCS de série 2010 (4)	30 juin 2010		650	30 juin 2010		650
Capital de deuxième catégorie						
Rachat de débentures subordonnées échéant le 25 janvier 2015 (4)				25 janvier 2010		500
Rachat de débentures subordonnées échéant le 24 juin 2015 (4)	24 juin 2010		800	24 juin 2010		800
Émission de débentures subordonnées échéant le 15 juin 2020 (4)	15 juin 2010		1 500	15 juin 2010		1 500

- (1) Au cours des trimestres terminés le 31 juillet 2010 et le 30 avril 2010, nous avons financé notre régime de réinvestissement de dividendes au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
(2) Au premier trimestre de 2010, des actions autodétenues ont été émises à un prix 3 % moins élevé que le cours du marché moyen des cinq jours de Bourse précédant la date de versement des dividendes.
(3) Le montant comprend les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours de la période, les ajustements à la juste valeur des options sur actions et la levée des options sur actions jumelées à des droits à la plus-value des actions et liée aux attributions assorties de droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.
(4) Pour plus de détails, se reporter à la note 9 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Au 31 juillet 2010	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Actions ordinaires en circulation	1 423 744	13 340 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation		
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300
À dividende non cumulatif, série AN (3)	9 000	225
À dividende non cumulatif, série AP (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AR (3)	14 000	350
À dividende non cumulatif, série AT (3)	11 000	275
À dividende non cumulatif, série AV (3)	16 000	400
À dividende non cumulatif, série AX (3)	13 000	325
Actions autodétenues – privilégiées	(80)	(2)
Actions autodétenues – ordinaires	(1 546)	(71)
Actions échangeables de RBC PH&N Holdings Inc.	6 413	324
Options sur actions		
En cours	16 856	
Pouvant être levées	11 348	
Dividendes		
Actions ordinaires		710
Actions privilégiées		65

- (1) Pour plus de détails au sujet des principales activités de gestion du capital, se reporter à la note 9 des Notes complémentaires de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.
- (2) Avec prise d'effet le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.
- (3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.

Au 20 août 2010, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation ou en cours se chiffrait à 1 423 745 000 et à 16 856 000, respectivement. Au 20 août 2010, le nombre de nos actions privilégiées et ordinaires autodétenues s'établissait à 76 000 et à 1 524 000, respectivement.

Gestion des liquidités et du financement

Il n'y a eu aucun changement important à notre cadre de gestion des liquidités et du financement depuis celui qui est décrit dans notre rapport annuel 2009. Nous continuons de modifier les pouvoirs liés à l'établissement de limites concernant les risques en fonction des faits nouveaux en matière de réglementation, de manière à nous positionner pour composer avec une réglementation accrue.

Nos dépôts de base, qui tiennent compte de nos estimations statistiques des tranches très stables du total des soldes relationnels, des soldes des dépôts des particuliers et des dépôts des clients commerciaux et institutionnels (dépôts à vue, dépôts à préavis et dépôts à terme fixe), ainsi que des fonds de gros venant à échéance dans plus de un an, sont dans l'ensemble inchangés par rapport au montant présenté au 30 avril 2010 et représentaient environ 65 % du total de nos dépôts.

Capital économique

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009
Risque de crédit	10 150 \$	10 100 \$	10 150 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 900	2 800	2 250
Risque opérationnel	3 000	3 600	3 800
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 300	2 500	2 450
Risque d'assurance	450	450	150
Capital de risque	19 800 \$	19 450 \$	18 800 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	10 100	9 950	10 450
Capital économique	29 900 \$	29 400 \$	29 250 \$
Sous-attribution (surattribution) de capital	3 600	3 450	1 150
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	33 500 \$	32 850 \$	30 400 \$

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

Le capital économique a augmenté de 650 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la hausse du risque de marché reflétant l'augmentation des besoins de trésorerie relativement aux risques liés aux opérations de titrisation et le changement de méthode aux fins des ajustements de l'évaluation du crédit. L'augmentation tient également à la hausse du risque d'assurance reflétant l'augmentation du risque de longévité et à la diminution du facteur de diversification tenant au changement de méthode. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution du risque opérationnel et du risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles, qui reflète la baisse des revenus, ainsi que par la réduction de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels tenant principalement à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de l'écart d'acquisition libellé en devises.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le capital économique a augmenté de 500 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse du risque de marché tenant au changement de méthode aux fins des ajustements de l'évaluation du crédit et à la hausse de la moyenne de la VAR. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'augmentation du risque opérationnel et du risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles, qui reflète la baisse des revenus.

Cotes de crédit

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à effectuer certaines activités de titrisation efficaces dépend principalement du maintien de cotes de crédit concurrentielles. Une révision à la baisse de nos cotes de crédit pourrait possiblement avoir des répercussions défavorables sur notre capacité de financement ou sur notre accès aux marchés financiers; elle pourrait aussi influencer sur notre capacité à effectuer des opérations sur dérivés ou des opérations de couverture dans le cours normal des activités et sur les coûts liés à ces opérations et pourrait faire en sorte que nous devions fournir des garanties additionnelles aux termes de certains contrats.

Le tableau ci-dessous présente nos principales cotes de crédit et perspectives au 25 août 2010, qui demeurent inchangées par rapport à celles au 26 mai 2010.

	Au 25 août 2010 (1)		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service (Moody's)	P-1	Aaa	Négative
Standard & Poor's (S&P)	A-1+	AA-	Positive
Fitch Ratings (Fitch)	F1+	AA	Stable
DBRS	R-1(élevé)	AA	Stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion, et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités. Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos engagements de financement contractuels futurs.

(en millions de dollars canadiens) (1)	31 juillet 2010				Total	30 avril 2010	31 juillet 2009
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans		Total	Total
Financement à long terme non garanti	19 240 \$	16 812 \$	8 943 \$	7 352 \$	52 347 \$	47 663 \$	51 697 \$
Obligations couvertes	160	2 847	3 338	1 780	8 125	7 980	5 487
Débitures subordonnées	66	–	200	6 461	6 727	5 906	6 548
	19 466 \$	19 659 \$	12 481 \$	15 593 \$	67 199 \$	61 549 \$	63 732 \$

(1) Les montants présentés ci-dessus excluent les intérêts courus, à l'exception des montants présentés dans la colonne Moins de 1 an.

Information financière supplémentaire

Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC

Au 31 juillet 2010, tous les titres disponibles à la vente comportant des pertes non réalisées ont fait l'objet d'une évaluation visant à déterminer s'ils avaient subi une perte de valeur durable. Les instruments de créance pour lesquels la direction a jugé que le recouvrement de la somme totale du capital et des intérêts était improbable ont été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et ont été ramenés à leur juste valeur. Dans le cas des titres de participation pour lesquels la direction a jugé improbable le recouvrement de la juste valeur de ces titres avant qu'ils ne soient cédés ou pour lesquels des

pertes sont non réalisées pendant une période prolongée, ces titres ont été considérés comme ayant subi une perte de valeur durable et ont été ramenés à leur juste valeur. La direction est d'avis que les pertes non réalisées au 31 juillet 2010 sont de nature temporaire et elle a l'intention de détenir ces titres jusqu'au recouvrement de leur valeur ou jusqu'à ce que les titres soient rachetés ou arrivent à échéance. Se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour des renseignements détaillés sur notre évaluation des pertes de valeur durables liées à ces titres disponibles à la vente.

Total du portefeuille de titres disponibles à la vente de RBC

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le				Pour les neuf mois terminés le					
	31 juillet 2010		30 avril 2010		31 juillet 2009		31 juillet 2010		31 juillet 2009	
	Coût après amortissement (1)	Juste valeur (1)	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats	Gains nets (pertes nettes) non réalisés	Gains nets (pertes nettes) comptabilisés dans les résultats
Titres de gouvernements et d'agences	22 901 \$	23 298 \$	397 \$	13 \$	335 \$	(18) \$	413 \$	10 \$	70 \$	(7) \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 229	1 154	(75)	(15)	(103)	(21)	(378)	(51)	(25)	(128)
Titres adossés à des actifs	3 260	3 152	(108)	7	(87)	(5)	(223)	(1)	13	(44)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	10 268	10 233	(35)	(23)	(29)	(10)	(103)	(59)	(50)	(182)
Titres de participation	1 788	1 797	9	4	9	40	(191)	(25)	44	(75)
Titres de substitut de prêts	256	219	(37)	–	(29)	–	(69)	–	–	–
Total	39 702 \$	39 853 \$	151 \$	(14) \$	96 \$	(14) \$	(551) \$	(126) \$	52 \$	(436) \$

(1) Comprend des titres détenus jusqu'à l'échéance de 283 millions de dollars qui sont groupés avec les titres disponibles à la vente dans le bilan.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

Le total du coût après amortissement relatif aux titres disponibles à la vente a diminué de 7,9 milliards de dollars, ou 17 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse reflète principalement la réduction du nombre de titres disponibles à la vente, y compris des certificats de dépôt, des titres adossés à des créances hypothécaires d'agences aux États-Unis et des billets, ainsi que la vente d'actions ordinaires de banques canadiennes et de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, afin de rééquilibrer le portefeuille et les risques.

Au 31 juillet 2010, des gains nets non réalisés de 151 millions de dollars ont été comptabilisés relativement au portefeuille de titres disponibles à la vente, comparativement à des pertes nettes non réalisées de 551 millions à l'exercice précédent. Ce résultat reflète principalement la réduction des pertes non réalisées tenant à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis et d'actions ordinaires de banques canadiennes, ainsi que l'augmentation de la valeur des autres titres non garantis par le gouvernement, laquelle tient essentiellement au resserrement des écarts.

Une perte nette de 14 millions de dollars a été constatée au trimestre considéré, comparativement à une perte nette de 126 millions à l'exercice précédent. La perte nette pour le trimestre considéré comprenait un montant de 60 millions de dollars tenant principalement à la dépréciation des billets privilégiés de fiducie et de certains placements privés, ainsi que des réductions de valeur découlant de la décision de la direction de vendre certains titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis. Ces pertes ont été contrebalancées en partie par des gains nets réalisés de 46 millions de dollars, liés principalement à la vente d'obligations du gouvernement canadien, de prêts aux étudiants et de titres à enchères, ainsi qu'à la distribution de capitaux liée à certains placements privés. La perte nette de 126 millions de dollars constatée à l'exercice précédent tenait compte principalement d'une dépréciation liée à des obligations encaissables par anticipation et à des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, ainsi que des réductions de valeur découlant de la décision de la direction de vendre certains titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, qui reflète les mesures prises par la direction pour vendre certaines positions et gérer nos risques.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au deuxième trimestre de 2010

Le total du coût après amortissement relatif aux titres disponibles à la vente a augmenté de 2,3 milliards de dollars, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de l'achat de titres de gouvernements de pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de titres d'agences aux États-Unis. Cette augmentation a été neutralisée en partie par la vente de certificats de dépôt et de titres à enchères, ainsi que par l'arrivée à échéance de titres adossés à des actifs.

Au 31 juillet 2010, des gains nets non réalisés de 151 millions de dollars ont été comptabilisés relativement au portefeuille de titres disponibles à la vente, comparativement à des gains nets non réalisés de 96 millions au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement l'augmentation de la juste valeur des titres de créance du gouvernement canadien.

Une perte nette de 14 millions de dollars a été constatée ce trimestre, comparativement à une perte nette de 14 millions au dernier trimestre.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009 (résultats sur neuf mois)

Le gain net pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010 s'élève à 52 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 436 millions à l'exercice précédent. Ce gain tient compte de gains nets réalisés de 257 millions de dollars liés à la vente de titres d'agences aux États-Unis, d'actions ordinaires, de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis et de titres à enchères. Ces gains ont été neutralisés en partie par des pertes de 205 millions de dollars découlant principalement de la dépréciation de billets privilégiés de fiduciaire, de titres de gouvernements de pays non membres de l'OCDE, d'actions ordinaires et de placements privés, ainsi que des réductions de valeur découlant de la décision de la direction de vendre certains titres adossés à des créances hypothécaires d'agences et non garantis par une agence aux États-Unis.

La perte nette à l'exercice précédent reflète principalement les pertes tenant aux dépréciations et aux réductions de valeur découlant de la décision de la direction de vendre des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, des obligations encaissables par anticipation, des placements privés et des titres d'emprunt de sociétés, ainsi que les pertes réalisées à la vente de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis et d'engagements sous forme de prêt garanti.

Risques liés à certains instruments financiers auxquels nous sommes exposés

Risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, aux titres garantis par des créances (TGC) et aux prêts hypothécaires

Certaines activités et opérations que nous effectuons nous exposent au risque de crédit lié aux créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition nette aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui représente 0,3 % du total de notre actif au 31 juillet 2010, a diminué de 0,1 % par rapport à l'exercice précédent en raison de la vente de certains titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A et de l'incidence du raffermissement du dollar canadien.

Troisième trimestre de 2010 par rapport au troisième trimestre de 2009

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 204 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture de 240 millions liées à MBIA, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain a augmenté de 58 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Relativement à ces risques potentiels, plus de 48 % de nos placements connexes présentaient au moins une cote A. Au 31 juillet 2010, nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain présentant une cote AAA, sur une base nette, représentaient 5 % du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque sur le marché américain, comparativement à 41 % à l'exercice précédent. L'exposition aux prêts à risque aux États-Unis s'établissait à 411 millions de dollars au 31 juillet 2010, soit moins de 0,06 % du total de l'actif.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 652 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. L'exposition aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain a diminué de 639 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la vente de certains titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A et de l'incidence du raffermissement du dollar canadien. Environ 60 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis en 2006 et par la suite. Notre exposition aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain se chiffrait à 1,1 milliard de dollars au 31 juillet 2010, ce qui représente 0,2 % du total de l'actif.

Du total de nos placements dans des titres garantis par des créances (TGC), des placements de 19 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture de 4 millions de MBIA, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain, ce qui constitue une baisse de 18 millions par rapport à l'exercice précédent.

La juste valeur des TGC de sociétés, déduction faite des opérations de couverture, se chiffrait à 325 millions de dollars au 31 juillet 2010, en hausse de 67 millions par rapport à l'exercice précédent.

Risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

	Au 31 juillet 2010			Total
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A	
(en millions de dollars canadiens)				
Juste valeur des titres, compte non tenu des opérations de couverture	444 \$	652 \$	23 \$	1 119 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, selon la cote				
AAA	10 \$	82 \$	– \$	
AA	54	64	–	
A	35	48	–	
BBB	12	54	–	
Inférieure à BBB-	93	404	19	
Total	204 \$	652 \$	19 \$	875 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, par année de montage				
2003 (ou avant)	26 \$	33 \$	– \$	
2004	14	48	–	
2005	103	180	19	
2006	25	115	–	
2007 et par la suite	36	276	–	
Total	204 \$	652 \$	19 \$	875 \$
Coût après amortissement des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	188 \$	744 \$	– \$	932 \$
Coût après amortissement des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A transférés dans les prêts en vertu du chapitre 3855	223 \$	347 \$	– \$	570 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A, déduction faite des opérations de couverture	615 \$	1 743 \$	19 \$	2 377 \$

Sensibilité de la juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux	(7)\$	(18)\$
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt	(7)	(9)
Augmentation de 20 % des taux de défaillance	(3)	(6)
Diminution de 25 % des taux de paiement anticipé	(3)	(16)

Arrangements hors bilan

Pour de plus amples renseignements sur nos arrangements hors bilan, y compris les conduits multicédants, les instruments de placement structurés et les autres entités à détenteurs de droits variables au 31 juillet 2010, se reporter à la rubrique Arrangements hors bilan.

Financement avec endettement

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement des infrastructures, des services essentiels et d'autres types de financement. Ils ne comprennent pas le financement de première qualité ni le financement de qualité inférieure pour lequel il n'y a pas de commandite liée aux placements privés. Au 31 juillet 2010, le total de nos engagements de financement capitalisés et non capitalisés s'établissait à 4 149 millions de dollars. En pourcentage du total de notre actif, il est demeuré inchangé par rapport à l'exercice précédent, s'établissant à 0,6 %.

Polices d'assurance souscrites directement et indirectement auprès d'assureurs spécialisés

Nous souscrivons directement des polices d'assurance auprès d'assureurs spécialisés, lesquelles couvrent les actifs liés et non liés au marché des prêts à risque, comme il est illustré ci-dessous.

Polices d'assurance souscrites directement auprès d'assureurs spécialisés

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2010	
	Valeur en capital/nominale	Juste valeur
MBIA	3 768 \$	314 \$
Assured Guaranty Municipal Corp (auparavant FSA)	272	17
Syncora Holdings Ltd. (auparavant XL Capital Ltd.)	246	11
AMBAC Financial Group (AMBAC)	103	–
Total	4 389 \$	342 \$

Au 31 juillet 2010, nous détenions des polices d'assurance de 4 389 millions de dollars souscrites auprès d'assureurs spécialisés; ces polices couvrent le risque de défaillance par l'émetteur ou la contrepartie relativement aux actifs détenus à des fins de transaction liés aux prêts à risque et aux prêts autres que les prêts à risque. La juste valeur comptabilisée relativement à ces polices d'assurance s'élevait à 342 millions de dollars, déduction faite des ajustements de l'évaluation du crédit. Notre méthode d'évaluation du risque lié à MBIA demeure inchangée par rapport au trimestre précédent, mais nous avons actualisé les estimations liées à nos paramètres de manière à refléter les conditions du marché actuelles.

Nous sommes également exposés à un risque indirect lié aux polices d'assurance souscrites auprès d'assureurs spécialisés, en raison des actifs que nous détenons et des facilités de liquidités que nous fournissons. Les assureurs spécialisés fournissent de l'assurance cautionnement sur les actifs de tiers que nous détenons, tels que les obligations sur le marché municipal américain, les titres à enchères, les swaps de taux d'intérêt et les obligations du secteur de l'infrastructure publique. Dans de tels cas, nous bénéficions de la protection fournie par ce contrat. La valeur en capital/nominale de ces actifs s'élevait à 1 606 millions de dollars au 31 juillet 2010. La majorité de ces actifs sont détenus dans notre portefeuille de négociation, et les variations de la juste valeur sont reflétées au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation, tandis que la valeur implicite de l'assurance est reflétée dans la juste valeur de l'actif. Nous fournissons par ailleurs des facilités de liquidités de 297 millions de dollars à certains clients au titre de leurs programmes d'émissions d'obligations à l'égard desquels une assurance a été souscrite auprès d'un assureur spécialisé dans le cadre du programme, sur lesquelles une tranche de néant avait été prélevée au 31 juillet 2010.

Informations sur les titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 377 millions de dollars au 31 juillet 2010.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Aucun transfert important d'instruments dans les niveaux 1, 2 et 3 ni aucune sortie importante d'instruments de ces niveaux n'ont eu lieu ce trimestre, selon la hiérarchie de la juste valeur définie au chapitre 3862, intitulé « Instruments financiers – informations à fournir ».

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Conventions comptables critiques et estimations

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Les principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, ainsi qu'à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009. Nos conventions comptables critiques et nos estimations sont présentées en détail aux pages 67 à 70 de notre rapport annuel 2009.

Modification des conventions comptables et estimations

Nous n'avons adopté aucune nouvelle convention comptable importante au cours du trimestre.

Adoption future des Normes internationales d'information financière (IFRS)

Cette mise à jour doit être lue en parallèle avec l'analyse présentée aux pages 71 et 72 de notre rapport annuel 2009.

Nous avons terminé notre évaluation de l'étendue et de la complexité du passage aux IFRS et nous avons mis en œuvre le processus visant à modifier nos politiques, nos processus et nos systèmes, de manière à pouvoir présenter l'information financière consolidée selon les IFRS avec prise d'effet à l'exercice 2012 et à fournir des chiffres correspondants pour l'exercice 2011. Nous nous conformerons aux dispositions transitoires d'IFRS 1, *Première adoption des Normes internationales d'information financière*, qui décrit le cadre de la première adoption des IFRS et indique qu'en général, une entité doit appliquer les IFRS de manière rétrospective, et prévoit également certaines exceptions à l'égard de l'application rétrospective des IFRS dans les cas où cette application s'avérerait impraticable d'un point de vue opérationnel. Le passage aux IFRS ne devrait pas avoir une incidence importante sur nos processus et nos systèmes informatiques. Les principaux éléments mis en évidence à l'heure actuelle se limitent à la nécessité d'assurer le suivi des ajustements effectués aux termes des IFRS aux fins de la préparation des chiffres correspondants de l'exercice 2011 et la préparation ou la modification de rapports visant à faciliter la présentation d'informations supplémentaires par voie de note, comme l'exigent les IFRS. Nous évaluons actuellement l'incidence du contrôle

interne à l'égard de l'information financière à la lumière des modifications de conventions comptables visant les transactions et des modifications apportées aux obligations d'information.

Comme il est fait mention dans notre rapport annuel 2009, les éléments susceptibles d'avoir la plus grande incidence sur notre situation financière et sur notre capital comprennent la décomptabilisation et la consolidation du bilan, les regroupements d'entreprises et les écarts de conversion cumulatifs des devises. Nous avons déterminé que les différences les plus complexes découlant de l'adoption des IFRS ont trait à la décomptabilisation et à la consolidation.

En vertu des IFRS, la méthode utilisée aux fins de la décomptabilisation des actifs financiers diffère considérablement de celle utilisée aux termes des PCGR du Canada. En vertu des IFRS, nous devons tenir compte des risques et des avantages inhérents à la propriété et prêter une importance secondaire au contrôle des actifs transférés. En vertu des PCGR du Canada, une forme juridique axée sur la capacité à protéger les actifs contre la faillite s'applique. Nous n'avons pas encore terminé notre évaluation de l'incidence du passage au modèle de décomptabilisation préconisé dans les IFRS, mais selon nos conclusions préliminaires, le total de l'actif figurant au bilan sera plus élevé, en raison principalement de nos activités de vente de prêts hypothécaires dans le cadre du Programme Obligations hypothécaires du Canada et du processus d'adjudication de titres adossés à des créances hypothécaires assurées en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*.

En vertu des IFRS, la consolidation d'une entité est basée uniquement sur l'application du principe du contrôle, plutôt que sur le contrôle des voix ou sur les droits variables. Cette modification de convention fera en sorte que certaines entités qui n'étaient pas consolidées aux termes des PCGR du Canada le seront en vertu des IFRS, en raison de nos droits juridiques et contractuels de contrôle de l'entité, au sens des IFRS. Nous avons terminé notre évaluation initiale des structures existantes. Nous continuons de surveiller ces structures afin de mettre en évidence tout changement dans leurs activités commerciales et nous poursuivons notre évaluation des répercussions de la consolidation de nouvelles structures.

Notre plan aux fins du passage aux IFRS prévoit la tenue de séances de formation à l'intention des membres du personnel responsables du passage et de ceux qui sont responsables de la présentation de l'information financière sur une base continue. Notre plan prévoit également des communications régulières avec le comité de vérification du conseil d'administration, qui englobent un examen des progrès réalisés aux fins du passage aux IFRS, une analyse des répercussions possibles des dispositions transitoires et des répercussions permanentes sur les activités et un aperçu des faits nouveaux liés aux notes d'orientation concernant la comptabilité et la réglementation qui sont liées aux IFRS.

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 juillet 2010, la direction a évalué l'efficacité des contrôles et processus liés à la présentation de l'information, conformément aux

règles adoptées par la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef de l'administration et chef des finances. Au terme de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de l'administration et chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 juillet 2010.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2010, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Principales mesures du rendement

Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie

Nous utilisons le ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie ainsi que les ratios de capital réglementaire pour évaluer l'adéquation de nos fonds propres liés aux actions ordinaires. Ce ratio est conforme à un test de tension qu'utilise la Réserve fédérale américaine pour déterminer l'adéquation des fonds propres des banques américaines selon divers scénarios défavorables, mais nous effectuons notre calcul du capital-actions ordinaire de première catégorie selon l'approche préconisée dans l'accord de Bâle II, pour laquelle une analyse détaillée est fournie à la rubrique Gestion du capital de notre rapport annuel 2009. Nous sommes d'avis que le ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie constitue une mesure supplémentaire utile de l'adéquation de nos fonds propres. Ce ratio n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Le tableau suivant illustre le calcul de notre ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au		
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009
Capital de première catégorie	33 466 \$	33 427 \$	31 422 \$
Déduire : montant admissible au titre de la part des actionnaires sans contrôle dans les filiales – autres	355	353	353
Instruments de capital innovateurs de première catégorie (1)	3 341	3 999	4 113
Actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif (1)	4 810	4 811	4 812
Capital-actions ordinaire de première catégorie	24 960 \$	24 264 \$	22 144 \$
Actif ajusté en fonction des risques	258 766 \$	249 269 \$	243 009 \$
Ratio du capital-actions ordinaire de première catégorie	9,6 %	9,7 %	9,1 %

(1) Déduction faite des actions autodétenues.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de mesures, y compris le bénéfice net, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque, tant sur une base consolidée que par secteur, à titre de mesures du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque par secteur est considérée comme une mesure utile pour appuyer

les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources puisqu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement du capital de risque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2009.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Pour le trimestre terminé le							Pour le trimestre terminé le	
	31 juillet 2010							30 avril 2010	31 juillet 2009
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	749 \$	178 \$	150 \$	(89)\$	185 \$	38 \$	1 211 \$	1 264 \$	1 488 \$
Moyenne du capital de risque (2)	6 550 \$	950 \$	1 450 \$	3 100 \$	7 050 \$	700 \$	19 800 \$	19 450 \$	18 800 \$
Ajouter : Sous-attribution (surattribution) de capital	-	-	-	-	-	3 600	3 600	3 450	1 150
Écart d'acquisition et capital incorporel	2 000	2 600	150	3 650	1 000	700	10 100	9 950	10 450
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	8 550 \$	3 550 \$	1 600 \$	6 750 \$	8 050 \$	5 000 \$	33 500 \$	32 850 \$	30 400 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	34,7 %	19,9 %	37,0 %	(5,3) %	9,2 %	n.s.	14,3 %	15,8 %	19,4 %
Rendement du capital de risque	45,4 %	75,9 %	41,5 %	(11,5) %	10,5 %	n.s.	24,3 %	26,7 %	31,4 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1)	Pour la période de neuf mois terminée le							Pour la période de neuf mois terminée le
	31 juillet 2010							31 juillet 2009
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	2 230 \$	472 \$	369 \$	(199)\$	1 227 \$	(191)\$	3 908 \$	2 452 \$
Moyenne du capital de risque (2)	6 250 \$	1 000 \$	1 300 \$	2 950 \$	7 050 \$	700 \$	19 250 \$	18 800 \$
Ajouter : Sous-attribution (surattribution) de capital	-	-	-	-	-	3 650	3 650	(350)
Écart d'acquisition et capital incorporel	2 000	2 650	200	3 650	1 000	550	10 050	11 600
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	8 250 \$	3 650 \$	1 500 \$	6 600 \$	8 050 \$	4 900 \$	32 950 \$	30 050 \$
Ajouter : incidence de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	400
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, déduction faite de l'écart d'acquisition	8 250 \$	3 650 \$	1 500 \$	6 600 \$	8 050 \$	4 900 \$	32 950 \$	30 450 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	36,2 %	17,3 %	33,2 %	(4,0) %	20,4 %	n.s.	15,9 %	10,9 %
Ajouter : incidence de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	(4,3)%
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	36,2 %	17,3 %	33,2 %	(4,0) %	20,4 %	n.s.	15,9 %	15,2 %
Rendement du capital de risque	47,8 %	62,6 %	37,5 %	(9,1) %	23,3 %	n.s.	27,2 %	17,4 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et au capital incorporel ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement. Ces montants sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles, ainsi qu'au risque d'assurance. Se reporter à la rubrique Gestion du capital pour plus de détails à ce sujet.

(3) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué ou de capital économique.

n.s. : non significatif

Mesures hors PCGR

Résultats excluant la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition

Au deuxième trimestre de 2009, nous avons comptabilisé une charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition de 1 milliard de dollars avant et après impôts. Le tableau suivant illustre le rapprochement de nos résultats excluant cette charge pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009.

Selon nous, le fait de ne pas tenir compte de la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition constitue une mesure plus représentative des résultats tirés de l'exploitation courante des

activités, qui permettra au lecteur de mieux comprendre le point de vue de la direction en ce qui concerne notre performance. Ces mesures devraient également accroître la comparabilité de notre performance pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Ces mesures ne sont pas établies selon les PCGR, elles n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières.

	Pour la période de neuf mois terminée le		
	31 juillet 2009 (1)		
	Présenté	Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	Excluant la charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les montants par action)			
Bénéfice avant impôts	3 878 \$	1 000 \$	4 878 \$
Charge d'impôts	1 179	–	1 179
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	2 699 \$	1 000 \$	3 699 \$
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	78	–	78
Bénéfice net	2 621 \$	1 000 \$	3 621 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(169)	–	(169)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 452 \$	1 000 \$	3 452 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	1 393 641		1 393 641
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,76 \$	0,72 \$	2,48 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 406 404		1 406 404
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,74 \$	0,71 \$	2,45 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	30 050 \$		30 450 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (2)	10,9 %		15,2 %
Taux d'imposition effectif	30,4 %		24,2 %

(1) Au cours de 2009, nous avons reclassé certains titres dans les prêts, conformément aux modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*. Pour les neuf premiers mois de 2009, le reclassement a donné lieu à une augmentation du bénéfice net, dont le montant déclaré était de 2 564 millions de dollars, le portant à 2 621 millions; il a aussi donné lieu à une augmentation du bénéfice par action, du bénéfice dilué par action et du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 0,04 \$, de 0,04 \$ et de 20 points de base, respectivement. Pour obtenir des détails sur l'incidence, se reporter à la rubrique Chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* – reclassement de titres dans les prêts, à la page 62 de notre rapport annuel 2009.

(2) Basé sur les soldes réels avant arrondissement.

Opérations entre apparentés

Nos politiques et procédures liées aux opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2009. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 27 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilans consolidés (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2009 (1)
Actif				
Encaisse et montants à recevoir de banques	9 056 \$	8 757 \$	8 353 \$	7 966 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	11 421	8 888	8 923	8 647
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction	152 886	150 696	140 062	135 769
Titres disponibles à la vente	39 853	37 540	46 210	47 023
	192 739	188 236	186 272	182 792
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	68 200	52 804	41 580	43 652
Prêts				
Prêts de détail	218 294	213 241	205 224	198 999
Prêts de gros	73 693	72 940	78 927	81 140
	291 987	286 181	284 151	280 139
Provision pour pertes sur prêts	(3 068)	(3 112)	(3 188)	(2 987)
	288 919	283 069	280 963	277 152
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 701	7 669	9 024	9 155
Dérivés	96 436	78 066	92 173	101 086
Locaux et matériel — montant net	2 310	2 366	2 367	2 312
Écart d'acquisition	8 111	8 021	8 368	8 313
Autres actifs incorporels	2 021	1 861	2 033	2 038
Autres actifs	17 510	15 399	14 933	17 020
	134 089	113 382	128 898	139 924
	704 424 \$	655 136 \$	654 989 \$	660 133 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	159 783 \$	156 173 \$	152 328 \$	148 670 \$
Entreprises et gouvernements	240 357	224 418	220 772	224 081
Banques	18 835	17 249	25 204	31 957
	418 975	397 840	398 304	404 708
Autres				
Acceptations	7 701	7 669	9 024	9 155
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	46 706	46 560	41 359	40 701
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	44 818	41 630	35 150	30 423
Dérivés	100 003	77 859	84 390	91 963
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	10 139	9 450	8 922	8 255
Autres passifs	27 949	26 610	31 007	29 105
	237 316	209 778	209 852	209 602
Débitures subordonnées	6 661	5 813	6 461	6 486
Titres de fiducie de capital	744	1 398	1 395	1 395
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 215	2 243	2 071	2 135
Capitaux propres				
Actions privilégiées	4 813	4 813	4 813	4 813
Actions ordinaires (émises – 1 423 744 006; 1 423 423 740; 1 417 609 720; 1 412 234 729)	13 340	13 331	13 075	12 864
Surplus d'apport	232	228	246	238
Actions autodétenues — privilégiées (détenues – 79 500; 42 700; 64 600; 29 800)	(2)	(1)	(2)	(1)
— ordinaires (détenues – 1 545 674; 1 886 940; 2 126 699; 2 113 099)	(71)	(84)	(95)	(97)
Bénéfices non répartis	22 361	21 860	20 585	20 120
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(2 160)	(2 083)	(1 716)	(2 130)
	38 513	38 064	36 906	35 807
	704 424 \$	655 136 \$	654 989 \$	660 133 \$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été retraitées par suite de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

États consolidés des résultats (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010 (1)	31 juillet 2009 (1)	31 juillet 2010	31 juillet 2009 (1), (2)
Revenu d'intérêt					
Prêts	3 300 \$	3 250 \$	3 263 \$	9 894 \$	10 189 \$
Valeurs mobilières	1 190	1 175	1 367	3 584	4 670
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	128	98	170	319	805
Dépôts à des banques	14	13	19	37	148
	4 632	4 536	4 819	13 834	15 812
Frais d'intérêt					
Dépôts	1 225	1 216	1 424	3 658	5 474
Autres passifs	583	550	420	1 756	1 409
Débitures subordonnées	76	71	71	226	264
	1 884	1 837	1 915	5 640	7 147
Revenu net d'intérêt	2 748	2 699	2 904	8 194	8 665
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance, revenu de placement et honoraires	1 759	1 325	1 575	4 467	4 153
Revenus tirés des activités de négociation	(243)	592	1 149	1 000	1 874
Commissions de gestion de placements et de services de garde	448	432	392	1 320	1 195
Revenus tirés des fonds communs de placement	388	376	361	1 161	1 066
Commissions de courtage en valeurs mobilières	313	315	337	966	1 013
Frais bancaires	362	358	361	1 080	1 075
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	295	250	299	856	711
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	176	141	163	449	459
Revenus sur cartes	133	128	185	395	567
Commissions de crédit	158	139	151	470	397
Revenus tirés de la titrisation	214	147	179	558	992
(Perte nette) gain net sur les titres disponibles à la vente	(14)	(14)	(125)	49	(438)
Autres	90	79	(108)	163	(82)
Revenus autres que d'intérêt	4 079	4 268	4 919	12 934	12 982
Total des revenus	6 827	6 967	7 823	21 128	21 647
Dotations à la provision pour pertes sur créances	432	504	770	1 429	2 530
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 459	1 096	1 253	3 685	3 287
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	2 000	2 198	2 357	6 575	6 836
Matériel	252	243	262	743	790
Frais d'occupation	259	256	260	770	778
Communications	186	214	192	587	565
Honoraires	165	144	133	433	389
Impartition de services de traitement	69	79	75	220	229
Amortissement des autres actifs incorporels	123	122	113	365	339
Autres	323	316	363	882	1 026
	3 377	3 572	3 755	10 575	10 952
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	1 000
Bénéfice avant charge d'impôts	1 559	1 795	2 045	5 439	3 878
Impôts sur les bénéfices	257	443	449	1 265	1 179
Bénéfice net (perte nette) avant part des actionnaires sans contrôle	1 302	1 352	1 596	4 174	2 699
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	26	23	35	72	78
Bénéfice net (perte nette)	1 276 \$	1 329 \$	1 561 \$	4 102 \$	2 621 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(65)	(65)	(73)	(194)	(169)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 211 \$	1 264 \$	1 488 \$	3 908 \$	2 452 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 421 777	1 420 375	1 408 687	1 420 096	1 393 641
Bénéfice (perte) de base par action (en dollars)	0,85 \$	0,89 \$	1,06 \$	2,75 \$	1,76 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 434 379	1 434 232	1 422 810	1 433 591	1 406 404
Bénéfice (perte) dilué par action (en dollars)	0,84 \$	0,88 \$	1,05 \$	2,73 \$	1,74 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,50 \$	0,50 \$	0,50 \$	1,50 \$	1,50 \$

(1) Certaines données correspondantes des périodes précédentes ont été reclassées. Se reporter à la note 1.

(2) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été retraitées par suite de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

États consolidés du résultat étendu (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009 (1)
Résultat étendu					
Bénéfice net	1 276 \$	1 329 \$	1 561 \$	4 102 \$	2 621 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts					
Gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	131	168	603	307	353
Reclassement aux résultats de (gains) pertes sur les titres disponibles à la vente	(79)	(135)	74	(260)	196
Variation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente	52	33	677	47	549
Gains (pertes) de change non réalisés	414	(1 601)	(2 444)	(1 648)	(3 076)
Reclassement aux résultats de (gains) pertes de change	–	(2)	1	(2)	2
(Pertes) gains nets de change liés aux opérations de couverture	(353)	1 338	1 929	1 370	2 523
Écarts de conversion	61	(265)	(514)	(280)	(551)
(Pertes nettes) gains nets sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(222)	42	116	(234)	151
Reclassement aux résultats de pertes (gains) liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	32	8	(13)	23	(25)
Variation nette des couvertures des flux de trésorerie	(190)	50	103	(211)	126
Autres éléments du résultat étendu	(77)	(182)	266	(444)	124
Total du résultat étendu	1 199 \$	1 147 \$	1 827 \$	3 658 \$	2 745 \$

États consolidés de la variation des capitaux propres (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009 (1)	31 juillet 2010	31 juillet 2009 (1)
Actions privilégiées					
Solde au début	4 813 \$	4 813 \$	4 813 \$	4 813 \$	2 663 \$
Émises	–	–	–	–	2 150
Solde à la fin	4 813	4 813	4 813	4 813	4 813
Actions ordinaires					
Solde au début	13 331	13 267	12 730	13 075	10 384
Émises	9	64	134	265	2 480
Solde à la fin	13 340	13 331	12 864	13 340	12 864
Surplus d'apport					
Solde au début	228	233	239	246	242
Renonciation aux droits à la plus-value des actions	–	–	(2)	–	(5)
Attributions de rémunération à base d'actions	1	(3)	(3)	(9)	(11)
Autres	3	(2)	4	(5)	12
Solde à la fin	232	228	238	232	238
Actions autodétenues – actions privilégiées					
Solde au début	(1)	(1)	(2)	(2)	(5)
Ventes	1	2	3	5	10
Achats	(2)	(2)	(2)	(5)	(6)
Solde à la fin	(2)	(1)	(1)	(2)	(1)
Actions autodétenues – actions ordinaires					
Solde au début	(84)	(84)	(78)	(95)	(104)
Ventes	13	5	15	63	54
Achats	–	(5)	(34)	(39)	(47)
Solde à la fin	(71)	(84)	(97)	(71)	(97)
Bénéfices non répartis					
Solde au début	21 860	21 307	19 352	20 585	19 816
Ajustement transitoire – instruments financiers	–	–	–	–	66
Bénéfice net	1 276	1 329	1 561	4 102	2 621
Dividendes sur actions privilégiées	(65)	(65)	(73)	(194)	(169)
Dividendes sur actions ordinaires	(710)	(711)	(705)	(2 131)	(2 111)
Frais d'émission et autres	–	–	(15)	(1)	(103)
Solde à la fin	22 361	21 860	20 120	22 361	20 120
Cumul des autres éléments du résultat étendu					
Ajustement transitoire – instruments financiers	59	59	59	59	59
Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(29)	(81)	(519)	(29)	(519)
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture	(1 654)	(1 715)	(1 353)	(1 654)	(1 353)
Gains et pertes sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(536)	(346)	(317)	(536)	(317)
Solde à la fin	(2 160)	(2 083)	(2 130)	(2 160)	(2 130)
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	20 201	19 777	17 990	20 201	17 990
Capitaux propres à la fin	38 513 \$	38 064 \$	35 807 \$	38 513 \$	35 807 \$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été retraitées par suite de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

États consolidés des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009 (1)	31 juillet 2010	31 juillet 2009 (1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	1 276 \$	1 329 \$	1 561 \$	4 102 \$	2 621 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotation à la provision pour pertes sur créances	432	504	770	1 429	2 530
Amortissement	102	97	101	298	294
Impôts futurs	113	(99)	216	143	(270)
Perte de valeur de l'écart d'acquisition et amortissement des autres actifs incorporels	123	122	113	365	1 339
Perte (gain) à la vente de locaux et de matériel	23	27	–	64	(7)
Gain sur la titrisation	(47)	(16)	(71)	(96)	(897)
(Gain) perte sur les titres disponibles à la vente	(50)	(52)	5	(260)	63
Réduction de valeur de titres disponibles à la vente	64	66	121	208	373
Variations de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	689	153	253	1 217	870
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(54)	383	(32)	(34)	3
Impôts exigibles	(913)	611	1 740	(2 179)	3 409
Actifs dérivés	(18 370)	7 762	22 173	(4 263)	35 048
Passifs dérivés	22 144	(3 387)	(18 321)	15 613	(36 742)
Titres détenus à des fins de transaction	(1 143)	(3 415)	(7 753)	(8 573)	(8 228)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(1 117)	(521)	(553)	(1 376)	3 110
Autres	265	573	(548)	(96)	(837)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	3 537	4 137	(225)	6 562	2 679
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(2 533)	(1 624)	2 650	(2 498)	11 394
Variation des prêts, déduction faite de la titrisation	(11 938)	(4 864)	(2 809)	(20 943)	(10 194)
Produit de la titrisation	3 340	1 018	3 379	6 008	19 920
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	3 314	1 949	2 281	10 084	9 838
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	7 857	10 163	6 278	27 277	13 415
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(11 355)	(6 919)	(8 528)	(29 557)	(26 524)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et de logiciels	(301)	(181)	(46)	(654)	(432)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et des titres empruntés	(15 396)	(3 219)	(1 362)	(26 620)	1 166
Encaisse affectée aux acquisitions, montant net	(78)	–	–	(80)	(27)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(27 090)	(3 677)	1 843	(36 983)	18 556
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	21 135	3 145	(7 119)	20 671	(34 338)
Rachat de titres de fiducie de capital (RBC TruCS)	(650)	–	–	(650)	–
Émission de débentures subordonnées	1 500	–	–	1 500	–
Remboursement de débentures subordonnées	(805)	–	(1 000)	(1 305)	(1 659)
Émission d'actions privilégiées	–	–	–	–	2 150
Émission d'actions ordinaires	8	58	46	94	2 373
Actions autodétenues – ventes	14	7	18	68	64
Actions autodétenues – achats	(2)	(7)	(36)	(44)	(53)
Dividendes versés	(775)	(774)	(677)	(2 159)	(2 100)
Frais d'émission	–	–	–	–	(77)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	(47)	(46)	(1)	(93)	(3)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	3 188	(941)	1 552	9 668	(1 630)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	146	(2 273)	5 161	5 347	13 194
Variation des emprunts à court terme des filiales	93	(230)	(625)	(1 822)	(1 993)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	23 805	(1 061)	(2 681)	31 275	(24 072)
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	47	(177)	(313)	(151)	(283)
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	299	(778)	(1 376)	703	(3 120)
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	8 757	9 535	9 342	8 353	11 086
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	9 056 \$	8 757 \$	7 966 \$	9 056 \$	7 966 \$
Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant la période	1 889 \$	1 601 \$	2 203 \$	5 869 \$	7 981 \$
Impôts sur les bénéfices payés (recouvrés) durant la période	798 \$	1 040 \$	(88) \$	4 355 \$	(300) \$

(1) Les données correspondantes des périodes précédentes ont été retraitées par suite de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Notes complémentaires (non vérifié) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2009 (états financiers consolidés annuels de 2009). En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels; par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de 2009 et les notes complémentaires figurant aux pages 86 à 152 du rapport annuel 2009. Selon la direction, tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle des résultats des périodes visées ont été apportés. Sauf indication contraire, ces ajustements se composent uniquement d'ajustements récurrents habituels. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Note 1 : Principales conventions comptables**Principales modifications comptables**

Aucune modification des principales conventions comptables n'a pris effet en ce qui nous concerne ce trimestre.

Changement dans la présentation des états financiers

Au cours du trimestre, nous avons reclassé l'incidence de certains instruments financiers détenus par les Services de soutien généraux à des fins de financement sur l'état des résultats afin de mieux refléter l'intention de la direction quant à ces instruments. Le tableau suivant présente l'augmentation (la diminution) des postes touchés par le reclassement :

	Pour le trimestre terminé le		Pour les neuf mois terminés le
	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2009
Revenu d'intérêt – prêts	– \$	4 \$	35 \$
Revenus autres que d'intérêt – revenus tirés des activités de négociation	199	122	113
Revenus autres que d'intérêt – autres	(199)	(126)	(148)

Modifications comptables futures

Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés, participations ne donnant pas le contrôle et option de remboursement anticipé incorporée dans un titre – modifications au chapitre 3855, intitulé « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation ».

En 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582 du *Manuel*, intitulé *Regroupements d'entreprises*, le chapitre 1601, intitulé *États financiers consolidés*, ainsi que le chapitre 1602, intitulé *Participations ne donnant pas le contrôle*. Il a aussi fourni, dans le chapitre 3855, des précisions à l'égard de l'option de remboursement anticipé incorporée dans un titre. Ces nouvelles normes seront applicables à compter du 1^{er} novembre 2011 en ce qui nous concerne. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour des renseignements plus détaillés à ce sujet.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

L'ICCA a annoncé que les PCGR du Canada qui s'appliquent aux sociétés ayant une obligation publique de rendre des comptes seront remplacés par les IFRS sur une période de transition qui devrait s'étendre jusqu'en 2011. Nous commencerons à publier nos états financiers conformément aux IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers**Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur**

Le tableau suivant présente des renseignements sur les prêts et les créances désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, le risque maximal de crédit, le degré d'atténuation du risque par les

dérivés de crédit et les instruments semblables, ainsi que les variations de la juste valeur de ces actifs. Se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour de plus amples renseignements sur la méthode d'évaluation des variations de la juste valeur attribuables aux modifications du risque de crédit.

	31 juillet 2010						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2009 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2009	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	5 299 \$	5 299 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	44 430	44 430	–	–	–	–	–
Prêts de gros	2 758	2 758	(46)	(240)	348	(3)	(1)
Total	52 487 \$	52 487 \$	(46)\$	(240)\$	348 \$	(3)\$	(1)\$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

	31 juillet 2009						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variation de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2008 attribuable aux modifications du risque de crédit	Variation cumulative de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuable aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variation de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2008	Variation cumulative de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction							
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	2 852 \$	2 852 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	16 648	16 648	–	–	–	–	–
Prêts de gros	3 277	3 277	26	(61)	690	(43)	13
Total	22 777 \$	22 777 \$	26 \$	(61)\$	690 \$	(43)\$	13 \$

(1) La variation cumulative est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable. Se reporter à la note 2 de nos états financiers consolidés

annuels de 2009 pour de plus amples renseignements sur les méthodes d'évaluation de ces passifs et sur les variations de la juste valeur attribuables aux modifications de nos écarts de taux.

	31 juillet 2010				
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2009 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	3 157 \$	3 157 \$	– \$	(15)\$	(21)\$
Entreprises et gouvernements (2)	55 247	55 296	49	(54)	(111)
Banques (3)	9 181	9 181	–	–	(1)
Total des dépôts à terme	67 585 \$	67 634 \$	49 \$	(69)\$	(133)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	30 788	30 786	(2)	–	–
Autres passifs	138	138	–	–	–
Débitures subordonnées	119	115	(4)	(3)	(15)
Total	98 630 \$	98 673 \$	43 \$	(72)\$	(148)\$

(1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

	31 juillet 2009				
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2008 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variation cumulative de la juste valeur attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC (1)
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	2 435 \$	2 423 \$	(12)\$	33 \$	(14)\$
Entreprises et gouvernements (2)	40 723	40 796	73	451	(112)
Banques (3)	13 380	13 379	(1)	2	(2)
Total des dépôts à terme	56 538 \$	56 598 \$	60 \$	486 \$	(128)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	16 847	16 847	–	–	–
Débitures subordonnées	114	100	(14)	29	(19)
Total	73 499 \$	73 545 \$	46 \$	515 \$	(147)\$

(1) La variation cumulative attribuable aux modifications de nos écarts de taux est évaluée à partir du 1^{er} novembre 2006 ou à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction, selon la plus rapprochée de ces deux dates.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

Gains et pertes non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale

Les gains et les pertes non réalisés au moment de la comptabilisation initiale des instruments financiers constituent la différence entre le prix de transaction et la juste valeur de l'instrument à la date de transaction. Le tableau suivant illustre les ajustements apportés au montant global des gains non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale des instruments financiers. Les gains non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale proviennent principalement des obligations structurées liées à des titres de participation et à des taux d'intérêt.

	Pour le trimestre terminé le		
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009
Gains non réalisés reportés qui ne sont pas encore comptabilisés dans le résultat net, au début	43 \$	45 \$	55 \$
Ajouter : gains (pertes) non réalisés reportés survenus au cours de la période	8	(1)	(2)
Déduire : gains reportés reclassés au résultat net au cours de la période	1	1	2
Gains non réalisés reportés, à la fin	50 \$	43 \$	51 \$

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)**Reclassement d'instruments financiers**

Le tableau suivant présente des données sur certains titres détenus à des fins de transaction qui ont été reclassés dans les titres disponibles à la

vente le 1^{er} août 2008, conformément aux modifications apportées par l'ICCA aux chapitres 3855, 3861 et 3862. Se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour obtenir les détails.

	Au		Trimestre terminé le		Trimestre terminé le		Trimestre terminé le	
	31 juillet 2010	31 octobre 2009	31 juillet 2010		30 avril 2010		31 juillet 2009	
	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Total de la valeur comptable et de la juste valeur	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (2)	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (2)	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (2)
Actifs financiers								
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 146 \$	1 904 \$	(2)\$	4 \$	43 \$	(16)\$	25 \$	12 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	100	500	(3)	8	43	(13)	90	4
Titres adossés à des actifs	778	1 007	(7)	4	(1)	1	6	6
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	411	641	37	–	(11)	3	4	3
	2 435 \$	4 052 \$	25 \$	16 \$	74 \$	(25)\$	125 \$	25 \$

- (1) Ce montant représente la variation de la juste valeur des titres que nous détenions à la fin de la période et comprend tout prélèvement de capital ou rachat de ces titres.
 (2) Le montant total comprend un gain net de 9 millions de dollars relativement aux titres et aux créances rachetés ou vendus au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2010 (perte nette de 12 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2010; gain net de 5 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009).

	Neuf mois terminés le 31 juillet 2010		Neuf mois terminés le 31 juillet 2009	
	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (2)	Variation de la juste valeur au cours de la période (1)	Revenu d'intérêt/gains (pertes) comptabilisés dans le résultat net au cours de la période (2)
Actifs financiers				
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	58 \$	(8)\$	16 \$	53 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	48	10	76	17
Titres adossés à des actifs	(8)	9	43	24
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	32	5	(6)	14
	130 \$	16 \$	129 \$	108 \$

- (1) Ce montant représente la variation de la juste valeur des titres que nous détenions à la fin de la période et comprend tout prélèvement de capital ou rachat de ces titres.
 (2) Le montant total comprend un gain net de 3 millions de dollars relativement aux titres et aux créances rachetés ou vendus au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010 (perte nette de 30 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009).

Note 3 : Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente

Le tableau suivant présente les gains et pertes non réalisés bruts sur les titres disponibles à la vente (1), (2).

	Au				Au			
	31 juillet 2010		31 octobre 2009		31 juillet 2010		31 octobre 2009	
	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Juste valeur
Créances du gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	12 606 \$	350 \$	– \$	12 956 \$	11 764 \$	404 \$	(7)\$	12 161 \$
Provinces et municipalités	1 446	34	–	1 480	1 104	31	(1)	1 134
Créances du gouvernement fédéral, d'États, de municipalités et d'organismes américains	4 272	66	(59)	4 279	5 781	129	(117)	5 793
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE	4 577	17	(11)	4 583	3 517	18	(1)	3 534
Titres adossés à des créances hypothécaires	1 229	20	(95)	1 154	2 057	24	(229)	1 852
Titres adossés à des actifs								
TGC	223	10	(19)	214	234	11	(24)	222
Titres autres que des TGC	3 037	24	(123)	2 938	4 282	67	(143)	4 205
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	10 268	229	(264)	10 233	14 718	382	(389)	14 711
Titres de participation	1 788	27	(18)	1 797	2 437	45	(70)	2 412
Titres de substitut de prêt	256	–	(37)	219	256	–	(70)	186
	39 702 \$	777 \$	(626)\$	39 853 \$	46 150 \$	1 111 \$	(1 051)\$	46 210 \$

- (1) Comprend des titres détenus jusqu'à l'échéance d'un montant de 283 millions de dollars (156 millions au 31 octobre 2009).
 (2) La plupart des prêts hypothécaires relatifs à nos titres adossés à des créances hypothécaires sont résidentiels. Le coût après amortissement, les gains bruts non réalisés, les pertes brutes non réalisées et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se sont chiffrés à 165 millions de dollars, à 3 millions, à (1) million et à 167 millions, respectivement, au 31 juillet 2010 (224 millions, 1 million, (1) millions et 213 millions au 31 octobre 2009).

Les titres disponibles à la vente et les titres détenus jusqu'à l'échéance font l'objet de tests de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons une méthode particulière et constante pour évaluer la probabilité de recouvrer le coût après amortissement du titre. Lorsque nous déterminons qu'un titre a subi une perte de valeur durable, le titre est réduit à sa juste valeur, et la perte non réalisée est reclassée du cumul des autres éléments du résultat étendu au résultat net. Se reporter aux notes 1 et 3 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour une description des conventions et méthodes comptables que nous utilisons pour évaluer les pertes de valeur durables des titres.

Le total du coût après amortissement relatif au portefeuille de titres disponibles à la vente a diminué de 6 448 millions de dollars au cours de la

période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010. Cette diminution est principalement attribuable à la réduction du nombre de certains titres, y compris des certificats de dépôt, des titres adossés à des créances hypothécaires d'agences aux États-Unis et des billets, ainsi qu'à la vente d'actions ordinaires de banques canadiennes et de titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence aux États-Unis, afin de rééquilibrer le portefeuille et les risques. Les gains bruts non réalisés ont diminué de 334 millions de dollars pour s'établir à 777 millions au cours de la même période, car des gains ont été réalisés à la vente de certains titres adossés à des prêts aux étudiants inclus dans les titres adossés à des actifs, ainsi qu'à la vente d'instruments hybrides et de certificats de dépôt compris dans les titres d'emprunt de sociétés et autres créances. Les pertes brutes non réalisées ont également diminué de 425 millions de dollars pour

Note 3 : Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente (suite)

s'établir à 626 millions au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, résultat qui reflète essentiellement l'amélioration des prix des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain et des titres à enchères, ainsi que la vente de certains titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain.

Selon notre évaluation, la direction est d'avis que les pertes non réalisées au 31 juillet 2010 sur les titres disponibles à la vente sont de nature temporaire et elle a l'intention de détenir ces titres jusqu'au recouvrement de leur juste valeur ou jusqu'à ce que les titres soient rachetés ou arrivent à échéance. Nous avons également déterminé que nos placements détenus jusqu'à l'échéance n'avaient subi aucune perte de valeur au 31 juillet 2010.

Gains nets/pertes nettes sur les titres disponibles à la vente

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2010, des pertes nettes de 14 millions de dollars liées aux titres disponibles à la vente ont été constatées en résultat net (pertes nettes de 14 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2010; pertes de 126 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009). Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010, les pertes comprenaient un montant de 60 millions de dollars constaté en résultat net en raison de la perte de valeur durable qui s'explique surtout par les portefeuilles de billets privilégiés de fiducie et de titres de sociétés fermées, ainsi que des réductions de valeur qui s'expliquent par l'intention de la direction de vendre des titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain (perte de 67 millions pour

le trimestre terminé le 30 avril 2010; perte de 121 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009), contrebalancé par des gains nets réalisés de 46 millions principalement liés à la vente de certaines obligations du gouvernement du Canada et de certains titres à enchères ainsi qu'aux distributions de certains placements privés (gain de 53 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2010; perte de 5 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009).

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, des gains nets de 52 millions de dollars liés aux titres disponibles à la vente ont été constatés en résultat net (perte nette de 436 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009). Le gain net du trimestre considéré comprenait i) des gains nets réalisés de 257 millions de dollars principalement liés à la vente de titres garantis par une agence sur le marché américain, d'actions ordinaires, de titres adossés à des créances hypothécaires américains non garantis par une agence sur le marché américain et de titres à enchères adossés à des prêts aux étudiants (perte de 63 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009) et ii) des pertes de 205 millions constatées en résultat net principalement en raison de la perte de valeur durable de certains billets privilégiés de fiducie, de certaines actions de sociétés fermées, d'actions ordinaires et de titres de gouvernements de pays non membres de l'OCDE, ainsi que des réductions de valeur qui s'expliquent par l'intention de la direction de vendre certains titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence sur le marché américain (perte de 373 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009).

Note 4 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux

	Au						31 octobre 2009
	31 juillet 2010					Solde à la fin	
	Solde au début	Radiations	Recouvrements	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Autres ajustements (1)		Solde à la fin
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	65 \$	(11)\$	1 \$	7 \$	3 \$	65 \$	54 \$
Prêts aux particuliers	192	(168)	23	153	(6)	194	197
Prêts sur cartes de crédit	-	(115)	17	98	-	-	-
Prêts aux petites entreprises (2)	23	(13)	2	8	-	20	22
	280 \$	(307)\$	43 \$	266 \$	(3)\$	279 \$	273 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3)	919 \$	(256)\$	24 \$	171 \$	14 \$	872 \$	976 \$
États souverains (4)	9	-	-	-	-	9	10
Banques (5)	33	-	-	-	1	34	20
	961 \$	(256)\$	24 \$	171 \$	15 \$	915 \$	1 006 \$
Provisions spécifiques	1 241 \$	(563)\$	67 \$	437 \$	12 \$	1 194 \$	1 279 \$
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	68 \$	- \$	- \$	6 \$	1 \$	75 \$	50 \$
Prêts aux particuliers	662	-	-	4	3	669	671
Prêts sur cartes de crédit	332	-	-	1	-	333	327
Prêts aux petites entreprises (2)	60	-	-	-	-	60	47
	1 122 \$	- \$	- \$	11 \$	4 \$	1 137 \$	1 095 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3)	749 \$	- \$	- \$	(16)\$	4 \$	737 \$	814 \$
États souverains (4)	-	-	-	-	-	-	-
Banques (5)	-	-	-	-	-	-	-
	749 \$	- \$	- \$	(16)\$	4 \$	737 \$	814 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres (6)	111 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	111 \$	114 \$
Provision générale (6)	1 982 \$	- \$	- \$	(5)\$	8 \$	1 985 \$	2 023 \$
Total de la provision pour pertes sur créances	3 223 \$	(563)\$	67 \$	432 \$	20 \$	3 179 \$	3 302 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres (7)	(111)	-	-	-	-	(111)	(114)
Total de la provision pour pertes sur prêts	3 112 \$	(563)\$	67 \$	432 \$	20 \$	3 068 \$	3 188 \$

(1) Représente principalement l'incidence de la conversion de la provision pour pertes sur prêts libellée en devises.

(2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.

(3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend une dotation aux provisions minimale (provision minimale au 31 octobre 2009) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevées par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.

(4) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.

(5) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(6) Comprend un montant de 111 millions de dollars lié aux engagements hors bilan et autres (114 millions au 31 octobre 2009).

(7) La provision pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

Note 4 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux (suite)

Un prêt est considéré comme en souffrance lorsque la contrepartie n'a pas effectué de paiement à la date d'échéance contractuelle. Le tableau suivant présente la valeur comptable des prêts en souffrance qui ne sont pas classés à titre de prêts douteux puisqu'ils sont i) en souffrance depuis moins

de 90 jours ou ii) entièrement garantis et qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement. Les soldes de cartes de crédit sont radiés lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours.

Prêts en souffrance mais non douteux

	Au 31 juillet 2010				Au 31 octobre 2009			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	2 653 \$	1 197 \$	201 \$	4 051 \$	2 841 \$	1 359 \$	323 \$	4 523 \$
Prêts de gros	1 392	592	77	2 061	1 313	563	36	1 912
Total	4 045 \$	1 789 \$	278 \$	6 112 \$	4 154 \$	1 922 \$	359 \$	6 435 \$

Prêts douteux (1)

	Au 31 juillet 2010			Au 31 octobre 2009
	Montant brut	Provisions spécifiques	Montant net	Montant net
Prêts de détail				
Prêts hypothécaires résidentiels	745 \$	(65)\$	680 \$	587 \$
Prêts aux particuliers	397	(194)	203	212
Prêts aux petites entreprises (2)	49	(20)	29	37
	1 191 \$	(279)\$	912 \$	836 \$
Prêts de gros				
Prêts aux entreprises (3)	3 786 \$	(872)\$	2 914 \$	3 300 \$
États souverains (4)	9	(9)	–	–
Banques (5)	34	(34)	–	42
	3 829 \$	(915)\$	2 914 \$	3 342 \$
Total	5 020 \$	(1 194)\$	3 826 \$	4 178 \$

- (1) Le solde moyen des prêts douteux bruts pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010 s'est élevé à 5 170 millions de dollars (5 074 millions au 31 octobre 2009).
- (2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.
- (3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend des prêts douteux d'un montant brut de 59 millions de dollars (65 millions au 31 octobre 2009) et d'un montant net de 57 millions (63 millions au 31 octobre 2009) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidités prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.
- (4) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.
- (5) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2010, les actifs acquis à l'égard des prêts douteux se sont établis à 78 millions de dollars (121 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2009). La réduction connexe de la

provision pour pertes sur créances s'est établie à 72 millions de dollars (107 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2009).

Note 5 : Titrisations**Activités de titrisation pour le trimestre terminé le**

	31 juillet 2010			30 avril 2010 (1)		31 juillet 2009 (1)	
	Prêts sur cartes de crédit (2), (3)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (3), (4), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (6)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (3), (4), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (6)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (3), (4), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (6)
Prêts titrisés et vendus (7)	1 283 \$	1 883 \$	185 \$	869 \$	164 \$	3 372 \$	40 \$
Produit net en espèces reçu	1 225	1 869	188	852	166	3 322	42
Titres adossés à des actifs acquis	58	–	–	–	–	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	9	49	–	31	–	118	–
Gain (perte) à la vente avant impôts, déduction faite des activités de couverture	9	19	3	14	2	66	2

- (1) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période.
- (2) En ce qui a trait à la titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2010, le produit net en espèces reçu correspond à un produit brut en espèces de 1 283 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'achat de billets émis par la Fiducie dont la valeur en capital s'élève à 58 millions.
- (3) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux opérations titrisées, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.
- (4) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours du trimestre par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 31 juillet 2010 totalisaient 2 745 millions de dollars (2 069 millions au 30 avril 2010; 2 093 millions au 31 juillet 2009). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.
- (5) Le gain (la perte) à la vente avant impôts reflète les résultats de (16) millions de dollars liés à nos activités de couverture économique (néant au 30 avril 2010; (2) millions au 31 juillet 2009).
- (6) Les prêts hypothécaires résidentiels américains titrisés et cédés comprennent des créances hypothécaires assurées et non assurées. Nous avons constaté des montants nominaux liés aux droits de gestion à l'égard des prêts titrisés au cours de la période. Nous n'avons conservé aucun de ces titres.
- (7) Comprend des prêts hypothécaires résidentiels canadiens titrisés au cours de la période et des périodes précédentes.

Note 5 : Titrations (suite)**Activités de titrisation pour la période de neuf mois terminée le**

	31 juillet 2010			31 juillet 2009 (1)	
	Prêts sur cartes de crédit (2), (3)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (3), (4), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (6)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (3), (4), (5)	Prêts hypothécaires résidentiels américains (6)
Prêts titrisés et vendus (7)	1 283 \$	4 286 \$	485 \$	19 621 \$	452 \$
Produit net en espèces reçu	1 225	4 236	489	19 449	455
Titres adossés à des actifs acquis	58	–	–	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	9	133	–	1 065	–
Gain à la vente avant impôts, déduction faite des activités de couverture	9	61	4	735	3

- (1) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période.
- (2) En ce qui a trait à la titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, le produit net en espèces reçu correspond à un produit brut en espèces de 1 283 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'achat de billets émis par la Fiducie dont la valeur en capital s'élève à 58 millions.
- (3) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux opérations titrisées, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.
- (4) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours de la période de neuf mois par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 31 juillet 2010 totalisaient 7 126 millions de dollars (5 214 millions au 31 juillet 2009). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.
- (5) Le gain (la perte) à la vente avant impôts reflète les résultats de (22) millions de dollars liés à nos activités de couverture économique [(158) millions au 31 juillet 2009].
- (6) Les prêts hypothécaires résidentiels américains titrisés et cédés comprennent des créances hypothécaires assurées et non assurées. Nous avons constaté des montants nominaux liés aux droits de gestion à l'égard des prêts titrisés au cours de la période. Nous n'avons conservé aucun de ces titres.
- (7) Comprend des prêts hypothécaires résidentiels canadiens titrisés au cours de la période et des périodes précédentes.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date des activités de titrisation du trimestre terminé le 31 juillet 2010.

Hypothèses clés (1), (2)

	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables par anticipation (en années)	0,25	3,20
Taux de remboursement	38,00 %	20,79 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	4,66	0,99
Taux d'actualisation	10,50 %	0,61 %-2,45 %

- (1) Tous les taux sont annualisés.
- (2) La présente analyse ne s'applique pas aux titrisations de prêts hypothécaires résidentiels américains car nous n'avons conservé aucun droit lié aux marges excédentaires futures relativement à ces opérations de titrisation.

Note 6 : Instruments dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

	Au 31 juillet 2010 (1)				Au 31 octobre 2009 (1)			
	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (2)	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (2)
	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net		Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	
Actifs								
Instruments dérivés	755 \$	1 788 \$	259 \$	93 634 \$	1 130 \$	2 107 \$	139 \$	88 797 \$
Passifs								
Instruments dérivés	1 062 \$	49 \$	199 \$	98 693 \$	1 493 \$	82 \$	327 \$	82 488 \$
Instruments non dérivés	–	934	7 030	s.o.	–	278	5 233	s.o.

- (1) Tous les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, et tous les instruments non dérivés sont comptabilisés au coût après amortissement.
 - (2) Les passifs dérivés comprennent des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 243 millions de dollars et des régimes 401(k) de 2 millions (257 millions et 3 millions, respectivement, au 31 octobre 2009).
- s.o. Sans objet.

Note 6 : Instruments dérivés et activités de couverture (suite)**Résultats des activités de couverture comptabilisées en résultat net et dans les autres éléments du résultat étendu**

	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010			Pour le trimestre terminé le 30 avril 2010			Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les Autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les Autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les Autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur									
Tranche inefficace	(4)\$	s.o.	s.o.	(1)\$	s.o.	s.o.	(4)\$	s.o.	s.o.
Couvertures des flux de trésorerie									
Tranche inefficace	(7)	s.o.	s.o.	(11)	s.o.	s.o.	5	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(222)	s.o.	s.o.	42	s.o.	s.o.	116
Reclassées dans les résultats au cours de la période (1)	s.o.	(46)	s.o.	s.o.	(12)	s.o.	s.o.	19	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
Gains (pertes) de change	s.o.	s.o.	414	s.o.	s.o.	(1 601)	s.o.	s.o.	(2 444)
(Pertes) gains liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(353)	s.o.	s.o.	1 338	s.o.	s.o.	1 929
	(11)\$	(46)\$	(161)\$	(12)\$	(12)\$	(221)\$	1 \$	19 \$	(399)\$

(1) Des pertes après impôts de 32 millions de dollars ont été reclassées du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010 (pertes de 8 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2010; gains de 13 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009).
s.o. Sans objet.

	Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010			Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 (1)		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les Autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les Autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur						
Tranche inefficace	(8)\$	s.o.	s.o.	(2)\$	s.o.	s.o.
Couvertures des flux de trésorerie						
Tranche inefficace	(13)	s.o.	s.o.	15	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(234)	s.o.	s.o.	151
Reclassées dans les résultats au cours de la période (2)	s.o.	(33)	s.o.	s.o.	36	s.o.
Couvertures de l'investissement net						
Pertes de change	s.o.	s.o.	(1 648)	s.o.	s.o.	(3 076)
Gains liés aux couvertures	s.o.	s.o.	1 370	s.o.	s.o.	2 523
	(21)\$	(33)\$	(512)\$	13 \$	36 \$	(402)\$

(1) Certains montants ont été retraités en raison de l'incidence de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.
(2) Des pertes après impôts de 23 millions de dollars ont été reclassées du cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010 (gains de 25 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009).
s.o. Sans objet.

Juste valeur des instruments dérivés selon la durée jusqu'à l'échéance

	Au				Total	
	31 juillet 2010					31 octobre 2009
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total		
Actifs dérivés (1)	20 662 \$	36 147 \$	39 627 \$	96 436 \$	92 173 \$	
Passifs dérivés (2)	22 130	39 319	38 554	100 003	84 390	

(1) Tient compte d'ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit, qui ont été déterminés pour certains instruments précis et collectivement. Les actifs dérivés dans le tableau ci-dessus et dans nos bilans consolidés excluent les dépôts de garantie obligatoires de 326 millions de dollars qui sont inclus dans les autres actifs (67 millions au 31 octobre 2009).
(2) Comprend des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques de 243 millions de dollars et des régimes 401(k) de 2 millions (257 millions et 3 millions, respectivement, au 31 octobre 2009).

Note 7 : Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)**Programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales**

En 2010, nous avons vendu des obligations municipales à des programmes d'obligations encaissables par anticipation. Chaque programme est constitué d'une fiducie de transfert ou de rehaussement de crédit et d'une fiducie d'obligations encaissables par anticipation. Certaines obligations municipales vendues au programme d'obligations encaissables par anticipation sont soutenues par des lettres de crédit que nous avons émises, et toutes les obligations municipales sont financées par l'émission de certificats à taux variable à l'intention de tiers investisseurs à court terme et d'un certificat résiduel à notre intention. Nous procurons une facilité de liquidités à chaque programme d'obligations encaissables par anticipation aux fins d'achat des certificats à taux variables qui ont été encaissés mais non revendus. Tant les fiducies de transfert ou de rehaussement de crédit que celles d'obligations encaissables par anticipation sont des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Nous consolidons ces fiducies car

nous assumons la majorité de leurs pertes prévues. Le total de l'actif des programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des obligations municipales que nous avons consolidés en 2010 et qui soutiennent les obligations de ces programmes consolidés s'établissait à 664 millions de dollars au 31 juillet 2010 et est classé dans les titres disponibles à la vente de nos bilans consolidés.

Fonds de placement

En contrepartie de commissions, en 2010, nous avons conclu un dérivé sur actions avec un fonds de placement. Ce dérivé offre aux investisseurs du fonds de placement le degré de risque souhaité lié à un autre fonds. Nous couvrons notre risque lié à ce produit dérivé en investissant dans un autre fonds, que nous consolidons cette année car nous assumons la majorité des pertes prévues du fonds. Au 31 juillet 2010, le total de l'actif du fonds que nous avons consolidé dans le poste Titres détenus à des fins de transaction de notre bilan consolidé se chiffrait à 320 millions de dollars.

Note 8 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons divers régimes d'avantages sociaux, en vertu desquels les employés admissibles ont droit à des prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les charges au titre de ces régimes sont présentées dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Charge au titre des prestations constituées	82 \$	90 \$	64 \$	267 \$	205 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi	29	22	26	73	75

Note 9 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Débetures subordonnées**

Le 15 juin 2010, RBC a émis des débetures subordonnées de 1 500 millions de dollars par l'intermédiaire de son programme canadien de billets à moyen terme. Les billets portent intérêt à un taux fixe de 4,35 % par année jusqu'au 15 juin 2015 et au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 1,41 % par la suite, jusqu'à leur date d'échéance, soit le 15 juin 2020.

Le 24 juin 2010, nous avons racheté la totalité des débetures subordonnées à 3,7 % de 800 millions de dollars échéant le 24 juin 2015 en circulation, pour le montant total du capital plus les intérêts courus à la date de rachat.

Titres de fiducie de capital

Le 30 juin 2010, Fiducie de capital RBC, une fiducie à capital fixe établie par RBC, a racheté la totalité de ses titres de fiducie de capital de série 2010 émis et en circulation (RBC TruCS de série 2010) pour une contrepartie en espèces, à un prix de rachat de 1 000 \$ la part, pour un montant total de 650 millions de dollars.

Actions ordinaires émises

	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010		Pour le trimestre terminé le 30 avril 2010		Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Régime de réinvestissement de dividendes (1)	–	– \$	–	– \$	1 988	83 \$
Options sur actions levées (2)	320	9	1 982	64	1 854	51
	320	9 \$	1 982	64 \$	3 842	134 \$

	Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2010		Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
À des fins commerciales générales	–	– \$	65 263	2 301 \$
Régime de réinvestissement de dividendes (1)	2 862	161	2 549	98
Options sur actions levées (2)	3 272	104	3 163	81
	6 134	265 \$	70 975	2 480 \$

- (1) Notre régime de réinvestissement de dividendes est financé soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions autodétenues. Au cours des trimestres terminés le 31 janvier 2010 et le 31 juillet 2009, nous avons financé notre régime de réinvestissement de dividendes au moyen d'actions autodétenues émises à un escompte de 3 % par rapport au cours de clôture moyen des cinq jours de Bourse qui précèdent le paiement de dividendes. Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009, nous avons financé notre régime de réinvestissement de dividendes au moyen d'actions autodétenues. Au cours des périodes restantes, nous avons financé notre régime de réinvestissement de dividendes au moyen d'achats d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions levées au cours de la période, l'ajustement à la juste valeur des options sur actions et la levée des options sur actions liée aux droits à la plus-value des actions et aux droits à la plus-value des actions qui ont fait l'objet d'une renonciation.

Note 10 : Revenus liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction**Instruments financiers détenus à des fins de transaction**

Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend le revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré du revenu d'intérêt et des dividendes comptabilisés relativement à l'actif et au passif des activités de négociation. Les (pertes) revenus autres que d'intérêt comprennent une diminution de 282 millions de dollars des justes valeurs de nos actifs financiers nets classés dans les titres détenus à des fins de transaction pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010 (augmentation de 529 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2010; augmentation de 785 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009). Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, (la perte) les revenus autres que d'intérêt comprennent une augmentation de 720 millions de dollars de la juste valeur de nos actifs financiers nets classés dans les titres détenus à des fins de transaction (augmentation de 1 442 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009).

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010 (1)	31 juillet 2009 (1), (2)	31 juillet 2010	31 juillet 2009 (1), (2), (3)
Revenu net d'intérêt	368 \$	344 \$	589 \$	1 102 \$	1 939 \$
Revenus autres que d'intérêt	(243)	592	1 149	1 000	1 874
Total	125 \$	936 \$	1 738 \$	2 102 \$	3 813 \$

- (1) Certains montants ont été modifiés par rapport aux résultats présentés auparavant. Se reporter à la rubrique Changement dans la présentation des états financiers présentée à la note 1.
- (2) Certains montants des résultats présentés précédemment ont été reclassés du Revenu net d'intérêt aux Revenus autres que d'intérêt.
- (3) Retraité en raison de l'incidence de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du Manuel de l'ICCA, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Note 10 : Revenus liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction (suite)

Instruments désignés comme détenus à des fins de transaction

Au cours du trimestre, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont augmenté de 281 millions de dollars (augmentation de 49 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2010; augmentation de 218 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009). Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont augmenté de 445 millions de dollars (augmentation de 269 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009).

Instruments financiers évalués au coût après amortissement

Les revenus autres que d'intérêt reflètent les instruments financiers suivants qui sont évalués au coût après amortissement :

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Honoraires nets qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif au titre d'actifs et de passifs financiers autres que détenus à des fins de transaction	928 \$	865 \$	925 \$	2 726 \$	2 621 \$
Honoraires nets provenant des activités de fiducie	1 439	1 318	1 376	4 271	3 885
Total	2 367 \$	2 183 \$	2 301 \$	6 997 \$	6 506 \$

Note 11 : Impôts sur les bénéfices

Recouvrabilité de l'actif d'impôts reportés

Nous revoyons trimestriellement notre actif d'impôts reportés, lequel est inscrit au poste Autres actifs de nos bilans consolidés, afin de déterminer s'il est plus probable qu'improbable que les avantages liés à cet actif se réaliseront; dans le cadre de cet examen, nous évaluons les éléments probants positifs et négatifs. L'actif d'impôts reportés représente les écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale de certains actifs et passifs, ainsi que l'avantage fiscal lié aux reports prospectifs de pertes nettes d'exploitation.

Dans le cadre de notre examen de la capacité de réaliser notre actif d'impôts reportés au 31 juillet 2010, nous avons évalué l'économie d'impôts liée à nos services bancaires aux États-Unis, qui génèrent actuellement des résultats négatifs et contribuent aux éléments probants négatifs relevés. Cet examen nous a permis de conclure qu'il existe suffisamment d'éléments probants positifs que l'actif d'impôts reportés de RBC Bank est réalisable pour neutraliser les éléments probants négatifs et qu'il n'était donc pas nécessaire de constater une provision pour moins-value au titre de cet actif au 31 juillet 2010.

Impôts sur les bénéfices liés aux composantes des autres éléments du résultat étendu

Le tableau suivant illustre la charge ou l'économie d'impôts attribuée à chaque composante des autres éléments du résultat étendu :

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009
Gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	49 \$	50 \$	310 \$	111 \$	155 \$
Reclassement aux résultats de (gains) pertes sur les titres disponibles à la vente	(23)	(6)	43	(59)	148
(Pertes nettes) gains nets de change liés aux opérations de couverture	(138)	610	898	650	1 149
(Pertes nettes) gains nets sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(96)	19	53	(101)	66
Reclassement aux résultats de gains (pertes) liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	14	3	(6)	9	(11)
Total de la charge d'impôts	(194)\$	676 \$	1 298 \$	610 \$	1 507 \$

Note 12 : Bénéfice par action

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2010	30 avril 2010	31 juillet 2009	31 juillet 2010	31 juillet 2009 (1)
Bénéfice de base par action					
Bénéfice net	1 276 \$	1 329 \$	1 561 \$	4 102 \$	2 621 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(65)	(65)	(73)	(194)	(169)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 211 \$	1 264 \$	1 488 \$	3 908 \$	2 452 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 421 777	1 420 375	1 408 687	1 420 096	1 393 641
Bénéfice de base par action	0,85 \$	0,89 \$	1,06 \$	2,75 \$	1,76 \$
Bénéfice dilué par action					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 211 \$	1 264 \$	1 488 \$	3 908 \$	2 452 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 421 777	1 420 375	1 408 687	1 420 096	1 393 641
Options sur actions (2)	4 409	5 564	5 567	5 198	4 344
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	1 780	1 880	2 143	1 884	2 006
Actions échangeables (3)	6 413	6 413	6 413	6 413	6 413
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 434 379	1 434 232	1 422 810	1 433 591	1 406 404
Bénéfice dilué par action	0,84 \$	0,88 \$	1,05 \$	2,73 \$	1,74 \$

- (1) Certains montants ont été retraités en raison de l'incidence de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA* qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.
- (2) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Lorsque le prix de levée des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Les montants suivants ont été exclus du calcul trimestriel du bénéfice dilué par action : pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010, un nombre moyen d'options en cours de 41 124 ayant un prix de levée moyen de 57,90 \$; pour le trimestre terminé le 30 avril 2010, un nombre moyen de 41 124 options en cours ayant un prix de levée moyen de 57,90 \$ et pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, un nombre moyen de 3 661 160 options en cours ayant un prix de levée moyen de 53,91 \$. Les montants suivants ont été exclus du calcul du bénéfice dilué par action pour la période de neuf mois : pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, un nombre moyen de 41 124 options en cours ayant un prix de levée moyen de 57,90 \$ et pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, un nombre moyen de 5 303 361 options en cours ayant un prix de levée moyen de 50,88 \$.
- (3) Les actions échangeables ont été émises dans le cadre de l'acquisition de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. Se reporter à la note 11 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

Note 13 : Garanties et éventualités**Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 de l'ICCA, intitulée Informations à fournir sur les garanties. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie. Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers :

	Au			
	31 juillet 2010		31 octobre 2009	
	Montant maximal potentiel des paiements	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements	Valeur comptable
Dérivés de crédit et options vendues (1)	12 716 \$	433 \$	19 720 \$	1 049 \$
Facilités de garantie de liquidités (2), (4)	21 658	74	24 982	66
Produits à valeur stable (3)	20 276	245	21 777	260
Lettres de crédit de soutien financier et garanties de bonne fin (4), (5)	17 067	92	18 082	96
Rehaussements de crédit (4)	3 307	57	3 240	45
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	507	–	1 103	–

- (1) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Dérivés de nos bilans consolidés. Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs.
- (2) Certains conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs ont prélevé des montants en vertu de certaines de nos facilités de garantie de liquidités. Au 31 juillet 2010, ces prêts totalisaient 1,5 milliard de dollars US (1,5 milliard de dollars CA) (au 31 octobre 2009, 1,6 milliard de dollars US, 1,7 milliard de dollars CA), déduction faite de la provision minimale pour pertes sur prêts (montant minimale au 31 octobre 2009) et étaient inclus dans le poste Prêts de gros – Prêts aux entreprises de nos bilans consolidés.
- (3) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 8,0 milliards de dollars (8,3 milliards au 31 octobre 2009) au titre des polices d'assurance vie détenues par des banques et un montant de 12,3 milliards (13,5 milliards au 31 octobre 2009) au titre de régimes de retraite aux termes de l'Employee Retirement Income Security Act of 1974 (ERISA) des États-Unis, tels que les régimes 401(k). Nous avons comptabilisé une provision à l'égard des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par des banques qui reflète la valeur des actifs dans les portefeuilles de placement sous-jacents ainsi que notre estimation de la probabilité que les titulaires de polices résilient leurs polices. Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2010, nous avons effectué une dotation à la provision (reprise) de 73 millions de dollars [(28) millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2010; néant pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009].
- (4) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Autres passifs de nos bilans consolidés.
- (5) Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 1 525 millions de dollars (816 millions au 31 octobre 2009) relativement aux programmes d'obligations encaissables par anticipation liés à des titres à enchères, lequel correspond au montant théorique le plus élevé au titre des lettres de crédit et des facilités de liquidités.

Outre les garanties ci-dessus, la presque totalité de nos activités de prêt de titres pour lesquelles nous agissons à titre d'agent pour les porteurs de titres sont exercées par l'intermédiaire de notre coentreprise, RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS). Au 31 juillet 2010, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 45,6 milliards de dollars (34,7 milliards au 31 octobre 2009). De ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

Veillez vous reporter à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2009 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Note 13 : Garanties et éventualités (suite)**Actifs donnés en garantie**

Les détails des actifs donnés en garantie de passifs sont présentés dans les tableaux ci-dessous :

	Au	
	31 juillet 2010	31 octobre 2009
Encaisse et montants à recevoir de banques	592 \$	665 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	5 299	2 696
Prêts	12 446	7 422
Valeurs mobilières	46 625	53 276
Biens achetés en vertu de conventions de revente	45 793	27 479
Autres actifs	1 523	205
	112 278 \$	91 743 \$

	Au	
	31 juillet 2010	31 octobre 2009
Actifs donnés en garantie aux contreparties suivantes :		
Gouvernements étrangers et banques centrales	2 690 \$	2 824 \$
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	2 153	2 574
Actifs donnés en garantie pour les opérations suivantes :		
Emprunts et prêts de titres	36 362	27 429
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	48 023	44 155
Opérations sur produits dérivés	13 171	8 040
Obligations couvertes	8 573	5 187
Autres	1 306	1 534
	112 278 \$	91 743 \$

Nous sommes également tenus de fournir à la Banque du Canada des garanties intrajournalières lorsque nous utilisons le Système de transfert de paiements de grande valeur (STPGV), un système de transfert électronique télégraphique en temps réel qui traite en continu tous les paiements de grande valeur ou de classe critique libellés en dollars canadiens au cours de la journée. Les titres donnés en garantie affectés aux activités du STPGV nous sont généralement remis à la fin du cycle de règlement quotidien. Par conséquent, les actifs donnés en garantie ne sont pas pris en compte dans le tableau ci-dessus. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2010, nous avons donné en moyenne des titres d'un montant de 2,9 milliards de dollars (4,3 milliards au 31 octobre 2009 et 4,6 milliards au 31 juillet 2009) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2010, nous avons donné en moyenne des titres d'un montant de 3,6 milliards de dollars (4,6 milliards au 31 juillet 2009) en garanties intrajournalières à la Banque du Canada chaque jour. Dans certaines rares occasions, nous devons obtenir une

avance à un jour auprès de la Banque du Canada afin de répondre à un besoin de règlement, auquel cas une valeur équivalant aux titres donnés en garantie est utilisée pour garantir l'avance. Des avances à un jour de 6 millions de dollars étaient en cours au 31 juillet 2010 et aucune avance à un jour n'était en cours au 31 octobre 2009 ni au 31 juillet 2009.

Biens affectés en garantie

Au 31 juillet 2010, la valeur de marché approximative des biens acceptés en garantie que nous pouvons vendre ou affecter de nouveau en garantie se chiffrait à 106,3 milliards de dollars (78,9 milliards au 31 octobre 2009). Ces biens affectés en garantie ont été obtenus en vertu de conventions de revente, d'emprunts de titres et de prêts et d'opérations sur produits dérivés. De ce montant, une tranche de 40,3 milliards de dollars (26,1 milliards au 31 octobre 2009) a été vendue ou donnée de nouveau en garantie, généralement à titre de bien affecté en garantie relatif aux conventions de rachat ou pour couvrir des ventes à découvert.

Litiges**Litige lié à Enron Corp. (Enron)**

Comme il est mentionné à la note 25 de nos états financiers consolidés annuels de 2009, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre d'un recours collectif intenté par Regents of the University of Southern California, qui a fait l'objet d'un regroupement avec la poursuite principale intitulée *Newby v. Enron Corp.*, qui constituait le principal recours collectif d'actionnaires présumés d'Enron. Ce recours collectif contre la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées a été rejeté de façon définitive le 2 décembre 2009. En conséquence, nous avons déterminé, au cours du premier trimestre, que la provision de 60 millions de dollars (50 millions de dollars US, ou 53 millions selon le taux de change en vigueur au 31 janvier 2010) que nous avions constituée au titre de ce litige n'était plus nécessaire. Par conséquent, au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2010, nous l'avons contrepassée au poste Frais autres que d'intérêt – Autres de l'état consolidé des résultats, où la provision avait initialement été comptabilisée.

La Banque Royale du Canada est également citée en tant que défenderesse par un particulier investisseur relativement aux pertes qu'il a subies à titre d'acquéreur de titres de participation et d'emprunt d'Enron. Nous n'avons pas comptabilisé de provision relativement à cette poursuite, car il nous est impossible de prédire son dénouement ni le moment auquel elle sera réglée; nous estimons toutefois que le règlement final de cette poursuite n'aura pas une incidence défavorable importante sur notre situation financière consolidée. Nous revoyons régulièrement l'évolution de la situation et nous exercerons un jugement de manière à résoudre cette poursuite au mieux de nos intérêts.

Autres

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 14 : Résultats par secteur d'exploitation**Résultats trimestriels**

	Services bancaires canadiens			Gestion de patrimoine			Assurances		
	T3/10	T2/10	T3/09	T3/10	T2/10	T3/09	T3/10	T2/10	T3/09
Revenu net d'intérêt	1 865 \$	1 810 \$	1 740 \$	75 \$	72 \$	84 \$	– \$	– \$	– \$
Revenus autres que d'intérêt	763	781	741	969	903	934	1 759	1 327	1 575
Total des revenus	2 628	2 591	2 481	1 044	975	1 018	1 759	1 327	1 575
Dotation à la provision pour pertes sur créances	284	302	340	3	–	–	–	–	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	1 459	1 096	1 253
Frais autres que d'intérêt	1 243	1 234	1 169	806	828	777	142	136	135
Bénéfice net avant charge d'impôts	1 101	1 055	972	235	147	241	158	95	187
Charge (économie) d'impôts	335	319	303	50	57	73	5	(12)	20
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net	766 \$	736 \$	669 \$	185 \$	90 \$	168 \$	153 \$	107 \$	167 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	17	17	18	7	7	9	3	3	3
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	749 \$	719 \$	651 \$	178 \$	83 \$	159 \$	150 \$	104 \$	164 \$
Total de l'actif moyen (2)	282 300 \$	276 700 \$	261 600 \$	18 200 \$	18 200 \$	21 300 \$	15 400 \$	14 800 \$	13 000 \$

Résultats trimestriels

	Services bancaires internationaux			Marchés des Capitaux (1)			Services de soutien généraux (1)		
	T3/10	T2/10	T3/09	T3/10	T2/10	T3/09	T3/10	T2/10	T3/09 (3)
Revenu net (perte nette) d'intérêt	340 \$	351 \$	423 \$	638 \$	660 \$	890 \$	(170)\$	(194)\$	(233)\$
Revenus autres que d'intérêt	224	252	230	316	940	1 224	48	65	215
Total des revenus	564	603	653	954	1 600	2 114	(122)	(129)	(18)
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	192	185	230	(9)	21	177	(38)	(4)	23
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Frais autres que d'intérêt	524	510	577	674	862	1 085	(12)	2	12
(Perte nette) bénéfice net avant charge d'impôts	(152)	(92)	(154)	289	717	852	(72)	(127)	(53)
(Économie) charge d'impôts	(78)	(66)	(61)	87	216	280	(142)	(71)	(166)
Part des actionnaires sans contrôle	2	1	2	1	(1)	10	23	23	23
(Perte nette) bénéfice net	(76)\$	(27)\$	(95)\$	201 \$	502 \$	562 \$	47 \$	(79)\$	90 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	13	13	17	16	15	20	9	10	6
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	(89)\$	(40)\$	(112)\$	185 \$	487 \$	542 \$	38 \$	(89)\$	84 \$
Total de l'actif moyen (2)	55 200 \$	53 400 \$	60 100 \$	333 900 \$	304 300 \$	322 200 \$	(13 100)\$	(14 000)\$	(12 600)\$

Résultats trimestriels

	Total		
	T3/10	T2/10	T3/09
Revenu net d'intérêt	2 748 \$	2 699 \$	2 904 \$
Revenus autres que d'intérêt	4 079	4 268	4 919
Total des revenus	6 827	6 967	7 823
Dotation à la provision pour pertes sur créances	432	504	770
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	1 459	1 096	1 253
Frais autres que d'intérêt	3 377	3 572	3 755
Bénéfice net avant charge d'impôts	1 559	1 795	2 045
Charge d'impôts	257	443	449
Part des actionnaires sans contrôle	26	23	35
Bénéfice net	1 276 \$	1 329 \$	1 561 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	65	65	73
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 211 \$	1 264 \$	1 488 \$
Total de l'actif moyen (2)	691 900 \$	653 400 \$	665 600 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Certains montants ont été modifiés par rapport aux résultats présentés auparavant. Se reporter à la rubrique Changement dans la présentation des états financiers présentée à la note 1.

Note 14 : Résultats par secteur d'exploitation (suite)**Résultats pour la période de neuf mois**

	Services bancaires canadiens		Gestion de patrimoine		Assurances		Services bancaires internationaux	
	T3/10	T3/09	T3/10	T3/09	T3/10	T3/09	T3/10	T3/09 (3)
Revenu net d'intérêt	5 554 \$	5 136 \$	225 \$	312 \$	– \$	– \$	1 011 \$	1 296 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 303	2 181	2 858	2 694	4 468	4 150	704	710
Total des revenus	7 857	7 317	3 083	3 006	4 468	4 150	1 715	2 006
Dotation à la provision pour pertes sur créances	904	961	3	–	–	–	552	751
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	3 685	3 287	–	–
Frais autres que d'intérêt	3 682	3 516	2 440	2 421	407	414	1 544	1 790
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	–	–	–	1 000
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	3 271	2 840	640	585	376	449	(381)	(1 535)
Charge (économie) d'impôts	992	894	146	163	(2)	57	(224)	(221)
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–	3	7
Bénéfice net (perte nette)	2 279 \$	1 946 \$	494 \$	422 \$	378 \$	392 \$	(160)\$	(1 321)\$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	49	41	22	22	9	7	39	45
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	2 230 \$	1 905 \$	472 \$	400 \$	369 \$	385 \$	(199)\$	(1 366)\$
Total de l'actif moyen (2)	277 500 \$	255 400 \$	18 500 \$	20 600 \$	14 800 \$	12 900 \$	54 900 \$	65 500 \$

Résultats pour la période de neuf mois

	Marchés des Capitaux (1)		Services de soutien généraux (1)		Total	
	T3/10	T3/09	T3/10	T3/09 (3),(4)	T3/10	T3/09 (3)
Revenu net (perte nette) d'intérêt	2 027 \$	2 678 \$	(623)\$	(757)\$	8 194 \$	8 665 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 367	2 411	234	836	12 934	12 982
Total des revenus	4 394	5 089	(389)	79	21 128	21 647
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	42	482	(72)	336	1 429	2 530
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	3 685	3 287
Frais autres que d'intérêt	2 487	2 802	15	9	10 575	10 952
Charge au titre de la dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	–	–	1 000
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 865	1 805	(332)	(266)	5 439	3 878
Charge (économie) d'impôts	591	597	(238)	(311)	1 265	1 179
Part des actionnaires sans contrôle	–	1	69	70	72	78
Bénéfice net (perte nette)	1 274 \$	1 207 \$	(163)\$	(25)\$	4 102 \$	2 621 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	47	46	28	8	194	169
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 227 \$	1 161 \$	(191)\$	(33)\$	3 908 \$	2 452 \$
Total de l'actif moyen (2)	316 900 \$	359 700 \$	(13 900)\$	(7 300)\$	668 700 \$	706 800 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Certains montants ont été retraités en raison de l'incidence de l'adoption des modifications du chapitre 3855 du *Manuel de l'ICCA*, qui ont été publiées en août 2009. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés annuels de 2009.

(4) Certains montants ont été modifiés par rapport aux résultats présentés auparavant. Se reporter à la rubrique Changement dans la présentation des états financiers présentée à la note 1.

Note 15 : Gestion du capital**Capital réglementaire et ratios de capital**

Le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) établit des objectifs formels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt au Canada. À l'heure actuelle, cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif/capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le niveau maximal prescrit par le BSIF. Notre coefficient actif/capital n'excède pas le niveau maximal permis par le BSIF.

Capital réglementaire, actif ajusté en fonction des risques et ratios de capital

	Au	
	31 juillet 2010	31 octobre 2009
Capital		
Capital de première catégorie	33 466 \$	31 774 \$
Capital total	36 762	34 881
Actif ajusté en fonction des risques		
Risque de crédit	193 645 \$	185 051 \$
Risque de marché	27 287	23 321
Risque opérationnel	37 834	36 465
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	258 766 \$	244 837 \$
Ratios de capital		
Capital de première catégorie	12,9 %	13,0 %
Capital total	14,2 %	14,2 %
Coefficient actif-capital	16,5X	16,3X

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-974-5151
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis) ou
514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com\rbc\fr

Co-agent des transferts (États-Unis) :
Computershare Trust Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts (Royaume-Uni) :
Computershare Investor Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 7NH
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse

(Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la TSX.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul de l'impôt sur les gains en capital au Canada, le prix de base de notre action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Ave.,
9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis) ou
514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(au Canada et aux États-Unis) ou
416-263-9394 (communications internationales)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :

Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :

Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
4th Floor, North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la TSX. Durant la période de un an commençant le 1^{er} novembre 2009, nous pourrions racheter aux fins d'annulation jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sous réserve d'une consultation préalable avec le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale torontoise.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2010

Premier trimestre	3 mars
Deuxième trimestre	27 mai
Troisième trimestre	26 août
Quatrième trimestre	3 décembre

Dates de paiement des dividendes pour 2010

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AH, AJ, AL, AN, AP, AR, AT, AV et AX	22 janvier 20 avril 22 juillet 22 octobre	26 janvier 22 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 21 mai 24 août 24 novembre

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC TruCS, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada, utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. RBC Dexia IS et les sociétés affiliées à Dexia utilisent la désignation commerciale de RBC sous licence.